

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13124 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 9 AVRIL 1987

Dégel au Proche-Orient

S'il s'agissait d'un autre conflit, on serait sans doute fondé à considérer avec optimisme le regain d'activité diplomatique auquel on assiste actuellement à propos du Proche-Orient. Depuis quelques semaines, la plupart des parties concernées évoquent, avec un bel ensemble, la nécessité de convoquer le plus vite possible une « conférence internationale » pour relancer des négociations de paix entre Israéliens et Arabes. La proposition n'est pas vraiment nouvelle, mais elle avait rarement été mise en avant avec autant d'insistance.

Le roi Hussein de Jordanie, actuellement en Europe, s'en fait l'ardent défenseur, tout comme l'Égyptien Moubarak et, dans une moindre mesure, le Syrien Hafez El Assad. Les États-Unis conviennent qu'un tel « forum » — traditionnel cheval de bataille de la diplomatie soviétique — pourrait bien être utile. Les Douze de la Communauté européenne ont officiellement émis l'idée il y a quelques semaines. Enfin, le chef de la diplomatie israélienne, le travailliste Shimon Peres, a lui aussi repris le projet à son compte : il vient d'en faire le thème de ses interventions lors d'une visite le 6 avril à Madrid puis le lendemain à Rome à l'occasion d'une réunion de l'Internationale socialiste.

Chacun serait donc d'accord sur la formule : la relance des conversations de paix passerait par la convocation d'une conférence à laquelle participeraient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, Israël, ses voisins arabes et, enfin, les Palestiniens. Cette unanimité dans l'expression masque mal cependant un certain nombre de malentendus.

Tout d'abord le premier ministre du gouvernement d'union nationale, M. Shamir, le leader de la droite israélienne, est catégoriquement opposé à cette conférence. Il le dit tous les jours. Il a même été jusqu'à souhaiter publiquement l'échec « des efforts entrepris par son ministre des affaires étrangères — lequel ne cesse de répéter que la coalition gouvernementale pourrait bien voter en faveur de M. Shamir — en changeant de position. En clair, on a peu de chances d'avancer tant qu'une majorité travailliste homogène ne sera pas au pouvoir à Jérusalem, à supposer que cela soit possible. Même dans cette hypothèse, un autre obstacle de taille resterait à franchir. M. Peres a clairement posé deux préalables à la participation de l'URSS à la conférence : elle doit rétablir les relations diplomatiques, rompues en 1967, et ouvrir toutes grandes les portes aux juifs soviétiques qui souhaitent émigrer en Israël.

Dans ces deux domaines des progrès ont certes été réalisés depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir. Une délégation consulaire soviétique est attendue dans les prochaines semaines à Jérusalem — c'est un premier pas — et, d'ores et déjà, un plus grand nombre de juifs ont été autorisés à quitter l'URSS. Pour autant les Soviétiques y réfléchiront à deux fois avant de prendre le risque de heurter leurs alliés arabes en accédant aux exigences israéliennes.

Reste, enfin, à décider, si la conférence a lieu, qui représentera les Palestiniens. Pour l'ensemble du monde arabe, ce ne peut être que l'OLP. Pour Israël, il ne saurait être question de dialoguer avec des « terroristes », même si M. Peres vient de discuter avec certaines personnalités proches de l'organisation de M. Arafat. Là encore, il faudra du temps avant que soit levé ce « tabou » du dialogue avec l'OLP.

(Lire nos informations page 3.)

Des murs truffés de micros

M. Reagan dénonce l'espionnage de son ambassade à Moscou

Les murs de la nouvelle ambassade américaine à Moscou ayant été truffés de micros, le président Reagan a, le mardi 7 avril, élevé une protestation auprès de Moscou, et envisage la destruction des bâtiments. L'URSS a accueilli, mercredi, « avec indignation et regret » les déclarations « hostiles » de M. Reagan. Cette affaire crée un froid entre les deux pays à quelques jours de l'arrivée à Moscou du secrétaire d'État américain, M. George Shultz.



Lire page 32 Article de BERNARD GUETTA

Défenseur des droits de l'homme

Un avocat d'origine algérienne est assassiné à Paris

M^{re} Ali Mecili, avocat proche de l'opposition algérienne, notamment du Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed, a été assassiné le mardi 7 avril, vers 22 h 30, alors qu'il regagnait son domicile parisien, 62, boulevard Saint-Michel.

Selon les amis de l'avocat, celui-ci avait reçu récemment plusieurs lettres de menaces. Mais les enquêteurs n'excluent aucune hypothèse.

M^{re} Mecili, quarante-sept ans, père de deux enfants, venait de pénétrer dans le hall de son immeuble lorsqu'il a été tué par un inconnu qui a fait feu sur lui à trois reprises. Atteint de trois balles à la tête, l'avocat est mort sur le coup. Les enquêteurs ont retrouvé dans le hall trois douilles de calibre 7,65 provenant d'un pistolet de marque non encore identifiée.

M^{re} Mecili avait quitté son cabinet, situé boulevard Saint-Germain, vers 20 heures, en compagnie d'une jeune femme, avec laquelle il avait passé la soirée dans un café de la place Saint-André-des-Arts, non loin de là. La jeune femme a accompagné l'avocat devant son domicile, puis

l'a quitté. C'est en entendant du bruit, quelques secondes plus tard, qu'elle est revenue sur ses pas et a découvert le corps de l'avocat au pied de l'escalier.

Dans le hall de l'immeuble, elle a croisé le tueur. Blond, coiffure taillée en brosse, âgé d'une trentaine d'années, ce dernier était vêtu d'un imperméable et portait un parapluie. Il se serait éloigné sans courir, apparemment très maître de lui.

Les amis de M^{re} Mecili nous ont déclaré que l'avocat, qui avait un rôle important dans la défense des militants algériens en France, avait reçu des lettres de menaces.

(Lire la suite page 22.)

Un entretien avec le ministre de la défense

M. Giraud propose une « charte de sécurité » européenne

Les députés examinent, le mercredi 8 et le jeudi 9 avril, le projet de loi de programme militaire 1987-1991, qui propose d'attribuer à l'équipement des forces françaises une somme globale de 474 milliards

de francs en cinq ans, ainsi répartie : 312,5 milliards de francs à l'armement classique ; 152,3 milliards à l'armement nucléaire et 9,2 milliards à l'équipement spatial. Dans un entretien accordé au

« Monde », le ministre de la défense, M. André Giraud, plaide avec vigueur pour une concertation accrue des Européens en matière de sécurité et pour l'instauration d'un « marché commun » de l'armement.

« Les relations Est-Ouest en matière de désarmement ont pris un tour nouveau depuis Reykjavik, et cette évolution, si elle se confirme, peut modifier l'équilibre des forces en Europe. Comment voyez-vous, vous-même, ce nouvel environnement mondial et comment la programmation militaire entend-elle y faire face ?

« La France conduit depuis près de trente ans, sans discontinuité, une politique de défense reposant sur le concept d'indépendance fixée par le général de Gaulle. Nous devons être en état d'interdire toute atteinte à ce que nous considérons comme étant nos intérêts vitaux. Pour ce faire, nos choix doivent tenir compte de la situation internationale, de son évolution possible et de nos alliances : la France est dans l'Europe et elle est solidaire de l'alliance atlantique.

« Les Américains et les Soviétiques semblent convenus de modifier l'équilibre nucléaire du théâtre européen. Une telle orientation ne peut manquer d'appeler la plus grande attention car il convient de s'assurer que le nouvel ordre visé soit de nature à mieux garantir la paix que l'ancien. C'est bien dans la perspective de cette préoccupation que se développe l'action de la France.

« Il doit être bien clair tout d'abord que nos armes nucléaires ne sauraient être concernées par ces conversations, qui se déroulent sans nous. Nous avons d'ailleurs inscrit dans le projet de loi tout ce qui est nécessaire pour les moderniser afin de consolider notre indépendance. Mais nous pensons aussi qu'il faut tout faire pour renforcer l'unité européenne

en matière de défense. Cela demande d'abord à chacun de prendre ses responsabilités et sa part de la charge de défense. *Europa fars de se*, pourrions-nous dire aujourd'hui.

« A cet égard, le projet de loi-programme que nous proposons au vote des députés s'inscrit bien dans cette perspective : le système aéro-terrestre dont nous voulons disposer pour l'an 2000 a comme référence la menace du théâtre Centre-Europe.

« Vous considérez que les Européens doivent avoir une vision politique commune en matière de défense. Quelles actions concrètes la programmation militaire propose-t-elle de mener dans cette perspective, et en quel sens le programme est-il possible ?

« La défense de l'Europe doit rester d'abord l'affaire des Européens. C'est d'ailleurs une condi-

tion à l'approfondissement de leur alliance avec les États-Unis. L'état de dépendance ne conduit pas à la solidarité des destins.

« Des progrès importants sont à faire en matière de défense européenne. C'est du politique que viendra l'impulsion. Tout commence par la perception commune d'un problème essentiel à résoudre et par le choix d'un concept commun de défense que les États-majors seront chargés de mettre en œuvre. Le 2 décembre, le premier ministre a proposé à la tribune de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) une charte de la sécurité européenne. Cette idée fait son chemin et pourrait aboutir bientôt.

Propos recueillis par JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 22.)

MAURICE DENUZIERE
L'ADIEU AU SUD
ROMAN

EN LIBRAIRIE
LE 10 AVRIL

DENOËL

Le « mal-vivre » du Sénégal

DAKAR
de notre envoyé spécial

Les petits drapeaux jaune et bleu, longtemps cachés sous les bonnets sortent brusquement et s'agitent comme une risée sur la mer. C'est là, par petits groupes, des hommes et des femmes reprennent avec fièvre le slogan : « Sopi ! Sopi ! » (le changement).

Dans la voiture découverte qui remonte, ce jour-là, les rues pavées de Dakar où se presse une foule nombreuse, le président Abdou Diouf va lui-même expliquer — avec fierté — à son voisin, M. Jacques Chirac, que les couleurs bleu et jaune sont celles du principal parti d'opposition, le PDS de M^{re} Wade, et que les

bruyants partisans du « changement », loin de rendre hommage au pragmatisme de leur président, réclament plutôt une autre politique...

Hélas, la démonstration tomba à plat : le premier ministre français qui, ce samedi 14 mars, arrivait de Cameroun (où le multipartisme n'est pas à l'ordre du jour), n'est pas du tout convaincu que la démocratie pluraliste soit le meilleur des systèmes en Afrique noire.

Sa préférence, comme il le confia à quelques journalistes, va plutôt au « parti unique multiracial ». Lors d'un entretien avec M. Diouf, il s'efforça même de convaincre son hôte du bien-fondé de ses conceptions. Le pré-

sident sénégalais en resta quelque peu interloqué... Mais la foule, cette fois tout entière, acclamait aussi, ce jour-là, la France, amie au Sénégal par des liens sacrés, ceux de la « famille ».

Dakar, la plus française des villes d'Afrique, à force de mimétisme, en offre parfois une vision caricaturale. Dans les cafés entourant la place de l'indépendance, le spectacle de la matinée est toujours le même : cadres supérieurs à l'élégance stéréotypée, intellectuels un rien débraillés, coopérants déçus, se retrouvent devant un express, des croissants chauds et les journaux français de l'avant-veille.

LAURENT ZECCHINI

(Lire la suite page 6.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 528 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 11,50 sc. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Débats

SPORT

Dans le bilan de l'année Chirac, la politique du sport n'a vraiment pas brillé. C'est l'avis d'Alain Calmat, qui estime que le gouvernement a rompu, en douze mois, avec cinquante ans d'action des pouvoirs publics. A propos des Jeux olympiques d'hiver, Michel Hourcade met en balance la puissance du Comité international olympique et la faible voix d'une commune de montagne.

Le complexe d'Ueberroth

Depuis les Jeux olympiques de Los Angeles le défi est de présenter une gestion financière bénéficiaire

par MICHEL HOURCADE (*)

C'est qui est arrivé au comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver — la démission de Jean-Claude Killy n'est pas si lointaine — incite à regarder au-delà des personnes et des rivalités de clocher. Situées dans leur environnement, les difficultés rencontrées en Savoie deviennent révélatrices de la sociologie complexe du sport, qui repose sur les deux notions fondamentales d'exercice du pouvoir et de logique économique.

Objet traditionnel de la science politique, l'étude du pouvoir ne peut trouver meilleur champ d'étude que les institutions sportives, singulièrement au niveau international. On ne saurait en effet ignorer que la seule organisation exerçant une autorité supranationale authentique est à ce jour le Comité international olympique, qui présente tous les attributs de l'ONU (charte, hymne, budget, universalité), avec le pouvoir en plus. Dans leurs disciplines spécifiques, les fédérations internationales détiennent un pouvoir tout aussi redoutable.

Un secteur mixte

Le choix du site devant accueillir les Jeux olympiques en est la manifestation la plus éclatante : ne voit-on pas alors les nations les plus puissantes, les capitales les plus prestigieuses, engager des efforts et des sommes considérables pour fléchir l'autorité souveraine du CIO ? Il est difficile de s'étonner, dès lors, du peu de poids que représente une commune de montagne dans les calculs d'une organisation qui cumule le pouvoir politique, économique et technique : quand on peut évincer une capitale (Paris) au profit d'une métropole (Barcelone) en donnant comme gage une ville (Albertville), pourquoi s'arrêter à un village ?

Dans le domaine de l'économie, le sport s'inscrit, à la suite du tourisme et du loisir, dans un secteur mixte où se côtoient les préoccupations

économiques et sociales. Or, face aux enjeux astronomiques d'une compétition olympique, les décisions économiques ne peuvent souffrir la moindre ambiguïté. La joie des Savoyards, en octobre 1986, ne doit pas faire oublier la glorieuse incertitude du sport-business qui, de Lake-Placid à Montréal et de Mundial en Tour de France, a causé bien des déficits dans les finances des villes d'accueil. Devenir site olympique n'est pas, en effet, une fin en soi ; c'est l'obligation de favoriser simultanément une réputation locale, des résultats sportifs et des retombées économiques à moyen terme.

Depuis les Jeux de Los Angeles, c'est aussi le défi de dégager une gestion financière bénéficiaire. A cet égard, la réussite de l'Américain Ueberroth (l'homme de l'année par le magazine Time) fournit l'exemple d'un consensus collectif sur des objectifs précis, ce qui ne semble pas avoir été atteint en Savoie. Cette préoccupation économique, Jean-Claude Killy la possédait, mais il n'a sans doute pas su la faire partager. Ses partenaires savoyards étaient-ils d'ailleurs prêts à l'entendre et à la mettre en pratique ? Rien n'est moins sûr.

Y a-t-il lieu pourtant de craindre que l'organisation des Jeux olympiques d'hiver 1992 soit menacée et que les retombées économiques attendues fondent comme neige au soleil ? Cela est peu probable. La dimension spectaculaire et chargée de symbole de Jean-Claude Killy est survenue suffisamment tôt pour que les esprits aient le temps de s'apaiser et que s'opère la prise de conscience des réalités sportives modernes, avec leurs contraintes et leurs avantages. Il n'est donc pas aventureux de pronostiquer le succès final d'Albertville... et de souhaiter bien du plaisir à Barcelone !

(*) Auteur de Sport-system, éd. Syros, 1986.

Au nom du « laisser-faire, laisser-aller »

L'Etat ne peut laisser seul le mouvement sportif face à un pouvoir économique extrêmement puissant

par ALAIN CALMAT (*)

SOYONS sport. Le gouvernement démontre par lui-même, en décembre dernier, qu'il ne comprend rien à la jeunesse, aux valeurs de solidarité, de compétition — à ne pas confondre avec la sélection « sauvage » — pour ne pas s'appesantir sur ce sujet. Cela procèderait presque de l'acharnement thérapeutique. De toute façon, la cassure qui s'est produite de ce côté-là est irréversible.

Alors, soyons sport et regardons avec un peu de recul la politique conduite depuis un an dans le domaine exclusivement sportif. Ce qui me frappe immédiatement, c'est la rupture qui s'est opérée en douze mois avec cinquante ans d'action des pouvoirs publics en faveur du mouvement sportif. Celle-ci, ne l'oublions pas, a permis de hisser la France à un rang honorable en ce qui concerne la haute compétition et de donner une place grandissante aux activités sportives dans notre pays.

Il n'est pas nécessaire de partir dans une grande rétrospective pour se rendre compte qu'il existe, de Léo Lagrange à Edwige Avice en passant par Maurice Herzog et le colonel Crespin (sans oublier, bien entendu, le général de Gaulle qui s'était ému en 1960 des faibles résultats des athlètes français aux Jeux olympiques de Rome), une remarquable continuité de la politique d'accompagnement, de soutien des gouvernements successifs. Qu'ils aient été de droite ou de

gauche, le « soutien associatif » l'a toujours emporté. A un point, que l'on peut même se demander, sans le savoir, consciemment ou inconsciemment, entre l'éclectisme des pays de l'Est et l'autonomie des systèmes anglo-saxons, une sorte de troisième voie à la française n'a pas été inventée.

Soyons clairs, il ne s'agit pas d'être passifiste, d'invoquer les « grands ancêtres » pour le plaisir, mais de bien saisir pourquoi la France s'est engagée dans ce sens. En « hommes de terrain » pragmatiques, la plupart des responsables de la politique sportive qui se sont succédés jusqu'en 1986 ont su tenir compte des réalités et des particularismes français. « Intellectualisme » prédominant, faible pratique sportive des Français, hypercentralisme historique, etc. : tout cela favorisé par un mouvement sportif longtemps trop faible.

Au cours des cinquante dernières années, les pouvoirs publics ont donc su, d'une part, structurer une administration au service des activités sportives et, d'autre part, renforcer le mouvement sportif, afin que ces deux acteurs puissent travailler efficacement ensemble. C'est de la solidité de ce lien que dépend l'avenir du sport français.

Le danger aujourd'hui serait de rompre cet équilibre, en abandonnant, par exemple, le mouvement sportif dans une « économie du

sport » en plein bouleversement comme en pleine expansion. Deux points que Nelson Pailhon, président du Comité national olympique et sportif français, mettait particulièrement en évidence dans son rapport pour le Conseil économique et social réalisé à la demande du gouvernement auquel j'appartenais. Or cette nouvelle donne pour le sport français implique une vigilance et un soutien de l'Etat. Celui-ci ne peut laisser seul le mouvement sportif français face à un pouvoir économique extrêmement puissant — et c'est bien naturel — soumis aux lois du marché.

Désengagement

En fait, nous assistons actuellement à un désengagement de l'Etat (réduction de 30 % des moyens d'intervention en 1987, suppression draconienne des « personnels mis à disposition » des associations) et à un transfert des moyens budgétaires sur les moyens extrabudgétaires, bien plus aléatoires. Tout cela sur fond de précarisation générale, malgré la forte augmentation de ces moyens par la création du Loto sportif en 1985 dont le gouvernement actuel d'ailleurs use et abuse. C'est ainsi qu'après l'amputation « conjoncturelle »

(*) Ancien ministre, député de Cher.

du Fonds national pour le développement du sport en 1986 a succédé une surestimation des recettes en 1987 ainsi qu'une taxation malencontreuse des gains du Loto sportif.

Au final, le gouvernement renonce à son rôle d'impulsion et délaie son pouvoir régulateur. Parallèlement à cela, le ministre se recroqueville sur lui-même en renforçant ses structures mais en le vidant de ses missions au nom du « laisser-faire, laisser-aller ». Tout se tient : l'affaiblissement des moyens liés à une absence de politique a entraîné une perte de crédibilité du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports par rapport à ses propres collègues. Au lieu de poursuivre l'introduction du sport dans les horaires scolaires de primaire, initiée par la circulaire « Calmat-Chevènement », le ministre a été contraint d'en rabattre et de lancer un système (les « contrats biens ») beaucoup moins avantageux pour les enfants et les partenaires envisagés.

Par ailleurs, le problème du partenariat commercial, du « sponsoring », est de plus en plus au centre des préoccupations du monde sportif. Il y a donc urgence sur cette question. Et au-delà des problèmes de « camp », il est absolument nécessaire de mobiliser toutes les énergies pour qu'une politique cohérente soit mise au point dans ce domaine. Au bénéfice mutuel des « sponsors » et des sportifs.

Les nouveaux « jeux du cirque »

Le vendredi 13 mars, un accident au Rallye du Portugal : la voiture d'un pilote portugais entre dans la foule, tue un spectateur, en blesse une dizaine d'autres (voir le Monde daté 15-16 mars, p. 7). Tous les comptes rendus insistent depuis sur l'imprudence des spectateurs.

Mais il y a autre chose, qui est passé sous silence : dans son édition du soir, le journal de FR 3, vendredi, montrait aussi, dans l'instant qui suivait l'accident, la voiture se dégarer et poursuivre sa course. Pour le pilote, tuer un homme se réduisait-il à un incident de parcours ?

On finit la compétition, on communique le crime ? Jusqu'où ira cette banalisation de la violence ?

Un film de fiction, Le Prix du danger, a récemment montré la grave dérive morale que les nou-

veaux « jeux du cirque », commercialisés à outrance, pouvaient entraîner. Ce n'est pas la première fois que la question se pose : on sait qu'une fois devenue marchandise (la photo-choc), la représentation de la violence peut conduire à la production commerciale du crime.

Le sport automobile avec ses enjeux industriels, le rugby avec ses enjeux dans la politique locale, montrent ces derniers temps que des activités sportives peuvent devenir perverses du point de vue de la morale et du droit. Mais est-ce parce que leur puissance économique et politique leur donne des moyens de pression gigantesques qu'il faut fermer dès maintenant les yeux sur la réalité de compétitions que seule une convention médiatique et publicitaire permet de nommer sportives ?

GÉRARD MONNIER

(Alto-en-Provence)

« Vincent, peux-tu nous entendre ? »

Ne voilà-t-il pas que certains s'exclament avec admiration : « Tous les records de vente d'un tableau viennent d'être pulvérisés ! » Voilà bien le comble du scandale, de l'écœurement, ou de la déraison ! Les pauvres, Vincent, dans ta tombe d'Amers-sur-Oise, côté de celle de ton cher Théo, ont dû s'en retourner. Ne lui avais-tu pas écrit : « Ne l'inquiète pas, je te rendrai tout, ou bien je rendrai l'âme » ? Si tu as pu assister à la vente londonienne de ton bouquet de fleurs, tu es pu juger de l'ingratitude ou de la démesure des hommes, beaucoup plus fous que toi !

Alors que tu trouvais difficilement un être humain pour accepter de te servir de modèle (honteux à l'idée de laisser peut-être à la postérité son visage sur la toile), alors que

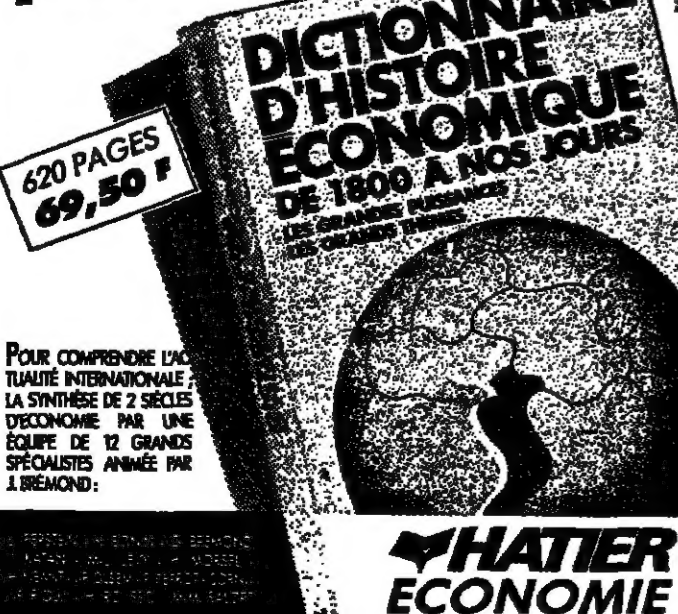
tu en étais réduit à mendier tes couleurs et que tu ne réussissais à vendre toi-même qu'un seul tableau, voilà que — cruel signe des temps — des collectionneurs viennent de s'arracher pour près de 2,5 milliards de centimes tes *Two women* qui vont sans doute aller se fumer au fond du coffre inaccessibles d'un richissime particulier (s'agit-il d'un maniaque ?), toi dont les toiles servaient de ton vivant, à clôturer des poulaillers !

A quoi sert-il, aujourd'hui, au nom de tes contemporains ingrats, de faire notre *mau culpa* ? Demandons plutôt pardon à ta douce épouse mémorée : si tu peux nous entendre, Vincent, nous t'exprimons notre révolte.

Mais est-ce une exclamation suffisante ?

RAPHAËL DE CUTTOLI,
ancien membre
du cabinet d'André Malraux

le 1^{er} grand dictionnaire d'histoire économique pour tous



POUR COMPRENDRE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE LA SYNTHÈSE DE 2 SÉRIES DISCOURS PAR UNE ÉQUIPE DE 12 GRANDS SPÉCIALISTES ANIMÉE PAR J. LÉMOND.

« Genève doit-elle rester suisse ? » de Michel Baettig

Une saine provocation

Il suffit de vivre peu de temps à Genève pour être pénétré de ce qui est à la fois une évidence et un paradoxe : les Suisses romands, et plus encore ces « romandistes » que sont les Genevois, tiennent à se distinguer nettement de ceux qu'ils appellent les « confédérés » (comme si eux-mêmes ne faisaient point, mais ne renonceraient pour rien au monde à leur intégration dans cette même Confédération. Rattachement donc plutôt qu'attachement. Que l'on ne s'y trompe point : si pure hypothèse) un irrédentisme savoyard ou genevois venait un jour précher à Genève, ses paroles resteraient sans écho. De même, l'on ne verra sans doute jamais des Genevois se rendre en grande cérémonie, drapeaux tricolores déployés, à la source de l'Arve, comme certains Vallois à celle de la Saône. Genève, échouée d'avoir été le chef-lieu du département français du Léman sous la Révolution et sous l'Empire, continuera en ce siècle à n'être « annexée » à la France que par le Guide Michelin.

Quand, par conséquent, dès le titre de son livre, Genève doit-elle rester suisse ? (1), Michel Baettig pose son impérieuse question, il faut comprendre en premier lieu que ce membre de la rédaction en chef d'un quotidien qui s'appelle — nouveau para-

doxe ! — la Suisse n'envisage à la limite que la création d'une entité du type Liechtenstein ou Monaco. L'auteur n'ignore pas que la Confédération, si elle autorise la création de nouveaux cantons, n'admettrait en aucune manière qu'un canton se détache d'elle. Provocation donc, mais au meilleur sens du terme : celui d'une incitation impérieuse à la réflexion.

L'auteur s'adresse tout d'abord aux autorités fédérales, qui, selon lui, seraient tentées à négliger un canton trop souvent considéré comme marginal, voire rebelle, bien que les autres régions profitent largement de la redistribution de ses ressources. Il s'adresse aussi aux élus qui représentent Genève, de manière insuffisamment coordonnée à son avis dans les assemblées fédérales. Ses arguments sont polémiques, mais toujours incisifs. Nul doute que la thèse soutenue par Michel Baettig ne suscite des polémiques, mais également une meilleure communication entre la « canton du bout du lac » et la capitale suisse.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Editions Pierre-Marcel Favre, 29, rue de Bourg, 1002 Lausanne. 117 pages, 22 francs suisses.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél: MONDOPAR 650572 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-81
Tél: (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication.

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Milly (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Date de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde ».

Société anonyme
des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Milly, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS

Tél: (1) 45-23-01-82 ou 45-23-01-71

Tél: MONDOPUB 286 136 F

Le Monde URG 788-910

Le Monde URG 788-910

Le Monde URG 788-910

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAIS-BAS

399 F 762 F 1 009 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 044 F 1 300 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : avis de changement : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi et toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les renseignements en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 30-15 - Types LEMOND

Reproduction interdite de tous articles

et publications, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN: 0395-2337

سكنا في المرحله

Etranger

Le Monde • Jeudi 9 avril 1987 • 3

A la réunion de l'Internationale socialiste à Rome

M. Shimon Pérès a rencontré des personnalités soviétiques et palestiniennes

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, s'est entretenu, mardi 7 avril, à Rome, avec des responsables soviétiques et palestiniens des perspectives de la réconciliation internationale de la région du Proche-Orient. L'entretien a eu lieu à l'occasion d'une session de l'Internationale socialiste (IS) à laquelle participait M. Pérès de retour d'une visite officielle à Madrid.

Les représentants soviétiques, MM. Kuren Bratens et Alexandre Zotov, du département international du comité central du Parti communiste, étaient invités à titre d'observateurs à la session qui s'est tenue à huis clos de la commission de l'IS, chargée du Proche-Orient. Après la réunion, M. Pérès a eu des entretiens privés avec la délégation soviétique, mais aucun détail n'a été rendu public.

Le Parti travailliste israélien, que dirige M. Pérès, est membre de l'IS, qui avait également invité, à titre spécial, les Palestiniens Hana Simons, rédacteur en chef de *Al Fajr*, journal de Jérusalem-Est, et Faiz Abou Rahme, un avocat de la bande de Gaza.

L'entrevue de M. Pérès et des deux Soviétiques précède la venue en Israël, prévue pour la fin du mois, d'une délégation consulaire soviétique. Dans une interview publiée la semaine dernière, M. Pérès avait présenté cette visite comme un événement premier pas vers un rétablissement de relations diplomatiques entre les deux pays, rompues depuis la guerre de six jours en juin 1967.

Le roi Hussein à Bruxelles

La question de l'éventuelle convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient a aussi été au cœur des conversations que le roi Hussein de Jordanie a eues, mardi à Bruxelles, à l'occasion de la tournée en Europe qu'il entreprend actuellement. Dans cette perspective, le souverain a fait valoir qu'il était « vital » que la Communauté européenne améliore ses relations avec la Syrie. Les deux de la CEE ont décidé, en novembre dernier, de geler leurs relations avec la Syrie, soupçonnée d'avoir pris part à une tentative d'attentat en Grande-

Bretagne contre un avion de la compagnie israélienne El-Al.

A l'issue d'un entretien avec le roi, le ministre belge des relations extérieures, M. Leo Tindemans - dont le pays assure actuellement la présidence de la Communauté - est convenu qu'il se pencherait y avait de conférence (sur la paix au Proche-Orient) sans la Syrie. Il a laissé entendre qu'il pourrait se rendre à Damas pour en débattre avec les dirigeants syriens à l'occasion de la tournée qu'il doit effectuer au Proche-Orient à partir du 14 avril. A l'origine, il n'était pas prévu que M. Tindemans irait en Syrie dans ce voyage, qui doit notamment le conduire en Arabie Saoudite, en Egypte, en Jordanie et en Israël.

Toujours dans le but de promouvoir l'idée d'une conférence internationale, le souverain jordanien a délégué à Washington son premier ministre, M. Zaid Rifai et son ministre des affaires étrangères, M. Taher El Masri. Les deux hommes ont été reçus mardi par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. A l'issue des entretiens, ce dernier a évoqué le projet de conférence devant la presse, soulignant « l'importance » d'un tel « forum » à condition qu'il serve à favoriser « des discussions bilatérales » entre Israël et ses voisins arabes.

Par ailleurs, mardi 7 avril, à Bonn, M. Helmut Kohl s'est déclaré lui aussi favorable à l'idée d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, expliquant qu'il souhaitait une solution pour « tous les peuples de la région ».

Le président israélien, M. Herzog, s'est, de son côté, félicité des changements extrêmement intéressants survenus récemment en Union soviétique. Le soudain dégel des relations israélo-soviétiques et les rumeurs persistantes d'un départ imminent de juifs soviétiques vers Israël sont perçus comme les signes d'un dégelage de l'impasse dans laquelle se trouve la région.

Seule ombre au tableau de la visite historique du chef de l'Etat hébreu en RFA, les ventes d'armes à l'Arabie saoudite : M. Hans Klein, ministre de l'aide au développement, avait en effet déclaré que ces ventes d'armes « devaient être étudiées ».

Le porte-parole du gouvernement fédéral a précisé que le ministre n'avait pas redit les vues du gouvernement en la matière.

LIBAN

Les soldats syriens se sont déployés aux abords du camp palestinien de Chatila

Beyrouth (AFP). - Des soldats syriens ont installé, mardi après-midi 7 avril, quatre postes d'observation autour de Chatila, désertant quelques jours l'été au sud de ce camp palestinien de Beyrouth, encerclés depuis le 26 novembre dernier par les milices chiites Amal. En outre, à côté des postes installés aux alentours du camp, les soldats syriens ont établi un double cordon de sécurité de près de cinquante mètres pour y séparer les réfugiés. Les soldats syriens devraient, ce mercredi, installer un poste au camp de Bour-el-Barajneh. L'installation de ces postes d'observation fait partie d'un accord conclu mardi matin à Beyrouth entre Amal, la coalition pro-syrienne du Front de salut national palestinien (FSNP), et des observateurs militaires syriens.

L'un de ces observateurs, le commandant Walid Hassanoun, avait examiné auparavant à Chatila avec des responsables du FSNP l'installation des postes autour du camp, ravitaillé lundi pour la première fois depuis le 1^{er} mars.

Ce ravitaillement constituait la deuxième étape d'un accord conclu dimanche, entre le FSNP, Amal et les Syriens, pour un réajustement de la « guerre des camps », qui en est à son septième mois. Conformément à ce plan, un cessez-le-feu a été instauré lundi, et n'a été violé qu'une seule fois, lorsque des francs-tireurs ont abattu un Palestinien à Chatila pendant l'opération de ravitaillement.

L'accord, qui prévoit dans un troisième temps de fixer un point de passage par camp pour les sorties, stipule, en outre, l'évacuation des blessés et la création d'un comité, regroupant Amal, le FSNP et des observateurs syriens, qui examinera la levée du siège militaire des camps de Beyrouth, et le retrait des combattants palestiniens de leurs positions à l'est de Salita, chef-lieu du Liban sud.

A cet effet, une délégation du FSNP a entrepris mardi des entretiens à Salita avec des observateurs syriens, des responsables de l'Orga-

nisation populaire nassérienne (OPN), de M. Moustapha Saad, qui contrôle Salita).

Le FSNP souhaite que les miliciens de l'OPN prennent le contrôle des positions à l'est de la ville, tenues par des partisans du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, et ne les cèdent à Amal qu'après la conclusion d'un accord politique global sur la « guerre des camps ».

Ces positions sont notamment les villages de Qrayyeh, Abi-el-Dalb et Jinnaya.

La guerre du Golfe

L'Etat-major irakien a rompu le silence mardi soir 7 avril pour annoncer l'échec de l'offensive irakienne Kərbala 3, déclenchée à l'aube à l'est de Bassorah, précisant cependant que les combats se poursuivent encore pour « nettoyer » des positions où les Iraniens avaient pris pied. Selon l'Etat-major de Bagdad, l'aviation irakienne a mené au cours de ces opérations deux cent cinquante-sept missions de combat contre les « forces assaillantes ».

Les retombées du scandale de l'« Irangate » et l'affaire Montazeri ont singulièrement aggravé la sourde lutte pour le pouvoir qui, depuis plusieurs années déjà, oppose les différentes factions du clergé iranien en prévision de la disparition de l'imam Khomeiny. Ce dernier, qui, en juillet dernier, avait adressé une sévère mise en garde aux milieux dirigeants du pays, les sommant de mettre une sourdine à leurs querelles, est revenu à la charge à deux reprises vers la mi-mars pour les inviter à faire preuve de plus de retenue et d'éviter de s'entre-déchirer pour « ne pas compromettre l'unité de la nation ».

Pour l'imam Khomeiny, pourtant, la « lutte pour le pouvoir » est une notion étrangère à la République islamique et n'est que le fruit de l'imaginaire de journalistes étrangers en mal d'informations spectaculaires. « Il s'agit, a-t-il dit, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de l'imam Ali, qui si nous voyons un jour - que Dieu nous préserve de ce malheur - une telle éventualité menacer notre pays, notre devoir religieux sera d'intervenir pour empêcher par tous les moyens une telle situation, même s'il faudrait pour cela dénoncer ou sacrifier une personne ou un groupe de personnes ».

Cette petite phrase lourde de menaces, prononcée au milieu d'un flot de considérations religieuses sur la nécessité de l'unité, a plongé les milieux dirigeants de Téhéran dans un abîme de perplexité. Certains y ont vu un surcroît de la peine déguisée à l'adresse de l'ayatollah Montazeri, le dauphin de l'imam, qui, malgré sa semi-dégrâce, intervient il y a près de cinq mois, et la répression qui s'est abattue sur ses proches, demeure toujours la force morale inspirant tous ceux qui souhaitent imposer un régime de Téhéran au caractère socialiste et populiste « franchement anti-américain et anti-imperialiste ».

Le successeur désigné de l'imam, pour sa part, a laissé entendre que ceux qui étaient visés par les propos sibyllins de l'imam étaient précisément ceux qui essayaient, en fabriquant de « faux dossiers », d'entraîner la porte de fer des adversaires. « L'ayatollah a créé un piège pour y jeter son frère », a-t-il dit, « on risque d'y tomber à son tour ». Les observateurs avertis ont reconnu dans ce vieil adage persan une allusion claire aux agissements du tout puissant président du Parlement iranien (Majlis), l'hodjatolislam Rafsandjani et de ses amis, dont le premier ministre, M. Mir Hussein Mousavi qui s'est allié depuis le début de l'« Irangate » sur les thèses du président du Majlis, - et le redoutable hodjatolislam Raychahi, le ministre des renseignements.

Ce dernier vient de rendre public des notes et graves accusations contre Mohdi Hachemi, le frère du genre du dauphin, qui occupait avant son arrestation à la mi-octobre 1986 le poste-clé de chef de la section des pasdaran (gardiens de la révolution) chargée de superviser l'action en faveur des mouvements islamiques à travers le monde. Il lui est maintenant reproché d'avoir en 1985 assassiné trois de ses adversaires politiques dans sa

ville natale de Qabridjan. Les plus pessimistes affirment que, dans ces conditions, l'éclosion de Mohdi Hachemi - précède ou non d'un procès à grand spectacle - ne saurait tarder.

Il est clair qu'à travers l'entreprise de dénigrement systématique des frères Hachemi et de leurs amis, c'est leur mentor, l'ayatollah Montazeri, qui est visé. L'objectif de l'opération est de l'isoler politiquement pour en faire une potiche dépourvue de tout pouvoir réel. A cet effet, aucune humiliation ne lui a été épargnée : sa fille et son gendre, Hadi Hachemi, qui dirigeait son bureau de Qom, ont été assignés à résidence à Moched, et son fils Mohamed a été éloigné de Qom.

Son bureau personnel a été pris en main par Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam, et par l'ayatollah Mochedi, le beau-père du ministre des

intrigues le parquet révolutionnaire de Téhéran qui l'avait convoqué en Iran pour l'interroger sur certains aspects de ses activités, à la suite, semble-t-il, de rumeurs insistantes selon lesquelles il avait reçu des Américains de fortes sommes d'argent. Le 15 novembre, soit près de dix jours après la révélation officielle du voyage de M. McFarlane à Téhéran, le jeune Mohsen disparaissait de son domicile bruxellois sans laisser d'adresse.

Fuyait-il, comme certains l'ont affirmé, les hommes de main du colonel North, qui apparemment soulaient l'exil pour forcer les Iraniens à respecter leurs engagements ? Tout ce que l'on sait c'est que le jeune Rafsandjani refit surface en décembre à Toronto au Canada, puis à Santa-Monica en Californie, où il reconnaissait le 26 janvier, au cours d'une étrange conférence de presse improvisée

chef des forces armées, passant de longues heures au quartier général de l'armée et des pasdaran à Ahwaz et à Téhéran. Il avait personnellement supervisé le déroulement de l'offensive Kərbala V qui a pris fin sans la victoire militaire éclatante tant de fois promise. Le président du Majlis, qui est en même temps le représentant de l'imam auprès du Conseil supérieur de défense, comptait apparemment sur cette victoire pour redorer son blason terni par l'« Irangate ».

La contestation de la droite religieuse

Paradoxalement, M. Rafsandjani n'est pas seulement mis en cause par les radicaux proches de l'ayatollah Montazeri, mais il est également contesté par le clergé conservateur, groupé autour de la droite traditionnelle religieuse, qui en toute logique aurait dû se réjouir de la tentative de rapprochement avec les Etats-Unis. Ce qui n'a pas été le cas, les traditionalistes s'inquiétant surtout de la place de plus en plus envahissante qu'occupe M. Rafsandjani, dont ils mettent en doute les qualifications politiques et religieuses, à la tête de l'Etat.

C'est ainsi que le député Zavarhori, qui est en même temps le rédacteur en chef de *Risalat*, dénonçait le 2 mars la « bande politique » qui « s'est emparée de la radio et de la télévision » et « est en train de la transformer en un instrument de propagande personnel en vue des élections pour la troisième législature ». Tout le monde a reconnu dans cette dénonciation une attaque en règle contre le président du Majlis, dont le frère Mohamed est maintenant, contre vents et marées, à la tête de cet organisme malgré son incompétence notoire.

La campagne pour les élections présidentielles et législatives, qui se dérouleront vraisemblablement au cours du premier trimestre de 1988, semble déjà pratiquement ouverte et s'annonce particulièrement chaude. Le président Khomeini, qui est en même temps le chef du Parti républicain islamique (PRI) et qui ne peut, aux termes de la loi, se représenter pour un troisième mandat, a annoncé au cours d'un plénum exceptionnel du PRI, qui s'est tenu à la mi-mars, qu'il se consacrerait entièrement à la réorganisation d'un « parti qui n'existe presque pas ».

Il a également mis en cause en termes violents le premier ministre Mir Hussein Mousavi pour « sa gestion économique catastrophique qui est en train de ruiner le pays ». Ce dernier a aussitôt présenté sa démission à l'imam Khomeiny, qui l'a refusée en soulignant qu'il avait « remarquablement servi le pays », et que ses détracteurs ne pourraient être motivés que par les « forces de Satan ».

Malgré les injonctions à l'unité et les appels à la modération, que l'imam lance à intervalles réguliers, il y a fort à parier que le climat électoral qui vient de s'installer à Téhéran ne manquera pas d'exacerber la lutte pour le pouvoir que le guide de la révolution s'efforce en vain d'exorciser.

JEAN GUEYRAS.

L'« Irangate » et la lutte pour le pouvoir à Téhéran

Les déconvenues de l'hodjatolislam Rafsandjani



renseignements. Les écoles théologiques que le successeur désigné de l'imam avait fondées ont été « purgées » et placées sous le contrôle de la Ligue des théologiens de Qom, une organisation religieuse conservatrice fondamentalement hostile aux initiatives réformatrices du dauphin.

Les malheurs de Montazeri n'ont cependant pas fait le bonheur de Rafsandjani. Ce dernier, qui avait été au moment de la semi-dégrâce du dauphin de l'imam celui qui avait le plus profité de cette situation, a vu son étoile pâlir depuis l'affaire de l'« Irangate », malgré les multiples interventions de l'imam contre ceux qui ont vu dans cette opération une tentative d'inversion politique en direction des Etats-Unis. Les campagnes contre le président du Majlis, encouragées en sous-main par l'entourage de Montazeri, ont été providentiellement alimentées par les nombreuses révélations faites aux Etats-Unis et ailleurs sur les véritables objectifs de l'« Irangate ».

Un fils encombrant

Ces révélations, relayées par les émissions en langue persane des radios étrangères, ont peu à peu battu en brèche la thèse officielle, telle que présentée par M. Rafsandjani, et qui peut se résumer ainsi : « Il nous est considéré pour obtenir la libération de leur otage et nous en avons profité pour essayer d'acheter des armes. Il n'y a jamais eu de tentative de rapprochement politique avec le Grand Satan ».

La publication fin février aux Etats-Unis du rapport de la commission Tower a porté un sérieux coup à la crédibilité de cette thèse et au prestige personnel du président du Parlement, en laissant entendre que l'objectif de l'« Irangate » était initialement de préparer l'après-Khomeiny et que c'est seulement en cours de route que les entretiens ont changé de nature pour devenir une série de transactions armes contre otages.

Le rapport Tower révélait, par ailleurs, qu'un des « parents » de M. Rafsandjani avait participé à ces transactions - aux côtés de l'homme d'affaires iranien, M. Manoucher Ghorbanfar, un ancien agent du chah passé au service des ayatollahs - et aux discrètes négociations qui avaient eu lieu en août, septembre et octobre, à Londres, Bruxelles, Francfort et Washington, avec des représentants du Conseil national de sécurité et des fonctionnaires de la CIA.

A Téhéran, on savait cependant depuis pas mal de temps que le « parent » en question était le propre fils aîné du président du Majlis, Mohsen, âgé de vingt-cinq ans et domicilié à Bruxelles avec le statut d'étudiant.

Les tribulations du jeune Mohsen, qui utilisait le pseudonyme de Mohdi Buhremani au cours de ses nombreux déplacements, s'apparentent à un scénario digne de James Bond. Elles avaient même fini par

dans le hall de l'hôtel Miramar-Sheraton (rapportée par *Los Angeles Times* dans son numéro du 28 février dernier), qu'il avait reçu du colonel North six millions de dollars « une sorte de commission » pour les transactions d'armes, et qu'il était revenu aux Etats-Unis pour restituer cinq millions huit cent mille dollars de cette somme au gouvernement américain.

M. Rafsandjani n'a pas que des amis dans les différents services et administrations de l'Etat, et une de ses conversations téléphoniques avec son fils - au moment où ce dernier se trouvait au Canada, - particulièrement compromettante puisqu'il lui conseillait vivement de ne pas rentrer à Téhéran « où de graves dangers le guettent », fut enregistrée sur cassette et distribuée sous le manteau dans les milieux politico-religieux de Téhéran. Cette affaire connaît un nouveau rebondissement vers la mi-février quand le député de la ville de Nochahr, proche de l'ayatollah Montazeri fut passé à tabac par les gardes du Parlement, qui l'avaient surpris en train de faire circuler la cassette « explosive » dans l'enceinte de Majlis.

Un autre facteur, qui a contribué à affaiblir la stature politique de M. Rafsandjani, a été l'écoulement de l'offensive militaire contre Bassorah. Depuis cinq mois, le président du Majlis se comportait comme s'il était le véritable commandant en

PIERRE BOURDIEU choses dites

En supposant
à lui-même
la méthode
d'analyse des
nouvelles
catégorielles
qu'il défend
Pierre Bourdieu
offre les
moyens de
se donner une
compréhension
à la fois objective
et compréhensive
de son travail.

11 MINUIT

Diplomatie

L'affaire de la fusée Ariane

Moscou accuse les services français d'avoir « violé les droits de l'homme »

MOSCOU
de notre correspondant

M. Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a longuement attaqué la France, mardi 7 avril, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire. L'expulsion de six « diplomates et représentants d'institutions soviétiques en France » constitue à l'évidence, selon lui, « un acte politique qui a pour but d'empoisonner l'atmosphère des relations soviéto-françaises ».

M. Guerassimov n'a donné ni le nom ni le statut exact des six expulsés. L'identité de quatre d'entre eux (M. Kozlov, K. Kiselev, K. Kozlov et Ingoulski) est connue par ailleurs. Le mystère reste donc entier pour les deux derniers.

Le porte-parole a repris l'argument selon lequel l'URSS, puissance cosmique de première grandeur, ne pouvait aucunement s'intéresser au moteur de la fusée Ariane, jugé capricieux. M. Alexandre Douaev, chef de l'Agence spatiale soviétique (Glavkosmos), avait tenu des propos identiques lundi soir en recevant un groupe de journalistes français au centre de commandement des vols spatiaux, près de Moscou.

« Les possibilités techniques d'Ariane-5 sont inférieures à celles du lanceur soviétique Proton, parfaitement rodé », avait déclaré ce responsable. « Tout ce remue-ménage suspect à propos d'Ariane peut compromettre sérieusement la coopération franco-soviétique dans le domaine de l'exploration de l'espace », avait-il ajouté. Deux Français, M. Jean-Loup Chrétien et Michel Tognini, s'étaient

condamnés pour espionnage. Le danseur-chanteur chinois Shi Peipu est gracié par le président de la République.

Le président de la République a signé, le 6 avril, un décret de grâce en faveur de Shi Peipu, quarante-neuf ans, ancien chanteur-danseur de l'Opéra de Pékin, condamné à six ans de réclusion criminelle le 6 mai 1986 par la cour d'appel de Paris, pour intelligence avec des agents d'une puissance étrangère de nature à nuire aux intérêts diplomatiques de la France (Le Monde du 8 mai 1986).

La mesure de grâce a été annoncée par l'avocat de Shi Peipu, M. François Morette. Un agent contractuel de l'ambassade de Pékin, Bernard Boursicot, quarante-trois ans, tenu pour l'auteur principal des activités d'espionnage, avait également été condamné à six ans de réclusion criminelle.

Entre Shi Peipu et Bernard Boursicot s'était nouée une histoire d'amour. L'agent contractuel était convaincu d'avoir trouvé en Shi Peipu la femme de sa vie et même d'être le père d'un garçon, aujourd'hui âgé de plus de vingt ans, dont le chanteur-danseur disait avoir accouché.

(Publicité)
FES, JOYAU DU MAROC IMPÉRIAL
Qui peut sillonner l'ancienne capitale du Maghreb sans succomber à sa « beauté indolente, offerte sans contrainte, sans voile ni barrière ? Seuls magiques... Mosquées, universités, dont certaines comptent parmi les plus anciennes du monde... Métiers séculaires, qui perpétuent une tradition de qualité...
ARABIES, consacré à Fès le reportage en couleurs de son numéro d'avril.
ARABIES, 78, rue Joutroy, 75017 Paris.

Le Monde
sur minitel
LES INFOS
Les derniers flashs.
L'actualité en direct.
3615 TAPÉZ LE MONDE

actuellement à la Cité des étoiles pour un vol spatial qui devrait avoir lieu en 1988. M. Jean-Loup Chrétien avait déjà participé à un vol soviétique d'une semaine en 1982.

M. Guerassimov a d'autre part jugé utile de citer abondamment le récit cauchemardesque fait de sa détention de dix-huit jours à Rouen par M. Ludmila Varyguine, l'épouse soviétique du principal inculpé français de l'affaire, M. Pierre Verdier. On voit désormais M. Varyguine pratiquement chaque soir au Journal télévisé. Les témoignages de ses proches et de sa famille emplissent des colonnes entières de journaux.

« Hystérie »

Le porte-parole accuse les autorités françaises d'avoir violé les droits de l'homme en traitant la jeune femme de façon indigne. Des agents des services spéciaux français lui ont dit « qu'ils voulaient faire d'elle ce qu'ils voulaient, que personne n'en saurait rien », tandis qu'on entendait dans une pièce voisine les cris, « peut-être initiés, de femmes battues et violées », a-t-il affirmé, reprenant à son compte le récit fait à la télévision par M. Varyguine.

Des amis de la jeune femme ont par ailleurs dressé de celle-ci un portrait très flatteur, selon les normes soviétiques, dans le quotidien Sovetskaya Rossiya de mardi. M. Varyguine serait membre du parti et aurait occupé d'importantes fonctions dans le Komsomol (les Jeunesses communistes). M. Verdier est décrit, en revanche, comme un être timide et romantique. L'image de la jeune femme ne cesse d'évoluer dans les médias soviétiques, au point d'en devenir bien floue. Est-il d'usage, d'autre part, de laisser une très jeune femme exercer des responsabilités dans les Komsomols quitter si rapidement le territoire soviétique après son mariage avec un étranger ?

M. Guerassimov a encore avancé une liste de ce qu'il a présenté comme trois « violations des droits de l'homme », par la France. Il s'agit de trois enfants mineurs, nés de couples franco-soviétiques et résidant en France où ils seraient « retenus ». Ces affaires sont rég-

lièrement évoquées par les Soviétiques dans leurs contacts avec les diplomates français chargés des cas humanitaires dans un souci évident de symétrie.

Le porte-parole estime enfin que « l'hystérie antisoviétique » qu'il croit déceler en France « ne contribue naturellement pas à la préparation de la visite de M. Chirac à Moscou ». Les dates de cette visite ne sont pas encore fixées, a-t-il précisé.

DOMINIQUE DHOMBRES.

[Interrogé mardi 7 avril à Paris, où il dirige la délégation de l'URSS à la réunion de la commission culturelle franco-soviétique, M. Alexandre Goukoff a déclaré que le voyage de M. Jacques Chirac en URSS était pas remis en question par l'expulsion de France de six ressortissants soviétiques.]

M. Michel Fleury a été remis en liberté

Le polytechnicien Michel Fleury, inculpé et incarcéré à la prison du Havre dans le cadre de l'affaire d'espionnage concernant notamment la fusée Ariane, a été remis en liberté par le juge d'instruction, a-t-on appris mardi soir 7 avril.

Michel Fleury, trente-six ans, qui avait été témoin au mariage de son ami Pierre Verdier, considéré comme l'un des principaux responsables du réseau, avec la Soviétique Ludmila Varyguine, travaille à l'INSEE à Paris.

Sa remise en liberté, après celle de M. Varyguine, ramène à trois le nombre de personnes encore incarcérées dans le cadre de l'enquête de la DST sur ce réseau normand d'espionnage : Pierre Verdier, chef de service à l'INSEE à Rouen, Jean-Michel Hauri, cinquante-quatre ans, qui avait travaillé comme dessinateur intérimaire à la Société européenne de propulsion à Vernon, et Antonetta Manole, quarante et un ans, d'origine roumaine, ancienne amante de Verdier, laquelle avait dénoncé le réseau par dépit amoureux.

Comme Ludmila Varyguine, M. Michel Fleury a été remis en liberté sous contrôle judiciaire et devra rester à la disposition du juge d'instruction, M. Elisabeth Senot.

La nouvelle donne stratégique en Europe

Les Figures d'Arlequin

André Besson

Postface de Jean-Marie Caro

« D'une compétence remarquable, ce livre tranche radicalement par sa liberté et son souci pédagogique, sur l'ensemble des parutions traitant ce thème ».

L'Homme Nouveau

« Une description claire de la nouvelle donne stratégique en Europe, et de ses enjeux ».

Valeurs Actuelles

« Un ouvrage de référence ».

Jean-Marie Caro

Président de l'U.E.O.

Les Editions de l'Arc

8, rue de Fontenay 75006 Versailles - Tél. 30 21 20 26

Diffusion: Office Général du Livre - 15 bis, rue Jean Ferrand 75006 Paris

Tél. 45 48 30 28

PEUGEOT 309, 19 VERSIONS 3 ET 5 PORTES, LA GTI EN TÊTE

Darl'mat

DARL'MAT CONCESSIONNAIRE PEUGEOT TALBOT

146 Bd DE GRENELLE

75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

(Publicité)

Profitez de cette chance exceptionnelle, apprenez le

CHINOIS EN CHINE

dans une grande université de Pékin, Shanghai, Canton.

Année: 28.000 F; semestre: 15.500 F + droits d'inscription. Logement compris.

Départs et arrivées de 18 à 40 ans. Dsp. contre 3 lettres.

57, rue Charles-Lafitte, 92 Neully.

☎ 47.45.08.19 ou 47.22.94.94

Le voyage de M. Mitterrand au Portugal

Une célébration à deux voix de l'Europe

M. Mitterrand devait terminer mercredi 8 avril à Evora son voyage au Portugal.

LISBONNE
de notre envoyé spécial

Le voyage du chef de l'Etat français au Portugal a été pour lui, pour le président de la République portugaise, M. Mario Soares, et pour le premier ministre, M. Anibal Cavaco Silva, l'occasion de célébrer l'Europe et d'évaluer ses chances d'avenir, quinze mois après l'entrée du Portugal dans la Communauté.

M. Mitterrand a appelé à plusieurs reprises l'attention qu'il a engagée en faveur de l'élargissement. M. Cavaco Silva et M. Soares lui ont demandé de ne pas ménager ses efforts afin que l'Europe trouve un nouveau souffle. Selon le président français, l'ouverture au 31 décembre 1992 du marché intérieur, « toutes frontières abolies », est un acte « aussi audacieux » que la signature il y a trente ans du traité de Rome. « Nous n'avons même pas cinq ans pour y parvenir et déjà les freins s'exercent de toutes parts. On pourrait dire que, sur cinq ans, l'Europe a déjà perdu six mois ou huit mois », a-t-il remarqué. Il s'agit là dans son esprit d'un constat et non pas de l'expression d'un sentiment de pessimisme.

Devant l'Assemblée de la République, M. Mitterrand a dénoncé mardi ceux qui se contentent « de considérations moroses sur l'incapacité des Européens à s'unir ».

Le sujet a été évoqué au cours des entretiens successifs que le chef de l'Etat français a eus lundi et mardi avec M. Soares puis avec M. Cavaco Silva. Le premier ministre portugais a fait part à M. Mitterrand des effets « très positifs » de l'entrée du Portugal dans la Communauté sur l'économie et sur la société de son pays. Il a estimé que la « nouvelle impulsion » nécessaire à la construction de l'Europe devait venir de la France et de l'Allemagne.

M. Soares, pour sa part, considère l'adhésion de son pays à la Communauté comme « une contribution naturelle à la décolonisation », un moyen de renforcer la démocratie portugaise. Pour lui comme pour M. Cavaco Silva, la Communauté ne devrait pas être « un simple marché commun », mais encore « une nouvelle façon de cacher inégalités et déséquilibres », mais plutôt « un espace de solidarité, de cohésion économique et sociale ».

M. Mitterrand a également en l'occasion d'évoquer cette question avec le secrétaire général du Parti communiste portugais, M. Alvaro Cunhal, au cours d'une conversation imprévue mardi soir lors d'une réception offerte par M. Soares. A M. Cunhal, qui était un adversaire résolu de l'élargissement, il a fait remarquer que son pays avait tiré, très rapidement, le meilleur parti de cette intégration dans la Communauté.

L'entretien qu'on eut mardi le premier ministre portugais et le pré-

sident français a également porté sur les propositions soviétiques relatives au désarmement nucléaire en Europe. M. Mitterrand a souligné, à propos du nouveau climat qui règne dans l'ouvrage de M. Gorbatchev, « une liberté d'esprit », « un esprit critique » et « une stratégie de changement de méthode, même si l'écologie ne change pas nécessairement ».

M. Cavaco Silva s'est inquiété, de son côté, de ce que le problème de la Namibie ne soit pas évoqué dans les instances internationales, et il a demandé qu'une initiative soit prise en ce sens lors d'une prochaine réunion des deux parlements de la Communauté.

JEAN-YVES LHOMEAU

La satisfaction de M. Longuet

LISBONNE
de notre envoyé spécial

M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des P et T, est ravi de son voyage au Portugal en compagnie de M. Mitterrand. Il en tire la certitude que la célébration renforce le crédit de la France à l'étranger. Nos partenaires commerciaux, estime-t-il, sont rassurés, lorsqu'ils négocient des contrats, par la « stabilité » et la « continuité » que permet la célébration.

De mardi, M. Longuet, qui « n'a pas toujours été un modéré » à l'égard du mouvement d'extrême-droite Occident avant d'adhérer au Parti républicain, estime que « les Français en ont assez de la guerre civile ».

Son enthousiasme pour la « coexistence » institutionnelle le conduit à critiquer sans ménagement M. Pascal Arrighi, député du Front national, qui est aussi du voyage en sa qualité de président à l'Assemblée nationale du groupe d'amitié France-Portugal. Cela présente, à ses yeux, un réel avantage : « On s'aperçoit qu'il n'y a pas de fourchette et un couteau, qu'il ne s'agit pas de qu'il est intelligent ».

M. Longuet considère que le Front national ne peut exister que s'il parvient à être le « martyr de la classe politique française ». Il convient donc, à son avis, de le priver d'un tel argument, d'autant qu'une formation comme le Front national, lorsqu'elle recueille 10 % des voix, ne rassemble pas « que des extrémistes et des racistes ».

J.-Y. L.

Asie

AFGHANISTAN

M^{me} Thatcher juge M. Gorbatchev sincère mais hésitant

Londres (APR, Reuter). — M^{me} Margaret Thatcher a déclaré, lundi 6 avril, avoir l'impression, après ses récentes discussions à Moscou avec M. Mikhaïl Gorbatchev, que l'Union soviétique désirait réellement se retirer d'Afghanistan mais était « incapable de se résoudre à passer à l'acte ».

Le premier ministre britannique a fait cette analyse au cours d'un dîner en l'honneur du chef du gouvernement pakistanais, M. Mohammed Khan Junejo, en visite à Londres. M^{me} Thatcher a précisé avoir réaffirmé auprès de M. Gorbatchev la position de la Grande-Bretagne pour l'instauration d'un gouvernement afghan « neutre et non aligné », et a indiqué à son hôte pakistanais avoir bon espoir que des progrès soient effectués dans la voie d'un règlement politique du conflit.

Par ailleurs, on a confirmé, mardi, dans l'entourage de M. Mitterrand l'accompagnement durant sa visite à Lisbonne, que M^{me} Thatcher avait écrit au chef de l'Etat pour lui faire part de ses impressions après ses entretiens avec M. Gorbatchev. Dans cette « très belle » lettre, dit-on encore de même source, la « Dame de fer » se dit à la fois « séduite » et « inquiète » de l'évolution des méthodes du Kremlin depuis l'avènement de M. Gorbatchev.

"DESKTOP PUBLISHING" L'ETAT DE L'ART

ères

Journées Européennes de la Micro-Edition

Paris 22 & 23 juin 1987

organisées par European Desktop Publishing Group avec la participation de

LE MONDE INFORMATIQUE L'ENTREPRISE

SEMINAIRE & EXPOSITION

Je souhaite recevoir gratuitement une documentation sur les Premières Journées Européennes de la Micro-Edition - 22 & 23 Juin 1987 - Paris Pullman Saint-Jacques (EX-PUM)

Nom et Prénom: _____ Fonction: _____ Téléphone: _____

Société: _____

Adresse: _____

Le nombre des places (personnes) étant limité, renvoyez très vite ce coupon à: EDITOR/CMS 99 rue des Petits-Champs 75001 PARIS ou téléphoner à Cécile de BAILLON ou 42 60 39 42.

REPUBLIQUE
INDIAIRE DE
CHINE
10 JOURS

AVI

Amériques

ARGENTINE : le voyage du pape

Les « silences » de l'Eglise

BUENOS-AIRES
de nos envoyés spéciaux

Jean-Paul II devait poursuivre, mercredi 8 avril, à Cordoba, troisième ville d'Argentine, un voyage en province, commencé mardi et au cours duquel il a déjà visité le port de Bahía Blanca, la future capitale fédérale de Viedma, à l'embouchure du río Negro, en pleine pampa, ainsi que Mendoza, au pied de la cordillère des Andes, à quelques kilomètres de la statue du Christ rédempteur, qui symbolise la paix et l'amitié « éternelle » entre l'Argentine et le Chili.

A Viedma, l'évêque de la ville, Mgr Miguel Hesayne, a, pour la première fois depuis l'arrivée du pape en Argentine, abordé le problème des droits de l'homme. Comme pour ses positions très libérales — l'un des rares libéraux au sein d'un épiscopat particulièrement conservateur, composé de quatre-vingt-neuf évêques — il a déclaré : « Plus jamais la folie de la guerre intérieure ou extérieure, plus jamais de disparus ni de tortures. Que personne ne connaisse la faim et le chômage ». Il a ajouté : « Ces dernières années en Argentine, être fidèle à l'Evangile était une aventure audacieuse qui a coûté la vie à beaucoup de nos frères, à des religieux, et même à un évêque, Mgr Enrique Angelelli, de la province de La Rioja ». Il a demandé pardon au pape pour une Eglise « qui ne s'est pas toujours identifiée aux pauvres et aux persécutés ». En réponse, Jean-Paul II a

lancé un appel à la « réconciliation ».

A Mendoza, le pape a, en revanche, insisté énergiquement sur les valeurs de la famille. Un thème qu'il avait longuement développé à Valparaiso, au Chili. « Comment, a-t-il demandé, la paix pourrait-elle exister dans une nation dont les familles seraient divisées et au sein de laquelle on accepterait la désintégration du mariage ».

Les observateurs ont noté une participation populaire relativement faible, tant à Buenos-Aires, lundi, que dans les villes visitées mardi. Jusqu'à présent du moins, l'enthousiasme est loin d'égaliser celui qui a submergé le Chili la semaine dernière.

L'une des raisons de cette désaffection, selon les Argentins, est le discrédit d'une Eglise qui s'est très largement compromise avec la dictature militaire et qui a généralement gardé le silence sur les nombreuses violations des droits de l'homme commises pendant les années noires de la répression. Dix mille morts et disparus selon le gouvernement Alfonsín, trente mille selon les organisations de défense des droits de l'homme. (...)

Prêtres en accusation

Parmi les multiples témoignages recueillis en 1984 par la CONADEP (Commission nationale d'enquête sur les personnes disparues), certains accusent des prêtres d'avoir participé aux interrogatoires pratiqués sous la torture.

L'un des témoins, Luis Velasco, raconte que le Père Christian Von Wernich, alors aumônier de la police de Buenos-Aires, lui a déclaré : « La vie des hommes dépend de Dieu et de la collaboration ». Un autre qui se plaignait des sévices subis à l'annuaire des prisons, le Père Félix Lopez, s'est entendu répondre : « Mais, mon fils, de quoi te plains-tu, si tu ne coopères pas avec eux qui t'interrogent... ».

L'aumônier du troisième corps d'armée, le Père Gallardo, déclarait sentencieusement que « la torture n'est un péché que si elle dure plus de quarante-huit heures ».

Mgr Antonio Plaza, archevêque de La Plata jusqu'en 1986 et ancien aumônier militaire, considéré comme l'un des alliés les plus fidèles de la dictature, n'a pas hésité le mois dernier à condamner les procès faits aux responsables civils et militaires d'atteintes aux droits de l'homme. Il les a qualifiés de « procès de Nuremberg à l'envers où les criminels jugent ceux qui ont vaincu le terrorisme ». Dans la foulée, il a froidement affirmé que le gouvernement Alfonsín était composé de « beaucoup de juifs ».

« Accident de voiture »

Cette déclaration n'a pas, semble-t-il, excessivement ému la conférence épiscopale, qui n'a pas jugé utile de publier le commentaire. En privé, un porte-parole de la conférence a déclaré que Mgr Plaza ne représentait pas l'Eglise et « qu'il était aussi extrémiste à sa façon que l'est Mgr Hesayne, l'évêque de Viedma ». Il a ajouté que, « comme le disait Malraux, il est des silences qui en disent plus que des paroles ». Un silence largement pratiqué par l'Eglise pendant la dictature.

Sur les quatre-vingt-neuf membres de la commission épiscopale, seuls quatre évêques ont publiquement dénoncé des violations de l'homme. Parmi eux, Mgr Angelelli, évêque de La Rioja, mort en 1976 dans un « accident de voiture » qu'un juge a récemment qualifié d'« homicide volontaire ». Une certaine de prêtres, de séminaristes argentins ou étrangers, qui avaient pris position en faveur des disparus ont été assassinés ou ont disparu depuis. Parmi eux, les deux religieux français, Léonie Duquet et Alice Domont.

En juin 1982, lors de son premier séjour à Buenos-Aires, le pape Jean-Paul II n'avait pas fait de référence publique au problème des disparus. Il n'avait reçu aucun représentant des organisations de défense des droits de l'homme. Il en sera de même cette fois-ci. La conférence épiscopale a précisé que ce n'était pas possible « faute de temps ».

CATHERINE DERIVERY
et MARCEL NIEDERGAU

A TRAVERS LE MONDE

Australie

Mise en garde à la Libye

Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a prononcé, le mardi 7 avril, une mise en garde énergique à l'intention des peuples du Pacifique Sud qui se laisseraient séduire par les efforts de la Libye pour s'implanter, selon lui, dans cette région. S'adressant à la presse au cours d'une visite à Melbourne, il a exprimé sa préoccupation sur la possibilité d'un lien entre la Libye et les autonomistes canadiens de Nouvelle-Calédonie. Les Libyens « ont un arsenal colossal de tactiques terroristes, et tout le pays de cette région qui se risquerait à entrer en relations avec eux ferait une très grave erreur », a-t-il dit. « Personne ne saurait mieux que moi critiquer les Français pour la façon dont l'actuel gouvernement de la France décide de la transition en Nouvelle-Calédonie. Mais je dis très clairement que je me tiendrai épaule

contre épaule avec la France pour condamner l'intrusion de toute puissance égyptienne dans cette situation terriblement explosive », a-t-il ajouté. (AFP-Rويتر.)

Sainte-Lucie

Nouveau mandat pour le premier ministre

Le Parti des travailleurs uni du premier ministre sortant de Sainte-Lucie, M. John Compton, a remporté les élections générales qui se sont déroulées lundi 6 avril dans cette île des Caraïbes. Le parti au pouvoir a remporté neuf des dix-sept sièges du Parlement, les huit autres sièges revenant au Parti travailliste de Sainte-Lucie, dirigé depuis trois ans par un homme d'affaires, M. Julian Hunte. Ces élections, qui confirment de justesse la prédominance du Parti des travailleurs uni, permettant au premier ministre sortant d'entamer son cinquième mandat consécutif. (AFP.)

SURINAME

Un nouveau gouvernement est chargé d'appliquer des réformes politiques

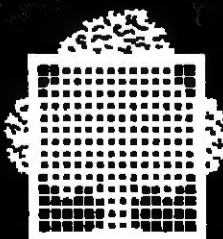
Paramaribo. — Un nouveau gouvernement est entré en fonctions au Suriname, mardi 7 avril. Le chef de l'Etat, M. Desi Bouterse, a formé un cabinet de coalition où sont représentés les trois partis traditionnels, les syndicats et les organisations patronales. Sa tâche principale sera de préparer le référendum pour la ratification du projet de Constitution (adopté mardi dernier par l'Assemblée nationale) prévu pour le 30 septembre prochain, ainsi que l'organisation des élections législatives qui devraient avoir lieu le 25 novembre.

La nouvelle Constitution mettra fin au régime « révolutionnaire » issu du coup d'Etat de février 1980 dirigé par le commandant Bouterse. Celui-ci a indiqué que le Mouvement du 25 février, qu'il dirige, ne se présenterait pas aux élections et a exclu sa propre candidature à la présidence de la République.

POUR UN INDUSTRIEL, PARLER AVEC UN ARBRE PEUT VITE DEVENIR PRODUCTIF.

Dans l'arbre BULL, il y a de nombreuses branches. Il y a une branche industrie. Et elle pousse, elle pousse tout près de vous, pour dialoguer avec vous. Oui, le secret de la réussite de BULL, c'est le dialogue. Un dialogue privilégié pour vous aider à résoudre vos problèmes d'industriel : maîtrise des flux, des coûts, des délais, de la qualité... Avec vous, nous avons appris à bien connaître tout ce qui participe à votre compétitivité, et nous vous invitons à découvrir le fruit de nos travaux : gestion de production et gestion industrielle, gestion de la maintenance, ordonnancement, conception et fabrication assistées par ordinateur, supervision de processus... Les solutions industrielles de BULL, venez les voir au Sicob, grandeur nature et temps réel. BULL ET SES CLIENTS, UNE ÉQUIPE POUR GAGNER.

Bull



La République populaire de CHINE de 1949 à nos jours
Marie-Claire Bergère

Lointaine et inaccessible jusqu'ici, la Chine nous impose désormais ses réalités et semble être sur la voie d'une relative libéralisation économique et politique.
95 F

Récemment paru : L'Empire du Milliard. Populations et société en Chine. P. Troller et J.P. Béja. 106 F

ARMAND COLIN



PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Étoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-55 +



AVRIL 87

Banc d'essai complet :

LES NOUVEAUX MACINTOSH

Une certaine idée de la perfection.

Enquête

Le « mal-vivre » du Sénégal

(Suite de la première page.)

Les conversations, les polémiques et les préoccupations semblent immuables. Dakar ressasse toujours sa morosité, son manque de perspectives d'avenir. Pour tout dire, le Sénégal s'ennuie. La montée de l'intégrisme musulman ne passionne plus grand-monde, la « sénégalisation » des emplois n'est plus la pensée, l'« école nouvelle » chère au ministre de l'Éducation, M. Ibader Thiam, a été enterrée, la Casamance, région si longtemps oubliée, l'est un peu moins, les « incartades » de M. Wade continuent, faute d'autre chose, à alimenter le débat politique, et la situation économique, finalement la seule chose essentielle, n'occupe pas vraiment l'opinion.

Certes, à écouter les responsables gouvernementaux — mais ils se sont si souvent trompés — le Sénégal, c'est sûr, va redémarrer, bientôt, grâce à la « NPI » (nouvelle politique industrielle) et à la « NPA » (nouvelle politique agricole), qui, pour une fois, ne sont pas des gadgets, et c'est bien ce qui est préoccupant.

Le président Diouf — « Abdou », disent les Dakarais — donne un peu

de la question de la fraude électorale. M. Diouf a beau s'en pas soucier (le Monde du 24 mars), il y a bel et bien eu de nombreuses irrégularités lors des scrutins de février 1983.

M. Diouf n'ignore pas, d'autre part, que le PS n'a pas fini de traverser une crise interne. Les « barons », qui qu'on veuille en dire, existent encore et, pour le moins, ne soutiennent pas unanimement le secrétaire général du PS, M. Diouf. Jamais, sans doute, le parti n'a été à ce point traversé de courants et de « chapelles ». Passe encore pour le PSA, dont rien ne prouve qu'il existe vraiment, mais le ministre d'État Jean Collin, véritable *deus ex machina* de la politique sénégalaise, éprouverait-il le besoin d'être conforté par une association qui porte son nom — Les amis de Jean Collin — si, quelque part, il n'avait pas des ennemis ?

Personne n'ignore, à Dakar, que bon nombre de « barons » sont partisans d'un plus grand interventionnisme du PS dans les affaires de l'État, au détriment du gouvernement, et que les mêmes ministres de facto la légitimité du président en

appelant, *sibi et orbi*, que le « PS

trop le sentiment, à la tête de l'Organisation panafricaine, de prendre une année de « congé sabbatique », pour se consacrer à sa « dimension internationale ». Pendant ce temps, au Sénégal, les choses ont continué à se dégrader. Et d'abord sur le plan politique. On reste ainsi perplexé devant l'excès de notoriété négative dont jouit M. Abdoulaye Wade.

A discuter avec le président et ses

plus proches ministres, on prend conscience que le chef du Parti démocratique sénégalais est devenu l'obsession du régime. M. Wade est tout : l'ennemi du régime, le trouble au Sénégal, c'est lui ; l'intégrisme, c'est lui ; les coups bas en politique, c'est lui ; le PSA (Parti socialiste authentique), une formation mythique qui se démarque du Parti socialiste de M. Abdou Diouf, c'est toujours lui ; la crise économique, n'est-ce pas encore lui ? Le fait que les deux hommes se détestent et que, à l'évidence, M. Wade n'ambitionne que de remplacer l'actuel chef de l'État justifie-t-il une si lourde charge, un tel amalgame ?

D'autant que, parmi les innombrables critiques adressées au président par ces avocats au verbe acéré, certains traits frappent juste. Ainsi

de la question de la fraude électorale. M. Diouf a beau s'en pas soucier (le Monde du 24 mars), il y a bel et bien eu de nombreuses irrégularités lors des scrutins de février 1983.

M. Diouf n'ignore pas, d'autre part, que le PS n'a pas fini de traverser une crise interne. Les « barons », qui qu'on veuille en dire, existent encore et, pour le moins, ne soutiennent pas unanimement le secrétaire général du PS, M. Diouf. Jamais, sans doute, le parti n'a été à ce point traversé de courants et de « chapelles ». Passe encore pour le PSA, dont rien ne prouve qu'il existe vraiment, mais le ministre d'État Jean Collin, véritable *deus ex machina* de la politique sénégalaise, éprouverait-il le besoin d'être conforté par une association qui porte son nom — Les amis de Jean Collin — si, quelque part, il n'avait pas des ennemis ?

Personne n'ignore, à Dakar, que bon nombre de « barons » sont partisans d'un plus grand interventionnisme du PS dans les affaires de l'État, au détriment du gouvernement, et que les mêmes ministres de facto la légitimité du président en

appelant, *sibi et orbi*, que le « PS

de Senegal », c'était d'abord un « socialisme humaniste », qui n'a plus qu'un lointain rapport avec le capitalisme débridé et la privatisation d'entreprises qu'engendrent, selon eux, la NPI et la NPA.

M. Diouf n'ignore pas, d'autre part, que le PS n'a pas fini de traverser une crise interne. Les « barons », qui qu'on veuille en dire, existent encore et, pour le moins, ne soutiennent pas unanimement le secrétaire général du PS, M. Diouf. Jamais, sans doute, le parti n'a été à ce point traversé de courants et de « chapelles ». Passe encore pour le PSA, dont rien ne prouve qu'il existe vraiment, mais le ministre d'État Jean Collin, véritable *deus ex machina* de la politique sénégalaise, éprouverait-il le besoin d'être conforté par une association qui porte son nom — Les amis de Jean Collin — si, quelque part, il n'avait pas des ennemis ?

Sur le plan économique, d'autre part, personne ne discute une telle amélioration. « Moins d'État, plus d'État », le leitmotiv du président sénégalais sert à la fois d'explication globale et de justification à la nouvelle politique. La NPI et la NPA, si l'on veut rapidement résumer, c'est cela : l'État-providence, centralisé et bureaucratique, a fait faillite, et l'on bégaye à tour de bras tous les « canards botteurs » engendrés par un « système » qui avait notamment pour conséquence de déresponsabiliser tous les acteurs économiques.

Dans l'industrie, plusieurs dizaines d'entreprises vont être « liquidées » ou privatisées en tout ou partie. Mais, bien qu'il soit probable qu'en année pré-électorale le pouvoir se réveille à l'endroit des licenciements massifs, à terme, le coût social de cette politique risque d'entraîner au moins 5 000 suppressions d'emplois. Les autorités sénégalaises, déjà confrontées à un chômage croissant (mais impossible à évaluer), savent que les risques d'une explosion sociale existent :

chacun sait que la crise universitaire de février dernier dépassait, quant à ses motivations, une simple fronde d'étudiants mécontents de leurs conditions de logement et de l'ordonnement de la cantine.

Il s'agit, en fait, de la manifestation d'une angoisse collective devant l'absence de perspectives d'avenir. Une angoisse minérale des quelque 730 diplômés qui sont sortis l'année dernière du système universitaire ont une chance de trouver un emploi.

Au-delà, c'est la société sénégalaise tout entière qui est victime d'une sorte de « mal-vivre », d'une paupérisation progressive : si les étudiants ne sont révoltés, c'est aussi parce qu'ils se sont fait l'écho des difficultés quotidiennes dont ils sont, dans leurs familles, les témoins.

Un gigantesque pari

La « nouvelle politique » apparaît comme un gigantesque pari. Outre que la privatisation d'une partie du secteur public nécessite d'injecter dans l'économie au moins 12 milliards de francs CFA, le gouvernement espère que des « entrepreneurs » privés, nationaux et étrangers, vont racheter les entreprises dont l'État veut se débarrasser. Or rien n'est moins sûr.

D'abord parce que l'épargne sénégalaise ne s'est jamais beaucoup investie dans le tissu économique (les gens qui ont de l'argent préfèrent se livrer à des « coups » financiers avec une rentabilité immédiate et en échappant à l'impôt), ensuite parce que les commerçants et hommes d'affaires étrangers de la place estiment qu'ils sont déjà la « victime à fait » de l'économie sénégalaise. Les autorités de Dakar tablent sur l'impact de mesures incitatives, notamment fiscales et douanières, pour restaurer un climat de

Grâce à son savoir-faire...

M. Mamadou Touré, le ministre des finances et sans doute l'un des hommes les plus clairvoyants du pays, en vient, lui aussi, à être saisi par le doute : « L'histoire du Sénégal apparaît parfois comme une succession de projets dans on espère beaucoup et qui se sont révélés être des charges financières. » Les systèmes sont multiples. Erreurs de gestion, laxisme, corruption, « conjoncture », « crise internationale », chute du dollar et baisse des matières premières ?

Certes, comme partout, mais plus encore ici, parce qu'il n'y a pas — ou si peu — de valeur marchande qui « tiennent la route » dans un environnement international où les seules lois sont celles de la concurrence et du profit, et parce que, tous comptes faits, le charme de l'hospitalité sénégalaise ne suffit pas à équilibrer la balance du commerce extérieur !

Le Sénégal s'en tire, pourtant, grâce à son savoir-faire, mais, si l'on voulait être cru, on traduirait ainsi :



La complainte des Diolas de Casamance

ZIGUINCHOR de notre envoyé spécial

L'« AFRICA QUEEN » et quelques milliers de plaisance fatigués sont amarrés le long du quai ; deux pêcheurs somnolent. 37,2° le matin : Ziguinchor, ville basse et poussiéreuse, succombe déjà à la torpeur. En fin d'après-midi, sur le ponton de bois qui retient une trentaine de pirogues, l'animation va naître avec le retour de la pêche. Des enfants écaillent des poissons, que des « marmottes » alignent ensuite sur des filets bricolés.

La ville, avec ses grandes avenues poudrées de coquillages et ombragées de palmiers, ses vieilles maisons « coloniales » au charme décliné, ne mérite pas, en cette fin du mois de mars, sa réputation de cité frontalière dans l'état de siège, comme ce fut le cas en décembre dernier. Ziguinchor grouille alors des éléments de la BMS (brigade mobile de sûreté — les renseignements), et, un mois plus tôt, six cents hommes des GMI (groupements mobiles d'intervention) étaient « descendus » de la capitale.

Bien qu'ils soient restés sur place, leur présence en ville se fait, aujourd'hui, discrète. L'armée, pour sa part, poursuit des opérations de renseignement et dans la forêt, pour rechercher des suspects, ces « indépendantistes » un peu mythiques dont les noms proviennent, pour l'essentiel, de listes de dénonciation.

Il est vrai que la période « de tous les dangers » se situe précisément en décembre, au moment de l'anniversaire des « événements » de 1982, qui avaient vu les « indépendantistes » tenter de prendre d'assaut la « gouvernance » et à hisser leur drapeau. L'année suivante, de nouveaux affrontements eurent lieu. Le bilan était, officiellement, de vingt-cinq morts, mais on sait, à Ziguinchor, qu'il dépassa la centaine. Aux manifestants armés d'arcs et de flèches et d'une unique mitrailleuse, les forces de l'ordre avaient riposté à la mitrailleuse 12,7 mm : un massacre.

Depuis, chaque année ou presque, les autorités attendent avec appréhension cette date fatidique. Le « problème casamançais » reste une épine fichée dans le flanc sud du Sénégal. Et personne ne sait très bien comment l'extirper.

Le président Abdou Diouf cherche avant tout à dédramatiser la situation : « C'est essentiellement un problème d'ordre public, ce n'est pas un problème politique, nous n'en avons pas, il s'agit de quelques marginaux qui se sont engagés dans une aventure sans issue, et qui nous amènent à faire entendre raison. »

« Ce sont ces gens-là qui sont dans la forêt. Nous en prenons de temps en temps, nous en prenons même souvent, mais un certain nombre restent encore en forêt, soit par entêtement, soit parce qu'ils ont peur, ne sachant pas quel sort leur sera réservé. Ce que j'ai fait pour la Casamance (aujourd'hui divisée en deux régions, celle de Kolda et celle de Ziguinchor) je

ne l'ai fait pour aucune autre région, y compris ma région natale, qui est la plus arriérée de toutes, celle de Louga. »

Malheureusement, les chiffres ne semblent pas confirmer les propos présidentiels. Si l'on s'en tient au bilan des investissements du VI^e plan (1981-1985), on constate, en effet, que la région de Kolda a obtenu 2 % du total des investissements, celle de Ziguinchor 4,3 %, contre 38,1 % pour Dakar, 11,9 % pour celle de Thiès et 10,6 % pour la région de Saint-Louis.

Les « vieux » Européens, à Ziguinchor, se souviennent : « Durant la période coloniale, les « fortes têtes » de l'armée française étaient envoyées en « exil » à Ziguinchor, c'est-à-dire dans la région la plus reculée, à l'extrême sud du Sénégal. Le gouverneur général avait résidence à Saint-Louis, la Casamance était divisée en cinq « cercles » avec des « commandants de cercle » et, une fois par mois, deux petits bateaux traversaient le fleuve Gambie. Pour les gens du nord, dans la région du fleuve Sénégal, le sud, c'était pratiquement une « terre inconnue ».

Les « envahisseurs » du Nord

Cette spécificité, la Casamance la gardera longtemps. Le tracé des frontières, au moment des indépendances africaines, s'accrochaient en isolant avec la création de la Gambie, véritable enclave en territoire sénégalais et aberration géopolitique à laquelle devait répondre, à terme, le réversible projet d'union de la Gambie. De cette époque date, chez les Casamançais, le sentiment d'appartenir à une région oubliée par le pouvoir central, voire méprisée.

Le MFDC (Mouvement des forces démocratiques de Casamance), créé dans les années 60 et qui a refait son apparition dans les années 80, n'avait pas d'autre souci que de faire entendre la voix des Diolas (principal groupe ethnique de la région), notamment pas celui de l'indépendance. Par la suite, le sort, en quelque sorte, s'acharna : les années de guerre qui précéderont l'indépendance de la Guinée-Bissau (en septembre 1973) n'inclineront pas les autorités de Dakar à modifier leur attitude : à quel bon investir dans une région qui, à tout moment, peut être investie ou, en tout cas, connaître troubles et destructions ?

Puis vinrent les « envahisseurs » du nord, chassés par la sécheresse et la désertification : les gens du « fleuve » (le fleuve Sénégal), d'origine toucouleur et, dans une moindre mesure, les Sérères, comme tous les immigrants, se montrèrent particulièrement entreprenants, notamment dans le domaine de la pêche et de l'agriculture. Ce sentiment d'être « colonisés » fut d'autant plus fort chez les Casamançais que les « nordistes » — l'appellation dure aujourd'hui — occupèrent très vite, par volonté du gouvernement central, des responsabilités dans l'administration régionale.

Dès l'époque du président Senghor, le pouvoir politique avait compris que la seule façon d'échapper

au népotisme ethnique était de nommer des gouverneurs et préfets du nord au sud, et vice versa.

Malheureusement, en Casamance, ce remède se révéla pire que le mal : les chefs de l'administration mirent en place une gestion tribale au profit de leurs « cousins » de la forte colonie du fleuve. Le malaise s'accroît pour atteindre un seuil critique il y a une dizaine d'années, lorsque l'administration locale, pour répondre à l'urbanisation croissante de Ziguinchor, décida de revoir le « plan d'occupation des sols ».

La ville fut redécoupée en lots, ceux-ci étant souvent attribués par le gouverneur de l'époque — un nordiste — selon une politique — suicidaire — de préférence ethnique. « Cent quarante familles au moins ont été brutalement expropriées, raconte un religieux, alors que certains « nordistes » obtinrent cinq ou six lots. » Si l'on ajoute à ces innombrables frustrations le fait que le caractère profond des Diolas les rend rétifs à toute autorité (très peu ont choisi des carrières dans l'administration et dans l'armée, y compris pendant la période coloniale), la situation de la Casamance réunissait tous les ingrédients d'une révolte populaire.

« C'est un mouvement très sérieux, ils sont prêts à tout : c'est pour cela que vous ne les rencontrez jamais » : le propos se vérifie aisément. Chercher dans la région de Ziguinchor une trace des « indépendantistes » est une gageure.

Une « mentalité de périphérie »

Alors, les rumeurs courent, invérifiables : les maquisards disposent de camps d'entraînement, de l'autre côté de la frontière, en Guinée-Bissau (près de la localité de Cacheu), où, en dépit d'une assez bonne coopération entre les autorités bissau-guinéennes et sénégalaises, ils profitent de la solidarité ethnique. D'autres, affirme un ministre, sont entraînés au Soudan, sur fondes libyennes.

Il n'empêche : le gouvernement de Dakar, tout le montre, est préoccupé par cette question de l'indépendance diola, en dépit des dénégations officielles : « Nous ne les prenons pas au sérieux, que lorsque nous venons appeler la première kalachnikov », disent les officiers sénégalais.

« C'est un mouvement ethnique, réactionnaire et rétrograde », souligne un proche du chef de l'État. C'est vrai qu'à Ziguinchor, Ouassouye ou Bignona, les vieux sont souvent les derniers défenseurs de « l'âme diola » et d'une culture peu à peu minée par l'écoulement rural. Dans le département d'Oussouye notamment, où l'animisme supplante l'islam, les Toucouleurs ont souvent bafoué les coutumes locales, défrichant des



bois et des forêts qui étaient souvent des « bois sacrés », d'où partent, à chaque fois, les révoltes populaires.

« On se disait qu'après l'indépendance on aurait plus besoin d'interprètes. On a eu l'indépendance et on a encore besoin d'interprètes. » Cette situation au fait que les chefs de l'administration locale s'expriment en wolof et ne comprennent pas les langues vernaculaires, résume bien le « malaise » des Diolas, empêché de subir un indigène partage des ressources et qui, comme toutes les populations locales, ont, selon l'expression d'un religieux dakarais, « une mentalité de périphérie ».

Aujourd'hui encore, de nombreux casamançais parlent d'« aller au Sénégal » lorsqu'ils se rendent de l'autre côté du fleuve, et les Wolofs utilisent trop volontiers le terme de « Niaks » (les sauvages) pour faire référence aux gens de basse Casamance. Le pouvoir politique, qui a, pendant de longues années, laissé pourrir la situation, a incontestablement fait un effort depuis deux ans, tant sur le plan politique qu'en matière d'infrastructures.

Trois ministres, dont le maire de Ziguinchor, M. Robert Sagna, siègent au gouvernement et, si les chefs de l'administration locale sont encore des Toucouleurs, ils administrent la région avec plus de doigté. Mais les autorités sénégalaises n'ont pas encore fait les gestes de la réconciliation : les « actes insurrectionnels » de Casamance continuent d'être sévèrement réprimés, et les forces de l'ordre ont bien souvent recouru à la torture pour obtenir des déclarations, comme le confirment de nombreux témoignages.

En dépit des libérations qui sont intervenues en janvier dernier et des peines — mesurées — infligées à cent cinq « indépendantistes », environ cent vingt autres inculpés sont actuellement en prison, comme nous l'a affirmé l'un des avocats qui doivent assurer leur défense. Il faudrait pourtant que de chose pour que la confiance revienne en Casamance. La majorité des Diolas sont hostiles à une violence qui ne peut que nuire aux intérêts, notamment touristiques (le complexe hôtelier du cap Skirring), de toute une région.

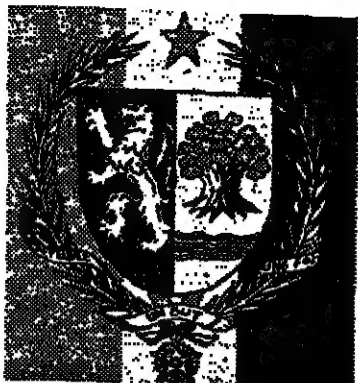
« Si les indépendantistes utilisent les armes, soulève un militant de l'opposition, nous serons tous perdus, car les parents de chacun de nous risquent d'être tués. » Mais comprend-t-on, à Dakar, que le mot « indépendance » signifie, ici, « être enfin chez nous » ?

L. Z.

150

Sénégal

Enquête



confiance, mais l'échec de la zone franche industrielle de Dakar est là pour montrer que le Sénégal n'attire pas les capitaux privés étrangers.

Il faut être libéral pour vouloir mettre son argent dans une économie de souk, dit crûment un expert international. Mais quel autre choix ? La plupart des recettes essayées jusqu'à par le gouvernement sénégalais pour tenter de sortir du cercle infernal du recours à l'emprunt extérieur n'ont eu aucun effet positif.

Le plus grave est que le Sénégal commence à épuiser la sollicitude des bailleurs de fonds internationaux, de plus en plus convaincus que ce pays est en fait un tombeau des Danaïdes.

Les perspectives de rééchelonnement de la dette extérieure commencent à devenir minces. L'encours de la dette — bien qu'en baisse en ral-

son de la chute du dollar — atteint près de 800 milliards de francs CFA, soit 60 à 70 % du PIB, et le service de la dette, qui absorbe près de 50 % des recettes budgétaires, a augmenté de 15 à 20 % chaque année depuis 1981. L'Etat sénégalais ne peut quasiment plus financer d'investissements en comptant sur ses seuls fonds propres.

Devant ces contraintes extérieures, les dirigeants sénégalais ont compris que la seule perspective réaliste est de concentrer leurs efforts pour dynamiser la production agricole. Mais la « nouvelle politique » dans ce domaine repose, elle aussi, sur un pari : l'Etat, qui a beaucoup investi pour aider les paysans, procède à une véritable révolution des mentalités : dorénavant, les paysans devront directement emprunter aux banques pour acheter l'engrais, les semences et le matériel agricole, à condition de pouvoir présenter un apport personnel représentant 50 % du prêt demandé.

Cela suppose une gestion extrêmement rigoureuse de leur patrimoine personnel. L'Etat, dont les finances ont toujours été obérées par les dettes payannes, choisit, là aussi, de se retirer, en incitant les populations rurales à se prendre en

charge. Si les premiers résultats de cette politique sont plutôt encourageants, bien des incertitudes demeurent quant à la viabilité du système : si une nouvelle période de sécheresse s'installe, le monde rural aura-t-il les ressources nécessaires pour s'auto-financer ?

Les banques, de leur côté, ne seront-elles pas amenées, pour des raisons politiques, à consentir des découvertes à leurs clients, dont l'addition pourrait ébranler un système bancaire déjà fragile ?

Il suffit d'assister, dans la région de Thiès, à ces réunions dominicales au cours desquelles un député mène campagne pour comprendre que les expressions « désengagement de l'Etat » et « compétitivité », qui émergent de discussions en volée provoquent bien des interrogations. Ce jour-là, sans l'art à palabres, les cadres locaux du PS sénégalais parleront longuement des élections et de la nécessité pour chaque villageois d'acheter une carte du parti.

Un vieil homme prit la parole pour déclarer que, dans ce pays, il y avait « trop de démocratie ». Le propos n'aurait sans doute été approuvé si par le président Diouf ni par M. Wade.

LAURENT ZECCHINI.

A Touba, la grande armée des « soldats de Dieu »

TOUBA
de notre envoyé spécial

COMMENT évaluer cette marée humaine ? Cent mille, deux cent mille personnes, peut-être beaucoup plus ? Comment surtout faire la part des choses, dépeçer les apparences qui, parfois, forment à conclure que l'islam est fanatisme, violence ? Depuis plusieurs jours, les talibés des fidèles, disciples d'un marabout ont convergé de toutes les régions du Sénégal vers la ville sainte, Touba, la capitale du mouridisme, demande grâce, elle espère d'un trop-plein de foi.

Pourtant, la cérémonie qui se déroule, ce mercredi 18 mars, à la Grande Mosquée, loin d'être le caractère sacré d'un magal (pèlerinage annuel), est prosaïque : il y a quatre mois, le khalife général des mourides, Serigne Abdoul Aziz Mbakké, a lancé un appel aux talibés, afin que ceux-ci contribuent à l'extension de la mosquée — l'une des plus grandes du continent africain.

Une ambiance survoltée

Alors qu'aux abords de la mosquée la tension monte de minute en minute en prévision de la cérémonie de pose de la première pierre des travaux, dans une petite salle, protégée par des grilles et par les éléments du GMI (groupe mobile d'intervention), la délégation gouvernementale, conduite par le ministre des forces armées, M. Madour Fall, attend de saluer le khalife général.

Les grandes marabouts, comme le représentant du khalife des tidjanes (l'autre grande confrérie du Sénégal) et président de la Fédération des associations islamiques, Serigne Abdoul Aziz Sy, ainsi que les ministres, vont se décider à sortir après avoir obtenu la certitude que la foule menée à l'extérieur ne permettra pas au khalife général d'approcher. En dépit d'un cordon sanitaire de soldats qui tentent, à grande coupe de matraque flexible, d'isoler ces notables de la ferveur populaire, la progression jusqu'à la mosquée va être extrêmement difficile et l'on aura souvent le sentiment de l'imminence d'un déferlement des talibés.

Dans une ambiance survoltée où les cris se mêlent aux prières, les membres de la délégation vont parvenir, cahin-caha, jusqu'au lieu de la cérémonie. La pose de la première pierre s'effectuera dans une boussuade qui verra les plus fanatiques des spectateurs encadrer les grilles pour tenter de se procurer un peu de ciment et de l'eau, désormais béris.

Ils vont y réussir : alors que les officiels s'éloignent, des grappes de spectateurs se jettent sur le début de maçonnerie, le mettent en pièces en se pâmant mutuellement, avant littéralement ciment et eau ! Il n'en restera rien. Ce fanatisme, estime un membre important du gouvernement, n'est pas entièrement spontané : certains talibés consomment en effet beaucoup de « yamba » (chanvre indien), ce qui décuple leur ardeur mystique.

Les Mbaye Fall, ces « soldats de la foi » qui constituent une véritable

armée du khalife général, loin de jouer un rôle modérateur, excitent en fait la foule par leurs incantations gutturales. Cheveux longs, tresses et couverts de poussettes, vêtus d'amples habits faits d'un patchwork de tissus, la taille entourée d'une large ceinture de cuir, ils brandissent un énorme pilon de bois en forme de massus. Certains arborent de petites amulettes à l'effigie du fondateur du mouridisme, le « vénéré cheikh Ahmadou Bamba », dont le portrait ornait souvent les minarets où se sont entassés les pèlerins de Touba. Ce qui peut sembler une sorte d'hystérie collective va conduire de nombreux fidèles à un véritable état de transe, une sorte d'extase initiatrice, à l'intérieur de la mosquée, à proximité du tombeau de Ahmadou Bamba. Les talibés ramassent à pleines poignées le riz péroré qui jonche le sol, et l'avalent.

Riz béni, tout comme l'eau de Cologne que l'on jette sous les arcades de cette mosquée-cathédrale, au hasard du labyrinthe des colonnes. Prosternés, priant, les fidèles se bousculent les uns les autres, et il devient difficile pour le Touba (Blanc) soldat de prévoir à temps les brusques mouvements de foule qui paraissent devoir tout emporter sur leur passage.

Dehors, certains Mbaye Fall, comme illuminés, frappent le sol de leur pilon, alors que du haut du minaret de 87 mètres, le muezzin poursuit ses prières. Il y a un an, le khalife a interdit à ses « soldats de Dieu » de porter une massue rituelle en ville, à la suite de plusieurs incidents violents. Nul ne sait avec exactitude à combien s'élève le nombre de ces hommes, qui ont rejoint Touba pour se mettre au service exclusif du descendant de Ahmadou Bamba. N'importe qui peut devenir Mbaye Fall, pour une période déterminée, jusqu'à ce que le khalife décide que tel ou tel, à qui il offre une femme ou un champ, peut revenir à la vie civile, avec sa bénédiction et la protection de l'un quelconque des milliers de marabouts du Sénégal.

D'autres réalités

Rares pourtant sont les cadres ou les intellectuels fortunés au sein des Mbaye Fall. On touche là une autre facette de la cité : assurés de manger à leur faim en se dévouant au service du khalife, les Mbaye Fall proviennent, pour l'essentiel, des couches les plus démunies de la population. Touba pouvait ainsi à la survie de certaines de gens venus de villages situés à une cinquantaine de kilomètres à la ronde.

Mais la « ville sainte » cache d'autres réalités : pendant de nombreuses années, elle fut un important centre de contrebande et une « ville franche ». Par caravanes de camions, des centaines de tonnes de marchandises de toute sorte venaient de Gambie, y compris des armes : chacune savait qu'il suffisait de demander à certains commerçants de Touba une « poubelle avec ses couteaux », pour pouvoir acheter divers types d'armes et leurs munitions, du pistolet au fusil d'assaut kalachnikov.

La police et l'armée ne pénétraient jamais dans la ville, dont la

sécurité était théoriquement assurée par les Mbaye Fall. Et puis, le khalife général accepta, l'année dernière, de faire cesser les nombreux trafics qui entourent la réputation de la ville sainte. Une brigade de gendarmes fut installée, et des perquisitions permirent de récolter une maison de marchandises de contrebande et d'armes. Touba, où il est toujours fortement déconseillé de fumer si on ne veut pas se faire lyncher par la foule, connaît désormais une moindre effluence, tendance à laquelle n'est sans doute pas étrangère la disparition — officiellement du moins — de la contrebande.

« Le président Diouf nous soutient »

Le président sénégalais, M. Abdou Diouf, s'y rend régulièrement, au moins une fois par trimestre, pour saluer le khalife général. Les rumeurs de Dakar donnent à ces voyages une connotation plus mercantile : le chef de l'Etat ferait, en ces occasions, des dons financiers à la cause du mouridisme, dont l'influence est prépondérante dans la vie politique, économique et sociale du pays.

Le khalife général, personne ne s'y est trompé, ce mercredi 18 mars, a apporté un appui considérable à M. Diouf en prévision des prochaines élections législatives et présidentielles (qui auront lieu en février 1988), déclarant au cours de la cérémonie : « Il est plus que jamais certain que le président Diouf nous soutient et nous devons en contrepartie le soutenir indéfectuellement. En clair, cela signifie : « Votez pour lui. »

Au sein de la population sénégalaise, qui est islamisée à plus de 80 %, les mourides, qui sont inférieurs en nombre aux tidjanes (les khadistes et les lyennes, deux autres confréries, sont très minoritaires), les supplément cependant nettement par leur influence : de façon lapidaire, on peut dire que les mourides contrôlent l'économie, alors que les tidjanes sont très présents dans l'administration.

Le président sénégalais, qui est très attaché à la laïcité de l'Etat, nie formellement qu'il y ait un risque d'intégrisme religieux au Sénégal (le Monde du 24 mars), ce que contestent certains membres du gouvernement. Ceux-ci soulignent que de plus en plus de fidèles sont influencés par leurs séjours dans d'autres pays musulmans où l'islam n'est pas, comme au Sénégal, encadré par des confréries. Celles-ci sont aujourd'hui victimes du phénomène des générations : les marabouts ont de moins en moins de prise sur une jeunesse qui, attirée par l'absence de perspectives d'avenir vit la foi musulmane comme un exotisme.

En outre, face aux nombreux zéloteurs d'une pratique exigeante de la foi musulmane, peu de responsables politiques prennent, officiellement, la défense de la laïcité de l'Etat.

Le réveil de l'islam sénégalais constitue donc une préoccupation majeure pour le président Abdou Diouf, même s'il s'en défend, comme pour l'exoriser. Car Touba, la ville sainte, est aussi une autre capitale du Sénégal.

L.Z.

POUR UN BANQUIER, PARLER AVEC UN ARBRE NE MANQUE PAS D'INTERET.

Dans l'arbre BULL, il y a de nombreuses branches. Il y a une branche banque. Et elle pousse... elle pousse jusqu'à vous. Tout près de vous, pour être à l'écoute des banquiers. Pour BULL, le dialogue c'est l'analyse avec vous des problèmes concrets qui se posent dans votre banque : équipement complet des agences, sécurisation des échanges banques/entreprises, communication entre le siège et les agences, gestion de banques internationales, système de monétique BULL CP 8, libre-service bancaire, systèmes experts d'aide commerciale... Tout ce qui contribue à un meilleur service clients. Avec vous, nous avons appris à connaître vos problèmes et à les maîtriser. Ses nouvelles solutions bancaires, BULL vous invite à les découvrir et à les voir au Sicob, grandeur nature et temps réel. BULL ET SES CLIENTS, UNE ÉQUIPE POUR GAGNER.



(Publicité)

Au service de la vie L'HOPITAL PUBLIC

87 % des Français lui font confiance (enquête Fitoussi Conseil/J.D.D.) et tout spécialement :

- Pour la Qualité et la Sécurité des Soins.
- Pour le plus haut niveau technologique de ses équipements de pointe.
- Pour la compétence de ses médecins, les plus titrés.
- Pour la permanence, 24 heures sur 24, du Service Public.

Au total, et pour cela, ce sont, chaque année :

- 8 millions de malades admis.
- 30 millions de consultations.

Soit, 2 Français sur 3 qui font appel à L'HOPITAL PUBLIC.

NOUS SOMMES DONC TOUS CONCERNES PAR LES DANGERS QUI PESENT SUR LUI

ETRANGLEMENT BUDGETAIRE :

**Qui menace la Qualité de Soins,
la continuité du Service Public et à terme,
l'égalité de tous devant la maladie**

ASPHYXIE DES INVESTISSEMENTS :

Investir, c'est économiser - Investir c'est préparer l'avenir

MALAISE MEDICAL :

**Il n'est point d'hôpital,
sans médecins qualifiés et en nombre suffisant**

PARALYSIE ADMINISTRATIVE :

**Moins d'état dans son administration
Plus de liberté dans ses choix
Plus de responsabilité dans sa gestion**

**POUR SAUVEGARDER LE HAUT NIVEAU DU SERVICE PUBLIC HOSPITALIER
IL FAUT DONNER, D'URGENCE, A L'HOPITAL
LES MOYENS DE LA POLITIQUE DE SANTE QUI LUI EST DEMANDEE**

Nous rappellerons prochainement nos propositions formulées en ce sens.

FEDERATION HOSPITALIERE DE FRANCE - 33 AVENUE D'ITALIE - 75013 PARIS

1501

Europe

ITALIE : la crise gouvernementale

M. Craxi devant le Parlement sans espoir d'obtenir la confiance

ROME
de notre correspondant

Point final pour le gouvernement de M. Craxi. C'est ce mercredi 8 avril, à 18 heures, que le leader socialiste devait se rendre devant le Sénat, se conformant ainsi, a-t-il expliqué, à la requête du chef de l'Etat, M. Francesco Cossiga. Ce dernier avait refusé, le 1^{er} avril, sa démission, donnée le 3 mars. C'est sans aucun espoir de surmonter l'épreuve de la confiance devant le

Parlement, cependant, que le président du conseil aborde cette étape.

A l'occasion d'un ultime conseil des ministres, réuni deux heures avant son intervention devant la Chambre Haute, M. Craxi devait, en effet, confirmer devant ses partenaires, notamment les démocrates-chrétiens, qu'il entend bien donner sa démission. Si la moindre ambiguïté devait subsister, la DC annonçait le retrait immédiat de ses représentants au gouvernement, confirmant simplement en cela son

affirmation de la veille selon laquelle la majorité dirigée par M. Craxi est déjà « dissoute », en raison de l'attitude du président du conseil (1).

Il n'y a donc pas à se prononcer sur la confiance. Le parti de M. De Mita entend, en effet, n'être à aucun prix contraint de voter la défiance, ce qui à la fois donnerait l'impression au pays que son parti « marque un but contre son camp » (seize membres du cabinet sur trente sont des démocrates-chrétiens) et obligerait lourdement toute hypothèse de reconstruction d'une majorité à cinq.

Car, étonnamment, le fameux « pentaparti » qui rassemble (outre le PS et la DC, les républicains, les libéraux et les sociaux-démocrates) n'est pas donné pour enterré. Soit qu'on voit réapparaître pour cette législature de nouvelles tentatives sous l'égide, par exemple, de MM. Giulio Andreotti (DC) ou Giovanni Spadolini (républicain), soit, plus probablement, qu'on songe déjà au premier gouvernement après des élections anticipées, nul ne semble avoir sérieusement en tête une autre formule d'alliance — qui devrait nécessairement inclure le Parti communiste.

L'hypothèse de reconstruction de l'actuelle majorité peut paraître surréaliste compte tenu du degré d'agressivité mutuelle dont témoignent les principaux partenaires démocrates-chrétiens et socialistes. Mais la vie politique en Italie obéit à des lois particulières.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) M. Craxi avait vivement pris à partie M. De Mita lors du congrès du parti, expliquant que son « indigne » à l'égard du leader ne s'arrêtait pas à toute la DC. Outre cette tentative de diviser le parti, la démocratie chrétienne reproche à M. Craxi d'avoir, à Rimini, évoqué l'hypothèse de la constitution d'une majorité sans la DC et avec les communistes, afin que les référendums sur le nucléaire et la justice prévus pour le 14 juin aient effectivement lieu.

URSS

La grippe de M. Gorbatchev

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev a une « légère grippe » mais accomplira quand même d'ici à la fin de la semaine la visite qu'il avait prévue en Tchécoslovaquie, a déclaré le mardi 7 avril M. Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères. M. Gorbatchev aurait dû partir lundi pour un voyage de trois jours à Prague et à Bratislava.

« L'ajournement a été instantané », le refroidissement aussi », a précisé M. Guerassimov. C'est la première fois depuis l'époque des longues maladies de secrétaires généraux âgés et impotents que le santé d'un numéro un est ainsi publiquement évoquée en URSS.

Le porte-parole a refusé d'autre part de commenter la

rumour selon laquelle M. Gorbatchev souhaiterait rencontrer à Bratislava l'ancien dirigeant du printemps de Prague, M. Alexandre Dubcek. « Je ne sais pas d'où vient cette information [celle-ci a été publiée par le quotidien ouest-allemand Bild]. L'étape de Bratislava était comprise à l'origine dans le programme. Si la visite dure autant de jours que prévu, il y aura un arrêt à Bratislava », a-t-il ajouté.

M. Dubcek réside dans cette ville où il a été exilé par les autorités tchécoslovaques et où il vit totalement isolé. Les responsables soviétiques jugeaient mardi en privé « très peu vraisemblable » une rencontre entre M. Gorbatchev et M. Dubcek. « Il y a peut-être des problèmes actuellement avec la direction tchécoslovaque, mais la grippe de M. Gorbatchev est réelle et non pas diplomatique et cela n'a rien à voir avec Dubcek. »

D. Dh.

Afrique

Les conflits en Afrique australe

- Préparation d'une offensive gouvernementale en Angola
- Initiatives diplomatiques de Washington et de Paris

Des « centaines d'avions militaires » soviétiques effectuent actuellement un pont aérien entre Luanda et des bases gouvernementales proches de la région contrôlée par l'UNITA, le mouvement de guérilla de M. Jonas Savimbi, dans le sud-est du pays. Selon le journal américain *The Christian Science Monitor*, qui fait état de cette information en se référant à des sources gouvernementales à Washington, ces avions transportent des unités de l'armée angolaise et des troupes cubaines, ainsi que des quantités « massives » d'armement, dans la perspective d'une offensive de grande ampleur contre les maquis de l'UNITA, qui pourrait avoir lieu dans quelques semaines, au début de la saison sèche.

Le *Christian Science Monitor* indique que le mouvement de M. Savimbi, qui avait reçu une aide — non officielle — de Washington l'année dernière (évaluée à 15 millions de dollars et comprenant des missiles antiaériens Stinger), pourrait bénéficier d'une nouvelle aide.

Les responsables américains estiment, en effet, qu'une défaite de l'UNITA aurait de sérieuses répercussions dans la région, notamment en ce qui concerne la situation en Namibie. A New-York, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, les pays africains, rejoints par plusieurs pays latino-américains, ont déposé, mardi 7 avril, un nouveau projet de résolution tendant à contraindre l'Afrique du Sud à accorder son indépendance à la Namibie.

Tout en apportant leur soutien à l'UNITA — l'aide militaire américaine avait permis à M. Savimbi de repousser une offensive angolaise, en 1985, visant son quartier général de Jamba, — les Etats-Unis ont réaffirmé un dialogue avec le gouvernement angolais.

M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique, a rencontré mardi, à Brazzaville, le

ministre angolais de l'intérieur, M. « Kito » Rodrigues, et, selon M. Charles Redman, le porte-parole du département d'Etat, « les deux parties ont discuté de la poursuite des efforts pour rechercher une solution négociée aux problèmes namibien et angolais », ajoutant : « Nous nous attendons à d'autres rencontres. »

M. Crocker n'avait pas rencontré de responsable important du gouvernement de Luanda depuis un an et demi, en raison du mécontentement de Luanda devant le soutien de plus en plus affirmé de Washington à l'UNITA. On estime, dans les milieux diplomatiques de l'ONU, que la démarche américaine manifeste la volonté de Washington de chercher une « politique de rechange » pour l'Afrique australe, celle dite de l'« engagement constructif » ayant fait long feu.

En France, où la situation en Afrique australe n'avait fait l'objet d'aucune initiative depuis fort longtemps (Paris a recentré sa politique de coopération en faveur des pays dits du « champ », c'est-à-dire, pour l'essentiel, d'Afrique francophone), le ministre des affaires étrangères, M. Raimond, a reçu, la semaine dernière, les ambassadeurs des pays de la « ligne de front ».

D'autre part, M. Fernand Wibaux, conseiller diplomatique du gouvernement, a commencé, lundi, une mission « d'information et d'évaluation » au Mozambique, qui le mènera successivement en Tanzanie, puis, en mai, en Zambie, au Botswana et au Zimbabwe, enfin, ultérieurement, en Angola. Cette mission, indique-t-on au Quai d'Orsay, vise à « marquer la présence et le rôle de la France dans cette région », et « manifester l'appui de Paris à ces pays », ainsi que sa disponibilité à « contribuer à leur développement et à la réduction de leur dépendance envers l'Afrique du Sud ». — (AFP, Reuters.)

TURQUIE

Le procès des « Loups gris »

Le président du Parti d'action nationaliste est condamné à onze ans de prison mais restera en liberté

ISTANBUL
de notre correspondant

Le procès du Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite), interdit à la suite du coup d'Etat du 12 septembre 1980, s'est achevé mardi 7 avril devant le tribunal militaire d'Ankara, près de six ans après avoir commencé. Cinq peines capitales, neuf de réclusion à perpétuité, deux-cent-dix-neuf peines de prison et cent quarante-quatre acquittements, dont ceux des principaux dirigeants du parti, ont été prononcés. Il faut noter qu'aucune peine de mort n'a été exécutée en Turquie depuis octobre 1984, date de la pendaison de deux extrémistes de gauche.

L'ancien colonel Alpaskan Turkesli, président du parti, bien que la peine de mort ait été requise contre lui, a été condamné à onze ans de prison, autant d'assignation à résidence à Ankara, et à la suppression de ses droits civiques. Comme chef d'accusation, la « formation de bandes armées » a remplacé la « tentative de changer le système constitutionnel par la violence », initialement retenue. M. Turkesli pourra ainsi bénéficier d'une éventuelle amnistie des crimes non politiques. Le tribunal n'a pas trouvé de preuves permettant d'attribuer à M. Turkesli l'incitation au meurtre de Kemal Turker, le dirigeant de la DISK (Confédération syndicale de gauche) assassiné en juillet 1980. Même si les sentences étaient révoquées par la Cour de cassation, M. Turkesli, qui a déjà purgé quatre ans et demi de réclusion, et comparait en prison libre, n'aurait pas à retourner en prison.

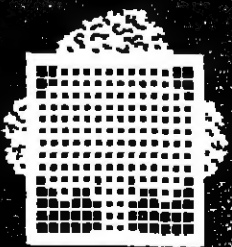
Les condamnés, contre lesquels l'accusation avait retenu plus de six cents crimes et attentats, appartiennent à l'organisation de jeunesse du parti, la « Jeunesse idéaliste », plus connue sous son nom emblématique des « Loups gris ». Très actifs avant le coup d'Etat dans les universités, les « Loups gris » ont poursuivi leurs actes de violence contre les militants de gauche dans l'immigration, en particulier en Allemagne.

CLAUDE FARRÈRE.

TOUS CEUX QUI PARLERONT AVEC UN ARBRE RETROUVERONT LEUR VOIE.

Dans l'arbre BULL, il y a de nombreuses branches. Ses branches poussent... elles poussent jusqu'à vous, tout près de vous, pour vous écouter. Pour BULL, vous comprendre, c'est maîtriser avec vous les problèmes quotidiens qui se posent dans vos bureaux : accès aux données informatiques, bureautique, communication dans l'entreprise, aide à la décision... En fait, tout ce qui contribue à améliorer la productivité individuelle et collective de votre entreprise. C'est pour vous aider à résoudre ces problèmes que BULL vous propose BlueGreen, un choix de solutions informatiques et bureautiques totalement cohérentes et accessibles à partir d'un poste de travail unique. Venez les voir au Sicob, grandeur nature et temps réel. BULL ET SES CLIENTS, UNE ÉQUIPE POUR GAGNER.

Bull



M.I.D.D.) et tout

nts de pointe

fic.

JC.

PRESENT SUR LUI

REIR

HOSPITALIER

DEMANDEE

E-75013 PARIS

Politique

La majorité unanime à l'Assemblée nationale

Confiance assise, confiance debout

La majorité de l'Assemblée nationale a accordé, le mardi 7 avril, sa confiance au gouvernement de M. Jacques Chirac. Celui-ci la lui demandait, un an après l'avoir déjà obtenue. Sur 577 députés, 576 ont pris part au vote. M. Jean Royer (NI, Indre-et-Loire) s'étant excusé car sa femme vient de décéder. La majorité absolue, indispensable au gouvernement, était donc de

289 voix. Il en a obtenu 294 : toutes celles du RPR, toutes celles de l'UDF, celles des deux députés non inscrits élus sous l'étiquette « divers droite », MM. Daniel Bernardet (Indre) et André Thien Ah Koon (la Réunion) ; celles de deux députés non inscrits ayant quitté le groupe du Front national, MM. Yvon Briant (Val-d'Oise) et Bruno Chauvière (Nord), et celle de M. Edouard

Frédéric-Dupont (Paris), toujours membre du groupe FN.

282 députés ont voté contre la confiance : tous ceux du PS et les 4 non-inscrits qui avaient rompu avec le PS lors des législatives de 1986, MM. Robert Borrel (Haute-Savoie), Hubert Gonze (Tarn-et-Garonne), Michel Lambert (Orne) et André Platon (Mayenne) ; tous ceux du PC et tous ceux du FN (moins M. Frédéric Dupont). Seuls MM. Briant et Chauvière ont changé d'attitude par rapport à l'an dernier.

Tout au long d'une heure de discours, prononcé d'un ton monocorde et succédé le

premier ministre a dressé le bilan de son action et développé son programme. Il a particulièrement insisté sur la nécessaire préparation de la France au grand marché unique européen, expliquant que pour ce faire le gouvernement avait besoin de la durée.

Il a lancé un appel formel à la solidarité de la majorité, expliquant que le vote de la confiance implique non seulement l'accord avec la politique appliquée et avec les intentions annoncées, mais aussi, engagement à défendre devant les électeurs l'action gouvernementale et à préparer dans « l'union la plus large possible l'échéance électorale de 1988 ».

À la fin de son intervention, le premier ministre affirme que « la nouvelle majorité » issue du vote du 16 mai 1986, « depuis un an, un an, soutient le gouvernement » et justifie sa demande d'un vote de confiance : « Il est bon qu'à échéance régulière la représentation nationale réaffirme par un vote solennel son soutien. Mieux que son soutien : son adhésion profonde aux objectifs définis en commun et à l'action que nous menons sous son contrôle. Je suis sûr que vous confirmez ainsi que la voie choisie, il y a un an, était la bonne, que vous continuerez à la soutenir sans réserve, que vous êtes décidés à la faire jusqu'au bout et à la défendre devant les Français au printemps de 1988 ».

Il dresse alors le bilan de l'action gouvernementale depuis un an, conviant que les résultats « sont encore limités et insuffisants » en matière économique et rappelle les difficultés rencontrées : le projet de réforme des universités « qui allait dans la bonne direction », les conflits sociaux, « le mouvement erratique des monnaies ». Mais M. Chirac constate : « Une politique de redressement ne se fait jamais sans mécontentement ni tension, d'autant que les effets précèdent les résultats qu'il n'apparaissent que plus tard ». En convenant du « risque » pris il y a un an en acceptant de gouverner, il affirme : « Je le répète sans hésitation ».

Le premier ministre détaille ensuite les principaux projets qui vont être débattus lors de la session parlementaire qui commence. A

propos de la Nouvelle-Calédonie, il explique que le référendum « est démocratique et conforme à notre Constitution et vise à réaffirmer la primauté du droit, source de toutes libertés ». À propos du régime de la nationalité, il déclare : « Je suis très nettement qu'il n'est ni de près ni de loin question d'en abandonner la réforme. Devenir citoyen français est un honneur, une chance et doit être une joie. C'est un événement heureux qui ne saurait être imposé ni contraint et encore moins dévalué ».

Un nouveau pacte social

Il se déclare aussi « profondément attaché à la Sécurité sociale », mais ajoute que « son avenir exige une réflexion collective et des choix à faire en commun ». Il souhaite que « des réflexions de fond soient engagées » pour que « notre société fasse peu à peu mettre en elle-même un nouveau pacte social où chacun reconnaît que la place qui lui est faite est juste, que sa dignité est reconnue, que sa participation à l'effort de tous est appréciée et que de lui dépend aussi le succès et la grandeur du pays ».

Le premier ministre évoque aussi la situation au Proche-Orient, les négociations entre les États-Unis et l'Europe, le Tchad, l'aide aux pays en voie de développement. « C'est une question de dignité de l'homme », dit-il, puis il souligne « l'incapacité de nos sociétés modernes et industrielles à assurer sans injustice et sans dés-

équilibre profond le problème de leur propre développement ». Il ajoute qu'il ne faut pas « accepter comme une fatalité le sous-emploi, la naissance de nouvelles inégalités ou l'apparition d'une pauvreté ».

M. Chirac explique que « par-delà les échéances électorales, l'essentiel est, pour nous, de préparer la France au grand affrontement de demain », et notamment à l'échéance de 1992 (le grand marché unique européen). Il plaide pour un renouveau du « dialogue social » et insiste sur l'idée que l'Europe « ne s'affirmera que si elle parvient à créer une nouvelle culture et à prendre en main sa propre défense ».

Pour faire tout cela, M. Chirac déclare à plusieurs reprises : « Nous avons besoin de temps ». Il précise : « Ce qui compte d'abord et avant tout, c'est que les responsables politiques évitent, dans l'année qui vient, les discussions stériles et les polémiques excessives évitant de troubler le pays par des débats qui, finalement, importent peu pour son avenir. Notre pays a besoin de continuité ».

S'adressant à sa majorité, M. Chirac remarque : « Il y a confiance et confiance. Il en est de résignées, de passives, de peu enthousiastes et peu décidées. Il en est aussi, et c'est celle qui est indispensable au gouvernement, d'actives, de dynamiques et de convaincues. La démocratie ne s'accommode pas d'ambiguïté. Nos concitoyens ont le droit d'exiger la clarté ». Il précise : « Le vote de confiance que je vous demande doit

intervenir en toute clarté. Il doit signifier aux yeux des Français que chacun de celles ou de ceux qui apporteront leur soutien au gouvernement approuve la politique menée depuis un an, accepte le programme que j'ai fixé pour les prochains mois et adhère aux grandes orientations que j'ai exposées ». Il ajoute que le vote de confiance vaut « engagement à défendre le gouvernement ». « Comment ne pas le faire dès lors qu'on lui apporte son soutien actif ? » demande-t-il.

M. Chirac ajoute que la confiance « veut dire que la majorité doit demeurer solidaire pour préparer dans les conditions de dignité, de rassemblement et d'union la plus large possible l'échéance électorale de 1988 ». Il conclut : « A chacun d'apprécier en conscience, si, participant ou non cette façon de voir, il décide ou non de voter la confiance. Car c'est un nouveau contrat entre nous qu'il s'agit : poursuivre le redressement et maintenir l'union, voilà les deux termes du contrat. (...) Nous franchirons ensemble l'étape de 1988, et votre assemblée, qui a été élue pour cinq ans, pourra continuer sa tâche au service du pays ».

M. Fabius :

« Complicité provisoire »

Premier député à intervenir dans ce débat, M. Laurent Fabius commence par constater : « Jamais sans doute depuis votre accession au gouvernement la confiance ne vous aura autant manqué », évoquant « l'opinion réelle de certains députés conservateurs qui s'apprêtaient à voter pour vous le 16 mai, n'ont pas confiance en vous ». L'opinion publique, « de la déception chez beaucoup, de la résignation chez certains, de la colère même parfois, en tout cas pas d'adhésion profonde », l'ancien premier ministre explique : « Si les groupes de la majorité votent contre vous, ils se disent, s'ils votent pour vous, ils sont coïncés ». Pour lui, M. Chirac n'est « probablement pas dupe » et demande à sa majorité « un vote de complicité provisoire ».

Parlant lui aussi de l'héritage, le prédécesseur de l'actuel chef du gouvernement affirme qu'il était son, alors que les résultats économiques actuels sont « médiocres » et que, « sur le plan social, la plupart des indicateurs sont au rouge ». Il ajoute : « Au lieu de rassembler vous décidez d'exclure ».

M. Fabius remarque alors : « Faute de pouvoir présenter pour l'an prochain des résultats convaincants, vous essayez, avec une vieille recette, de reculer l'horizon du bilan ».

L'ancien premier ministre évoque alors les changements d'attitude de M. Chirac dans l'affaire Abdallah, sur l'armement nucléaire tactique, ses interviews démenties, les contradictions entre les ministres, laugant : « Gouverner ce n'est plus prévoir, c'est contraindre et démentir ». Il met en cause l'indépendance de la CNCL et accuse le maire de Paris de « donner le sentiment de baisser les bras » devant le chômage, de « favoriser la précarité plutôt que la solidarité de moyens vers la réussite, de reculer l'horizon du bilan ».

M. Gaudin : « Une obligation de résultat »

M. Jean-Claude Gaudin déclare : « Nous ne sommes pas tenus à une obligation de moyens mais à une obligation de résultats ». Or le président du groupe UDF estime que, faire « le bilan après un an seulement », n'a pas vraiment de sens, car « rien n'est possible sans la durée ». Il ajoute : « Les Français n'acceptent plus les polémiques sur la responsabilité du chômage, ils veulent des solutions ». A ce sujet, il rappelle : « Le groupe UDF a attiré votre attention sur le problème de l'investissement dès le printemps dernier puis lors de la discussion budgétaire. Vous avez récemment pris acte de nos remarques (...). Nous pensons qu'il faudra poursuivre cet effort dans le cadre du projet de budget pour 1988 par le biais des allègements des charges fiscales des entreprises ».

Le député des Bouches-du-Rhône constate que, « même s'il peut y avoir un peu de désillusion et d'impatience à l'égard de la gestion actuelle, il n'y a pas dans l'opinion publique de nostalgie du socialisme ».

Après avoir approuvé M. Chirac de « situer désormais l'horizon de nos décisions à cette échéance capitale du 31 décembre 1992 », il dénonce « le piège qui nous est tendu », celui de « l'option zéro », la France devant « d'abord exprimer son opposition claire et forte à ce marché de dupes ». Il précise : « Le terrain des réformes des sociétés est un champ immense qu'il ne faut pas laisser à l'abandon (...) ». La réforme est le personnage politique le plus important. Ne la mettez pas au placard ». Il demande donc que le gouvernement ne renonce pas à réformer le code de la nationalité.

A propos de « la cohésion majoritaire », le responsable UDF souligne qu'elle est « indispensable (...) pleine et entière sur les objectifs, sur les orientations et sur les actions », reconnaissant que les députés de son groupe « partagent avec le gouvernement la responsabilité de la politique mise en œuvre ».

M. Lajoinie : la fin

à la cohabitation

M. André Lajoinie commence par affirmer que « le débat d'aujourd'hui a lieu parce qu'un cours des derniers mois le rejet de la politique de la droite appliquée dans le cadre de la cohabitation s'est amplifié ». Il en donne pour preuve le succès de la manifestation du 22 mars organisée par la CGT pour la défense de la sécurité sociale, le président du groupe communiste critique durcissant la politique du gouvernement, affirmant : « L'euphorie qui sévit la Bourse n'est elle-même que l'expression d'un déclin national. Ce sont les capitalistes étrangers qui viennent à la coupe ». Pour lui, « la cohabitation c'est donc bien l'accélération de la politique d'austérité et des atteintes multiples aux droits de l'homme. C'est la volonté de renforcer l'intégration européenne et d'entraîner toujours plus la France dans une folle course aux armements », expliquant que, « dans cette société de plus en plus taraboule, le montant du compte en banque devient le critère exclusif des libertés ».

M. Le Pen :

« Impasses et reculs »

M. Jean-Marie Le Pen déclare au premier ministre que, pendant son discours, il a « dénoté l'impression d'être en campagne ». Il affirme que si les statistiques de la criminalité ont baissé, c'est parce que « dans la plupart des vols on refuse purement et simplement les plaintes ». Il pense aussi que la lutte contre la terreur est « moins efficace qu'on ne le prétend », et il remarque que le dirigeant du dernier réseau déman-

telé est un Iranien ayant la nationalité française.

Après avoir évoqué l'« échec » de la lutte contre le chômage et la non diminution du montant des prélèvements obligatoires, il reproche à M. Chirac d'avoir fait « des impasses » : la protection sociale, où « nous acceptons des charges qui ne nous incombent pas, comme la prise en charge de familles étrangères » ; la politique familiale, où « notre législation ne tient pas compte de la préférence nationale » ; l'immigration, dont il affirme que le flux continuera.

Le président du Front national souligne aussi deux « reculs » du gouvernement : le projet Deraquet et le code de la nationalité, le gouvernement « frustrant les Français d'une de ses plus solennelles promesses : que l'acquisition de la nationalité ne soit plus automatique ».

M. Mesmer : barre

sur l'Érika

M. Pierre Mesmer, en revanche, apporte son soutien total au gouvernement et lance : « Ceux qui distribuent des bons points le dimanche et des mauvais points le lundi, qui s'attribuent le mérite des succès et rejettent sur les autres la responsabilité des échecs ne sont ni justes ni raisonnables. La politique du gouvernement est un ensemble que l'on approuve ou que l'on censure mais que l'on ne découpe pas en tranches ». Il s'en prend au programme Érika, où « on ne trouve jamais rien parce qu'on cherche tout ». Il regrette que le premier ministre n'ait pas parlé de la nationalité et précise, à propos du code de la nationalité, qu'il doit être « bien clair que le délai supplémentaire (que se donne le gouvernement) ne signifie pas la fermeture du dossier ».

Sans attendre que tous les orateurs inscrits soient intervenus, M. Chirac reprend la parole, avant les journaux télévisés de 20 heures. Il s'en prend vivement à son prédécesseur à l'Assemblée nationale : « En bloc » tous ses arguments économiques. Quant à la CNCL, il affirme que puisque c'est « une institution de la République », elle ne saurait « faire l'objet de critique de la part d'un ancien premier ministre ».

Après que les socialistes ont fait exprimer un radical de gauche, M. Émile Zola (Haute-Corse) puis M. Henri Clédon, et que chaque groupe a expliqué son vote, les députés se prononcent par scrutin public à la tribune. À 1 h 50 du matin, M. Jacques Chaban-Delmas en proclame le résultat. M. Chirac, ayant obtenu la majorité, peut adresser aux élus qui lui ont accordé leur confiance ses « remerciements », sa « gratitude », sa « reconnaissance » et voir, dans le résultat, « un gage pour nos combats et nos victoires futures ».

Th. B.

Le Monde sur minitel

CINEMA

LE GUIDE COMPLET PARIS-PROVINCE

Avant de sortir, consultez la critique, choisissez votre salle. Vérifiez les horaires.

Tapez 36.15 LEMONDE

et vous avez accès aux programmes complets de la région parisienne et de vingt-deux grandes villes de province* : les nouveaux films de la semaine, les critiques et les sélections du Monde, le hit-parade des fréquentations.

Et la liste de tous les films classés par genre ou par titre.

* Besançon, Bordeaux, Caen, Chambéry, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Étienne, Strasbourg, Toulouse, Tours.

Photo collection CHRISTOPHE L.



36.15 TAPEZ LEMONDE

Dans le Puy-de-Dôme

Un candidat de la direction du PC mis en minorité dans sa cellule

Lors de l'élection de secrétaire de la cellule de Blanzat, cité-dortoir, la banlieue de Clermont-Ferrand, le 27 février, M. Daniel Delpoux, ancien membre du secrétariat fédéral du PCF du Puy-de-Dôme et leader local des « renouateurs », avait battu, par 16 voix contre 7, le candidat présenté par la fédération, M. Jean Nicolas, ancien premier secrétaire fédéral qui vient d'abandonner ses fonctions d'adjoint au maire de Clermont pour raisons personnelles.

Après cet échec, la direction avait adressé un courrier aux membres du comité fédéral pour mettre « en doute la volonté et la capacité de Daniel Delpoux à être l'animateur de la cellule le mieux placée pour la mise en œuvre de la politique du PCF ». La cellule vient de rendre publique cette lettre et une motion confirmant l'élection de M. Delpoux malgré « les problèmes politiques qu'il pose » et « en sachant que lui et quelques autres, parce qu'ils ne sont pas partis sur la pointe des pieds comme l'ont fait près de trois mille communistes du Puy-de-Dôme, sont écartés aujourd'hui des

possibilités de contacts normaux avec les structures et les communistes ». — (Corresp.)

Les partis communistes des DOM ont tenu leur Assemblée unique européenne. Réunis les 2 et 3 avril, à Fort-de-France, les dirigeants des trois partis communistes autonomes de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ont, notamment, estimé que la loi de programme appliquée par le gouvernement dans les départements d'outre-mer « n'a pas pour objectif réel le développement de l'économie de production mais, au contraire, l'amplification de l'importation au détriment des productions locales, et cela au seul profit des monopoles et des lobbies de l'import ». Les trois partis (PCG, PCM et PCN) déclarent, en outre, que, « en travaillant à la réalisation des objectifs de l'acte unique européen pour 1992, c'est-à-dire la circulation sans contrôle des marchandises, des capitaux et des hommes, le gouvernement, affirmant, provoque l'effondrement définitif des économies de nos pays ».

150

Politique

pour approuver la déclaration de M. Jacques Chirac

Porte-parole de l'UDF, M. Jean-Claude Gaudin a accepté le premier terme du « nouveau contrat » ainsi proposé par le premier ministre, mais n'a rien dit de la deuxième exigence : il a au contraire revendiqué un droit à la discussion et éventuellement à la critique. Les députés UDF, et même certains RPR, ne cachent pas leur déception devant la tonalité du discours de M. Chirac, qui leur a semblé peu mobilisateur.

L'intervention du premier ministre, devant un hémicycle comble, pourtant où se côtoyaient tous les « grands » de la politique française, n'a d'ailleurs été que bien peu soutenue par les

applaudissements du RPR et de l'UDF, alors que des bancs du PS jalloissaient des éclats de rire en riant.

Si M. Valéry Giscard d'Estaing ne se montra pas trop averse de ses applaudissements, M. Raymond Barre resta impassible tout au long du discours du premier ministre, ne souriant discrètement que par moments. Il n'applaudit que très peu à la fin de l'intervention, la plus grande partie de l'UDF restant assise, contrairement aux habitudes, alors que le RPR se levait pour saluer son président.

M. Laurent Fabius fut plus fermement soutenu

par ses amis, alors qu'il fut souvent, et bruyamment, interrompu par la majorité. Certains le traitèrent de « roquet », pendant que d'autres aboyèrent quand il s'en prit à l'actuel premier ministre. A plusieurs reprises des élus de droite lui crièrent : « *Rocard est beaucoup mieux* ». En redescendant de la tribune, il fit remarquer à son successeur, en passant à côté du banc du gouvernement : « *Monsieur le premier ministre, vos amis ont été d'une intolérance particulièrement incroyable* ». M. Chirac lui répondit : « *Monsieur le premier ministre, vos amis m'ont chahuté aussi* ».

C'est M. Alain Chandon, garde des sceaux, ministre de la justice, qui a lu le discours de politique générale de M. Chirac au palais du Luxembourg, discours, qui comme au Palais-Bourbon, n'a pas suscité un grand enthousiasme dans un hémicycle à moitié plein. M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur RI des Hauts-de-Seine et bariste, expliquait cette réserve par le fait que le soutien acquis aujourd'hui au gouvernement ne pouvait impliquer un soutien identique dans un an. Les sénateurs débattirent mercredi 15 avril de la déclaration de politique générale, avant de se prononcer par un vote.

Th. B.

Echangerait promesse contre clarification

Le premier ministre n'avait aucune obligation formelle de demander à l'Assemblée nationale de renouveler la confiance qui lui avait été accordée le 10 avril 1986. Le premier anniversaire de la cohabitation pouvait fort bien être célébré d'autre façon. A moins que M. Chirac n'ait voulu, un an avant le 24 avril 1988, prendre quelques assurances en vue de l'élection présidentielle, dont le premier tour devrait se dérouler ce jour-là.

Demandant aux députés de sa majorité un vote « en toute clarté » et une confiance « active, dynamique et convaincue », M. Chirac n'a pas plus caché sa détermination d'être candidat à l'Elysée, l'année prochaine, qu'il ne l'avait fait à « l'heure de vérité », le 25 mars, et, le lendemain, lors de la journée d'études parlementaire du RPR à Saint-Germain-en-Laye. Mais, devant l'Assemblée nationale, il est allé un peu plus loin. Le « nouveau contrat », qu'il propose aux députés de la majorité, et qu'il considère comme conclu dès lors que ceux-ci lui ont accordé leur confiance, est bilatéral.

Le premier ministre s'engage même à le garantir par une clause de bonne entente. Il promet de façon formelle que, s'il devient président de la République en 1988, l'Assemblée nationale ne sera pas dissoute. Il le dit textuellement ainsi : « (...) Nous franchirons ensemble l'étape de 1988, et votre Assemblée, qui a été élue pour cinq ans, pourra continuer sa tâche au service de notre pays. » Aucun autre candidat potentiel à l'Elysée n'a pris un engagement aussi explicite. Une telle promesse, si elle a pu, sur le coup, faire sourire M. Raymond Barre et ses voisins d'hémicycle, est, sans aucun doute, de nature à faire réfléchir certains députés élus en 1986 à la représentation proportionnelle et qui ne sont pas assurés de retrouver leur siège au scrutin majoritaire, s'ils ne disposent pas d'un délai suffisant pour s'implanter dans leurs récentes circonscriptions.

Alors qu'il avait tenté de convaincre M. Valéry Giscard d'Estaing de dissoudre l'Assemblée nationale, en 1974, après son élection à la présidence de la République, M. Chirac s'engage à ne pas le faire lui-même s'il entre, l'an prochain, à l'Elysée. C'est que le premier ministre, se considérant

comme le chef de la coalition qui soutient son gouvernement, estime que, vainqueur de la compétition présidentielle, il n'aurait aucune raison de demander, alors, aux électeurs de lui donner une majorité parlementaire dont il dispose déjà et qui — le vote de « confiance » le confirme à ses yeux — est « la sienne ».

Un piège

Désireux, avant tout, d'assurer la continuité de son action — aujourd'hui à Matignon et, demain, à l'Elysée —, en s'appuyant sur l'union de la majorité, M. Chirac s'est gardé de toute provocation envers les centristes et les baristes. Il a préféré souligner sa constance dans la mise en œuvre d'une plate-forme de législature signée aussi bien par le RPR que par toutes les composantes de l'UDF, ce qui justifie qu'il n'y ait pas de « pause » dans son application. S'il a ignoré l'extrême-droite, M. Chirac a, aussi, voulu montrer qu'il est prêt à redevenir, en campagne électorale, un adversaire résolu des socialistes. Il a multiplié les condamnations législatives et contre la gestion des gouvernements de gauche. Voudrait-il ravir à M. Barre le titre d'« ennemi public numéro un », que le PS, lors de son congrès de Lille, a décerné au député de Lyon ? Contrairement aux autres candidats en puissance à l'Elysée, qui veulent faire de leur silence prolongé un atout, M. Chirac préfère abaisser son seuil de tolérance, se placer en position de challenger avoué, d'officier « leader de l'opposition de Sa Majesté », de façon que les concurrents de son propre camp fassent figure de contestataires, de briseurs d'unité et de troubleurs de la continuité.

Enfermer ses ennemis contestataires dans la sangle d'un tel engagement de responsabilité que le premier ministre s'est imposé à lui-même. Puisque la confiance « ne se découpe pas en tranches », comme dit M. Pierre Messmer, ou vous êtes contre moi, mais alors vous l'êtes tout de suite, ou vous êtes avec moi, et vous devez l'être jusqu'au bout.

Les baristes avaient depuis longtemps annoncé que la cohabitation institutionnelle était un piège pour la majorité. Ils ont la confirmation aujourd'hui que la cohabitation institutionnelle est un piège pour eux. Ils ne peuvent en être surpris.

Dans les coulours

« La chasse au Barre est ouverte »

« Qu'avez-vous pensé du discours du premier ministre ? » Le député bariste, ainsi hâté à la sortie de l'hémicycle, a répondu le pas en baissant le nez. Au passage, il lâche : « Je suis prêt à partir de tout ce que vous voudrez, sauf du discours de Jacques Chirac... Plus précis, un autre fidèle du député de Lyon explique que l'enthousiasme à voter la confiance était « plus élevé avant qu'après la déclaration du chef de gouvernement ». M. Jean-Marie Daillet (UDF, Manche) affirme, quant à lui, qu'il y avait pourtant dans le propos de M. Chirac « tout ce qu'il fallait pour convaincre » mais que pour autant le succès n'avait pas été « C'était trop long », avance-t-il, prudent, en guise d'explication.

Prononcée à la tribune, au pas de charge, la déclaration de politique générale de M. Chirac, n'a, à l'évidence, guère conquis les élus UDF, même si, dans la nuit, leurs votes sont tombés dans l'escarcelle du gouvernement. Les députés RPR ont, en revanche, chaleureusement applaudi leur leader. Dans les coulours de l'Assemblée, ils ont fait front, au prix parfois de quelques concessions sur le forme. « Je l'ai vu meilleur », estime M. Yvan Blot (RPR, Pas-de-Calais). Sur le fond — le contenu de la politique et l'union — c'était très bon. Mais le ton était peut-être un peu trop mécanique. Une réserve que M. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron) balaise : « C'était un bon discours bien, très éloigné d'un discours de candidat », affirme-t-il, alors que M. Jacques Toubon (RPR, Paris) y a vu au contraire « un discours offensif de campagne électorale ».

Quant à M. Raymond Barre, qui avait semblé, au moment des applaudissements, comme saisi

Le bariste M. François d'Aubert est prêt à admettre l'argument : « M. Longuet est plutôt chien fou qu'anti-bariste. » Et M. Toubon, justicier, de conclure : « M. d'Aubert a dit pire sur M. Lottard que ce que M. Longuet a jamais dit sur M. Barre. »

Léo Une banderole sympathique

Le secrétaire général du RPR ne va toutefois pas jusqu'à se prononcer sur l'opportunité d'une candidature de François Lottard à l'élection présidentielle : « Vous savez, il nous prendrait aussi des voix », insiste-t-il pour bien se démerquer des esprits malveillants qui soupçonnent le RPR de soutenir une candidature de M. Lottard pour torpiller celle de M. Barre.

« On cherche à gonfler une baudouche sympathique », affirme ce député bariste à propos d'une éventuelle candidature du ministre de la culture. « C'est un acte de désespoir du PR qui n'a aucune stratégie claire », enchaîne un autre, tandis qu'un troisième affirme que l'UDF « n'y résisterait pas ». Plus serein, M. Jean-Pierre Soisson admet que si M. Lottard veut se présenter, il n'a qu'à le faire : « Mais je n'y crois guère. D'ailleurs, sur cette question, ses amis sont plus déterminés que lui ».

M. Barre maintient pour sa part sa ligne de conduite en refusant de sortir de sa carapace. C'est aujourd'hui, affirmant encore ses proches, sa meilleure protection pour arriver le premier à l'Elysée devant les lèvres lancées à ses trousses.

PIERRE SERVENT.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Une motion d'irrecevabilité votée par la commission des lois de l'Assemblée

La commission des lois de l'Assemblée nationale n'a pas au terme de l'examen du projet de loi électorale sur la Nouvelle-Calédonie. En effet, réunie le mercredi 8 avril au matin, elle a voté par 17 voix contre 15 la motion d'irrecevabilité, jugeant le texte anticonstitutionnel, défendu par les socialistes et soutenu par les communistes.

Malgré une suspension de séance d'une vingtaine de minutes, le président de la commission, M. Jacques

Toubon, n'a pas réussi à faire en sorte que la majorité soit physiquement majoritaire au sein de celle-ci ; manquant notamment deux élus baristes, MM. Pascal Clément et Charles Millon.

Ce vote de la commission ne devrait pas avoir de conséquence sur le débat en séance plénière, qui débutera le vendredi 10 avril, les députés n'étant alors ni obligés de suivre les décisions de leur commission.

● PRÉCISION. — Le meeting de soutien au peuple canaque organisé le jeudi 9 avril, à 20 heures, à la salle de la Mutualité à Paris, n'aura pas lieu à la seule initiative du collectif Résistance (Le Monde du 8 avril), mais à celle de vingt-quatre partis, syndicats et associations de gauche et d'extrême gauche soutenant le FLNKS.

● M. Chirac en Guyane. — Le premier ministre se rendra les 18 et 19 avril en Guyane, où il visitera le centre spatial de Kourou ; il y rencontrera les élus du département et examinera les problèmes posés par les réfugiés du Suriname. M. Jacques Chirac sera accompagné des ministres des DOM-TOM, de la défense et de l'agriculture.

● ADDITIF. — Le nom de M. Louis Mermaz a été omis dans la liste du secrétariat national du Parti socialiste (Le Monde du 8 avril). Du courant mitterrandien (A), l'ancien président de l'Assemblée nationale a en charge les élections.

SCIENCE & VIE

WORD CONTRE WRITER PLUS

AVRIL 87

En librairie

Edmond Maire

Nouvelles frontières pour le syndicalisme

Des livres en mouvement

75 F

Editions **SYROS**

Le Monde

sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Tchémobyl : nouvelles inquiétudes en RFA

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

SUPER BLINDAGES ET BLOCS PORTES

TJN

Irlande 1 semaine de ferme : 1540 F

En Irlande, bonnes vacances ça se dit République Tours.

REPUBLIQUE TOURS

Prix par personne (base 4 personnes) : Bateau + voiture personnelle + 7 nuits : Avril-mai-octobre 87.

1, av. de la République 75011 Paris. Tél. : 43.55.39.30. Telex : 210.956.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e Téléphone : 46.33.51.23 / 43.29.03.71

Politique

Les nouvelles prisons ne seront pas privées

L'Etat s'engage à financer 3 000 places nouvelles en 1987 et 12 000 places en 1988

Malgré l'abandon du projet de prisons privées (nos dernières éditions) les difficultés demeurent. Difficultés immédiates liées à la surpopulation : les établissements pénitentiaires abritent aujourd'hui cinquante-trois mille détenus pour environ trente-cinq mille places. Incertitude quant à l'avenir : le garde des sceaux estime à « soixante-vingt-cinq mille » le nombre prévisible de prisonniers pour 1990. Il escompte ouvrir cinq mille places cette année, financées par les crédits accordés à la justice pour 1987. A cela s'ajoutent les quinze mille places promises au privé et qui seront finalement directement prises en charge par l'Etat (trois mille en 1987 et douze mille en 1988).

Lorsque l'on sait que dix mille places sont dans un piteux état et devront être fermées, force est d'en conclure que le plan du garde des sceaux reste insuffisant. Ce n'est pas de quinze mille places nouvelles dont l'administration pénitentiaire aurait besoin pour 1990, mais de trente mille minimum.

Ce calcul, basé sur les prévisions de M. Chalonon lui-même, relative-ment à ce qu'il présente aujourd'hui comme un succès attaché à MM. Ballardur et Juppé : « En quinze mois, se réjouit-il, je vais

lancer plus de places de prison que sous les gardes des sceaux qui se sont succédé depuis 1900. »

M. Chalonon ne recense pas comme un échec le soudain revirement du gouvernement. Mardi 7 avril après-midi, il a, en guise d'explication, rappelé aux sénateurs ce qu'il leur disait le 19 décembre 1986 : « Si, naturellement par un coup de baguette magique, je disposais demain de l'argent nécessaire pour construire immédiatement (...) quinze mille places et pour créer les postes nécessaires afin de les tenir, l'abandonnerais-je immédiatement le projet que je vous propose aujourd'hui. »

Avant de s'expliquer, mardi, devant la commission des lois du Sénat, puis, brièvement, dans l'hémicycle, le garde des sceaux avait fait diffuser un communiqué annonçant le changement de cap du gouvernement : « Devant l'actualité du problème pénitentiaire qui n'a cessé de s'aggraver au cours des derniers mois et encore depuis le dépôt du projet de loi, le gouvernement a décidé, d'une part, d'assurer par des fonds publics le financement de la construction des nouveaux établissements pénitentiaires qui abriteront les quinze mille places prévues, d'autre part de

réserver aux agents de l'Etat, les fonctions de direction, de greffe et de gardiennage. »

« Furent l'objet d'un appel à l'initiative privée la conception et la réalisation des ouvrages ainsi que toutes les missions et tâches autres que celles réservées aux personnels de l'Etat. Ainsi, cette solution conserve les avantages de célérité et de moindre coût que permet le recours à l'initiative privée au regard des solutions traditionnelles. »

Quatre lots

En clair, ce communiqué signifie que le gouvernement ne souhaite plus confier au privé que « la conception, la construction et l'aménagement des prisons ainsi que ce qui est déjà le cas dans certains établissements, que les tâches liées à la vie quotidienne des détenus : blanchisserie, repas, etc. Le rôle malgré tout dévolu au privé assurera, souligne le communiqué, la rapidité des opérations de construction grâce à une simplification des procédures et à un effort d'innovation qui permettra, « par l'effet de masse, une réduction sensible des coûts. »

Quatre lots représentant au total une trentaine de prisons seront

bien mis au concours. Les quinze mille places qui seront ainsi conçues par le privé nécessiteront l'embauche de plusieurs milliers de gardiens. Cinq mille, si l'on s'en tient au taux d'encadrement actuel : un surveillant pour trois détenus. Beaucoup moins, estime la chancellerie, qui espère, grâce à la surveillance électronique et à des estocques architecturales, réduire ce taux d'encadrement.

Cette nouvelle version du projet Chalonon ne satisfait qu'à moitié l'opposition. « La version l'empire », déclare M. Gilbert Bonnemaison, député national du Parti socialiste, chargé des questions de sécurité : « Une réflexion de fond s'impose, ajoute-t-il, cependant, sur le nombre de places de prison que l'utilité publique nécessite réellement de construire. »

M. Charles Lederman, sénateur (PCF) du Val-de-Marne, est plus critique encore, qui voit dans le projet du garde des sceaux la volonté « de privatiser et de faire des cadeaux somptueux aux grandes entreprises capitalistes. »

Comment le gouvernement envisage-t-il de financer les quinze mille places retirées au privé ? « Trois mille places, explique M. Chalonon dans un entretien

publié dans le *Quotidien de Paris* du 8 avril, seront payées sur le budget de 1987 par un décret d'avance. Les douze mille autres places seront prévues sur le budget 1988. »

Pourquoi la Rue de Rivoli s'est-elle ralliée à cette solution ? Parce qu'elle a refait ses calculs, que les finances publiques ne sont « redressées » et qu'elle est « toujours hostile, par principe, à des financements qui s'apparentent à du crédit-bail », a expliqué le garde des sceaux.

Autonomie financière

A cette explication, M. Chalonon en a ajouté une autre : il était impossible, malgré les vœux de la majorité du Sénat, de faire coïncider dans ce qui aurait été des établissements privés « deux types de personnels, l'un fonctionnaire, l'autre salarié d'une entreprise ». En bon « manager », ainsi s'auto-apprécie-t-il, M. Chalonon a finalement compris que cette solution, destinée à rendre le projet constitutionnellement présentable, aurait engendré des difficultés insurmontables.

Des dix-neuf articles que les sénateurs s'apprêtent à examiner mardi, il n'en restait qu'un après le

revirement surprise du gouvernement. A cet article unique, M. Chalonon en a ajouté trois visant à préciser les contours de son nouveau projet.

En particulier, ce projet prévoit que les prisons pourront « être érigées en établissements publics nationaux (...) dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière ». Ces établissements seront dotés d'un conseil d'administration où siègeront des personnalités extérieures à la prison et à l'administration, ce qui, en soi, est une bonne chose. L'administration pénitentiaire souffre d'être retranchée du monde extérieur.

Interrompu, mardi à 19 h 30, après la brève explication du ministre, les débats dans l'hémicycle devaient reprendre ce mercredi à 18 heures, pour peu de temps, le projet étant désormais vidé de sa substance. L'opposition entend bien cependant utiliser le « recul » du gouvernement sinon pour obtenir un retrait du texte comme le souhaite M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS), du moins pour obtenir des explications sur la nature et le montant des crédits promis, ainsi que des précisions sur la part qui reste, dans ce projet, dévolue au privé.

A. Ch. et B.-L. G.

Le « calvaire » de M. Chalonon

Le garde des sceaux vit un calvaire. Après la mise entre parenthèses de la réforme du code de la nationalité, voici abandonné le projet de prisons privées. A chaque station de son chemin de croix, M. Albin Chalonon se relève cependant, démentant du même coup les rumeurs sur sa démission, chaque fois un peu plus instantanées.

Il y a du saint Sébastien à vouloir ainsi défendre un projet qui, pourtant, ne lui dit rien qui vaille, le code de la nationalité, et à faire sienne la voix-face de la rue de Rivoli : tantôt il n'y a pas d'argent pour les prisons, tantôt il y en a.

Stoïque, le garde des sceaux encaisse, par solidarité, mais surtout parce que ces textes sont aussi les siens. Son empreinte était manifeste sur le projet de privatisation dont il a, avec insistance, entretenu l'abandon, mardi 7 avril dans les couloirs du Sénat, au gouvernement et au premier ministre, comme pour se défendre.

Sur ce projet, il n'y aurait pas reculé de sa part. Il se serait produit le « coup de baguette magique » qu'il appelle de ses vœux le 19 décembre 1986 au Sénat, ce « redressement des finances publiques » qui autorise aujourd'hui des largesses en faveur de l'administration pénitentiaire. Bref, le garde des sceaux aurait, à force de persuasion, remporté une victoire.

Les raisons de cette valse-hésitation doivent cependant être cherchées rue de Rivoli, où siège le Conseil constitutionnel, plutôt que rue de Rivoli, où régnent MM. Ballardur et Juppé. A force de vouloir contourner M. Badinter et ses collègues, en effet, la majorité sénatoriale, approuvée par M. Chalonon, avait fini par mettre au monde un système hybride où seraient coexistés, dans les mêmes prisons, des fonctionnaires et des salariés du privé.

Le projet était bittard et il a avorté. Les autres raisons de son abandon tiennent à la singularité

d'un texte qui aurait distingué la France des vingt autres pays membres du Conseil de l'Europe. Ces Etats se sont interdits de doter leurs prisons de gardiens privés et la France commençait à être montrée du doigt.

Mauvaise image

A l'exception des directeurs de prison, les syndicats pénitentiaires étaient opposés au projet Chalonon. Cette opposition s'était faite plus discrète ces derniers temps, mais elle subsistait. Or tous les gardes des sceaux l'ont éprouvé, on ne gère pas les prisons contre les surveillants. Il est dangereux d'ajouter à la grogne latente des détenus celle du personnel, sinon c'est l'explosion.

Les obstacles rencontrés par M. Chalonon sur sa route n'étaient pas insurmontables. A force de s'accrocher, ils le devenaient. Le pari était trop risqué. Le gouvernement s'en est rendu compte un peu tard, mais à temps.

A ce sens politique, succédant à des mois de myopie, le garde des sceaux ajoute une explication en forme de justification : sans le projet de privatisation et les débats qu'il a suscités, le gouvernement ne serait pas disposé à lui accorder, aujourd'hui, ce qu'il lui refusait hier. L'opinion, c'est-à-dire les contribuables venant elle aussi désormais les prisons d'un autre côté.

Seul ce résultat compte, semble dire le garde des sceaux. Cet effort en faveur des prisons, vingt mille places en deux ans, aucun de nos prédécesseurs ne l'a obtenu de l'Etat, a-t-il répété mardi. Tant pis s'il passe pour une victime expiatoire. Tant pis si, en termes d'image, l'effet est désastreux pour lui. Le monde pénitentiaire, croit-il, vaut bien ce sacrifice.

BERTRAND LE GENDRE.

Renvoi au budget de 1988

La décision prise par le gouvernement de continuer à financer les prisons sur fonds publics n'a pas guère de conséquences pour le budget de 1987. Il faudra trouver 150 millions de francs de crédits de paiement supplémentaires, ce qui ne devrait pas poser de gros problèmes. En autorisations de programme, les sommes à inscrire en dépenses de cette année sont plus importantes : 310 millions de francs. Mais ces « autorisations de programme », qui sont des promesses de dépenses, ne font qu'engager l'avenir. Elles ne correspondent pas à des dépenses réelles pour cette année.

Reste que la décision du gouvernement aura des conséquences financières importantes pour le budget de 1988 et des années suivantes. Ces dépenses nouvelles vont devoir maintenant être prises en compte dans la préparation de la future loi de finances, à laquelle il sera demandé beaucoup de choses : des baisses d'impôt, une réduction du déficit public et, économiquement, des mesures nouvelles.

Paradoxalement, le maintien d'un financement public était demandé depuis quelques semaines par MM. Ballardur et Juppé pour les prisons. Autant la Rue de Rivoli avait été favorable au projet Chalonon de privatisa-

tion des prisons lorsque celui-ci correspondait à une concession totale au secteur privé, autant MM. Ballardur et Juppé s'étaient déclarés hostiles à la nouvelle formule du garde des sceaux, qui prévoyait la coexistence des responsables du public et du privé. Ce paroxysme avait été injustifié, selon les finances, qui ne déclaraient incapables de rédiger de façon satisfaisante un traité de concession. Comment concilier le droit qui aurait eu les directeurs de prison — des fonctionnaires — de prendre des décisions ayant un coût financier (amélioration de la nourriture, par exemple) avec la nécessité pour le privé de les assumer.

Le risque était grand de voir se développer des tensions permanentes entre niveau public et niveau privé, le premier décidant, le second assumant les conséquences de ces décisions.

La Rue de Rivoli semble d'autant plus satisfaite de la décision qui vient d'être annoncée que les prisons seront achetées par l'Etat « clés en main » et que son coût de fonctionnement sera très sensiblement réduit (50 % dit-on) après les études faites par le secteur privé qui auront finalement profité à l'administration.

A. V.

Les réactions

« LES SURVEILLANTS (FO) : « Une grande victoire. » — M. Jacques Valette, secrétaire général du Syndicat national des personnels de surveillance (FO), majoritaire dans la profession, ne cachait pas sa satisfaction, mardi 7 avril, peu après qu'on eut appris l'abandon du projet de privatisation des prisons. « Une grande victoire », déclarait M. Valette, qui rappelait l'opposition de son organisation au plan Chalonon. « C'est exactement ce que nous demandions. »

« LES DIRECTEURS (FO) : « Favoriser la réinsertion des détenus. » — M. Jean-Pierre Martineau, secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction de l'administration pénitentiaire (FO) nous a fait la déclaration suivante : « Nous prenons acte du coup de baguette magique, qui a permis

au garde des sceaux, au nom du gouvernement, de présenter au Sénat une version du projet de loi d'habilitation des prisons qui prend en compte les observations formulées par notre organisation syndicale (...). Nous souhaitons que les propos d'Albin Chalonon sur la mission de réinsertion de la prison ne soient pas qu'un simple discours. Pour ce faire, nous estimons que, lors du concours que le ministre de la justice s'apprête à lancer, il conviendra de prendre en compte, pour juger du projet des entreprises, non seulement la construction et l'aménagement des prisons, mais aussi les moyens que les opérateurs privés sont prêts à consacrer pour favoriser la réinsertion des détenus, en instituant des critères de sélection basés sur le mieux social et culturel. »

Au Sénat

M. Ballardur magicien

Le Sénat, tout acquis qu'il soit au gouvernement, lui réserve de mauvaises surprises. A croire que les textes examinés au palais de Luxembourg en priorité avant l'Assemblée nationale sont frappés de mauvais œil. Le projet de loi sur les prisons privées est venu s'ajouter, dans cette catégorie, à celui sur la communication ou encore à celui relatif aux universités. De quoi inquiéter, entre parenthèses, M. Yves Galland, appelé à défendre prochainement la réforme de la fonction publique territoriale.

Faire avaler la pilule de l'introduction du privé dans le système pénitentiaire n'avait pas été facile. M. Albin Chalonon s'était laissé convaincre par la majorité de la commission sénatoriale des lois, en particulier par son rapporteur, M. Marcel Rudloff, sénateur centriste du Bas-Rhin, de la rendre plus digeste.

Ce premier « recul » ne laissait toutefois pas présager qu'il y en aurait un second. A Saint-Germain-en-Laye, le 26 mars, le ministre de la justice avait opposé une fin de non-recevoir au souhait de M. Pierre Mazeaud, élu RPR de Haute-Savoie, de spécifier l'affectation dans les établissements en fonction de la catégorie de détenus, condamnés ou prévenus. Le garde des sceaux insistait encore sur l'« équilibre » des dispositions.

Mieux même, M. Albin Peyrefitte, le mardi matin 7 avril, faisait part au micro d'Europe 1 des critiques que lui inspirait la perspective d'une gestion confiée au privé.

Crainte des fondres du Conseil constitutionnel ? Conviction de l'opposition résacée du président de la République à la privatisation dans ce domaine, rappelée lors de l'émission « 7 sur 7 » du 29 mars ? Ou décision d'éviter au début de session toute provocation à l'égard des parlementaires de la majorité, notamment des barbares, qui, après M. Simone Veil, s'étaient montrés méfiants, et d'enlever quelques motifs à la gauche pour se lancer dans une bataille d'amendements (quelque 255, y compris ceux de la commission des lois, avaient été déposés au Sénat) ?

Le tout a certainement dû jouer. Reste un mystère : comment ce qui n'était pas possible l'est-il devenu grâce au « coup de baguette magique » de M. Edouard Ballardur ? Sur ce terrain, M. Rudloff qui s'était entretenu de ce sujet dans sa ville de Strasbourg, il y a trois semaines, avec M. Alain Juppé, avait senti comme un frémissement dans l'attitude jusqu'à l'irréductible des finances. De là à imaginer que le ministre d'Etat prêtait à M. Ballardur le rôle de la bonne parole, que de laisser jouer aux fonds privés un rôle dévolu à l'Etat, il y avait pour le moins une marge.

Bras de fer

Magicien Ballardur ou apprenti sorcier Ballardur ? Le surpeuplement carcéral, avec tous les germes d'implosion qu'il suppose, ne date pas d'aujourd'hui. Que le gouvernement ait fait de la sécurité l'un des piliers de son programme n'est pas récent. Que la combinaison des deux suppose une volonté de trouver une solution était évident. Apparaître aujourd'hui comme celui qui règle — mais le règle-t-il tout à fait ? — un problème après avoir contribué à le créer en refusant un effort sur les deniers de l'Etat n'est certes pas de nature à améliorer l'image de cohérence d'un gouvernement.

Quant à la concertation tant vantée, elle est frappée aussi. La majorité, certes sans enthousiasme, avait fait sienne l'idée de privatisation, même si elle s'apprêtait à y mettre des garde-fous et si, pour beaucoup de ses responsables, elle n'y voyait qu'une solution « provisoire » à une difficulté conjoncturelle. Elle n'a guère été consultée sur l'arbitrage rendu. Il n'empêche qu'elle met une bonne volonté loisible à transformer l'affaire en « succès », préférant retenir la fin, la construction de nouvelles prisons, que la volte-face quant au choix des moyens.

Reste aussi l'ironie sur la manière de gouverner que masque la méthode d'un bras de fer entre l'Etat et la place Vendôme, plutôt anti-collaborationniste, et celui de la rue de Rivoli, tout acquis à la coexistence.

ANNE CHAUSSEBOURG.

“DECOUVERTES”
MERCREDI 8 AVRIL
18H - 20H

SPECIAL “NOUVELLE CALEDONIE”

JEAN-PIERRE ELKABBACH
RECOIT :

JEAN-MARIE TJIBAOU
Président du F.L.N.K.S.

YEWENE YEWENE
Président de la région des Iles Loyales (F.L.N.K.S.)

DICK UKEIWE
Président du Congrès, Sénateur R.P.C.R.

JACQUES LAFLEUR
Député R.P.C.R.

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS, A CHAQUE INSTANT

كل من ربح

سكنى من الامم

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Un catalogue, une exposition

Rodin, l'invention des marbres

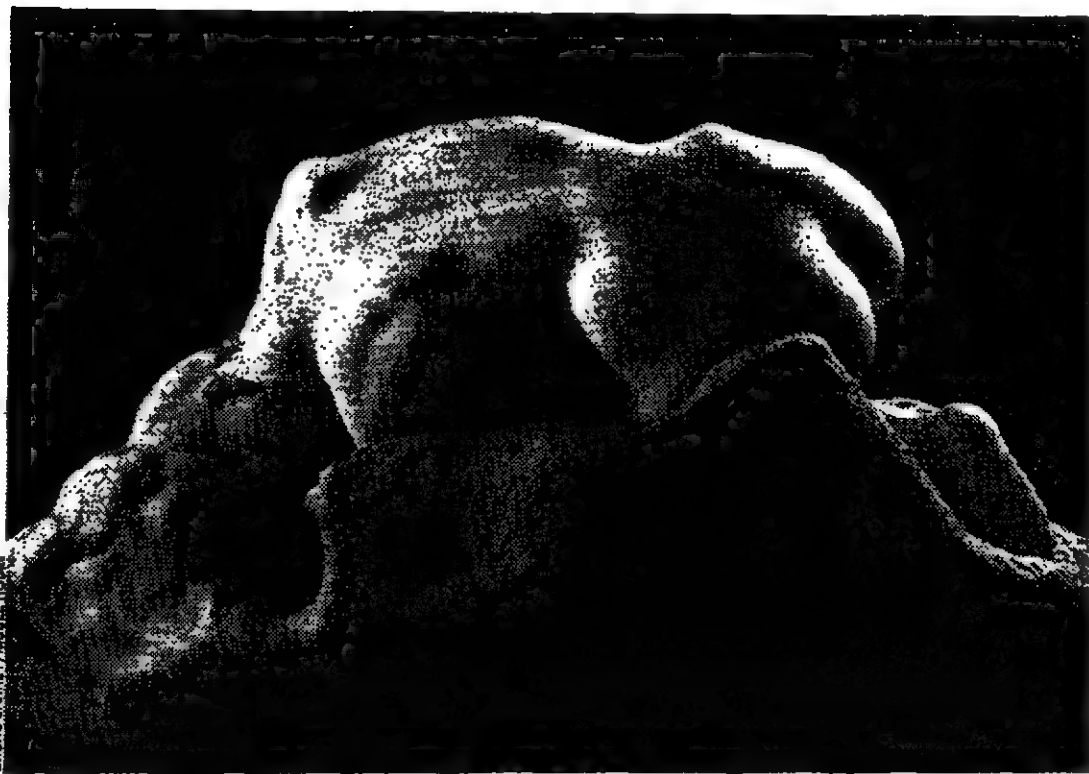
Les marbres de Rodin font peau neuve. Ils entraînent une nouvelle approche, un nouveau regard sur cette partie tant décriée de l'œuvre.

EN 1919, l'année même où l'hôtel Biron devenu musée de la donation Rodin ouvrait ses portes au public, l'affaire des faux éclata. Il concernait bronzes et marbres, en particulier la saie peu après la mort de Rodin de plâtres et de marbres exécutés par le sculpteur Jochery et abusivement signés. A l'occasion de son procès, auquel la presse fit largement écho, le public découvrait que Rodin, pour honorer les commandes qui affluaient à la fin de sa vie, s'entourait d'une flopée de praticiens.

On parla d'usine. On ignorait tout de la pratique courante de la taille confiée à des assistants, sous la surveillance de l'auteur du modèle. Et finalement on contribua à faire une mauvaise réputation aux marbres de Rodin. En particulier à ceux de la donation dont une bonne partie étaient considérés comme des œuvres inachevées.

L'oubli de Rodin jusqu'à ces derniers temps ne risquait pas d'inciter les exécutés de son œuvre, s'il en fut, à s'y intéresser, qui avaient déjà fort à faire avec la partie sûre de sa production de bronzes : puisqu'ils n'étaient pas finis, puisqu'ils n'avaient pas été taillés par lui, les marbres ne pouvaient avoir été l'objet de soins particuliers de Rodin, ni d'une recherche spécifique, ni d'une évolution.

C'est pourtant tout cela qui ressort aujourd'hui du travail de recherche effectué par Nicole Barbier pour l'établissement du catalogue raisonné des quarante-dix-neuf marbres de la collection du musée dont la publication est accompagnée d'une exposition de quarante-huit d'entre eux dans l'ancienne cha-



La Danse

pelle de l'hôtel. Les autres sont restés dans les salles de présentation permanente parmi les bronzes, et sous l'auvent, dans le jardin, où l'on peut avoir aussi le monument à Victor Hugo ramené de Meudon.

Tous ont été débarrassés de leur couche de cire et de la crasse accumulée à force d'être carressés par les visiteurs inspirés par les creux et les rondeurs frémissantes de tel ou tel sujet (en particulier la Danse). L'événement est là aussi, dans cette blancheur retrouvée qu'aimait Rodin, dans ce nettoyage qui nous invite à revoir complètement les œuvres, dont chacune a fait l'objet d'une enquête serrée qui n'a pas encore nécessairement débouché sur des certitudes.

Les choses se sont révélées beaucoup plus complexes qu'il n'y paraissait lorsque la conservatrice a entrepris, parallèlement au

tri des plâtres et des moulages du fonds de l'atelier de Meudon, d'étudier les marbres en partant des archives innombrables laissées par Rodin (et dont le classement avance, comme en témoigne la publication récente du tome II de la correspondance) afin de retrouver, en particulier, les collaborateurs du sculpteur, et de pouvoir dater les œuvres en fonction de leur réalisation effective.

Ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Le seul essai de mise en ordre existant, réalisé dans l'entre-deux-guerres par O. Grappe, s'appuyait sur la date des plâtres et des moulages. Les études américaines récentes ont aidé Nicole Barbier à cette révision qui s'avère parfaitement justifiée quand on sait qu'effectivement entre un plâtre et sa réalisation en marbre il a pu s'écouler dix ans et plus, que de l'un à l'autre il peut y avoir eu

d'étonnantes variantes et métamorphoses.

Des métamorphoses voulues par le sculpteur qui surveillait de très près l'exécution des pièces, comme toutes les notes des praticiens le confirment, jusqu'à Bourdelle et Despiau. Quand on sait comment Rodin travaillait, associant souvent des éléments repris dans l'immense réserve de formes qu'il s'était constituée à l'époque de ses recherches autour de la *Porte de l'enfer*, prenant ici des mains, là un torse, ailleurs une tête, greffant, arrangeant, composant dans l'espace, son but, sa passion, plutôt que de s'enfermer à dégrossir, poncer ou polir. La *Convalescence* est un exemple de ces jeux associatifs qu'on nomme aujourd'hui assemblages, mais qui n'étaient pas alors pratique courante. La *Convalescence*, dont le plâtre est exposé en regard du marbre, en est un autre exemple

très probant : sur le socle moulé dans une caisse de bois, des mains dépareillées sont associées au beau visage de Camille Claudel.

Cette nouvelle datation a permis à Nicole Barbier de dégager une évolution dans le traitement du marbre. En trois temps.

Premier temps : avant 1890, Rodin, encore tributaire des convenances académiques, peaufine le détail (ou le fait peaufiné), veut des volumes finis, les dégage du bloc, reste dans la ligne Carpeaux. Voir le buste de M^{me} Roll, et encore plus tard la première version du *Fugit Amor*, sujet symboliste par excellence, traité par nombre de confrères : une époque où Rodin, fort décoré, cherche à susciter des commandes par un travail « convenable ».

Deuxième temps : entre 1890 et jusqu'au lendemain de l'Exposition de 1900 ; le sculpteur, dont le succès grandit, s'échappe des conventions tout en inscrivant des feuillages, des objets, des accessoires dans ses envolées de corps.

ques, pour satisfaire à la morale puritaine de son temps.

L'exposition de la chapelle permet de suivre cette progression dans l'abstraction, dans une sorte de rêve de chair neigeuse en suspens dans le marbre à peine dégrossi, extrait d'un chaos originel - celui de Michel-Ange revisité marqué de mille morts et de mille traces de vie d'une manière en devenir, en perpétuel mouvement. On partait apparemment en relief les traces du travail de conception et de réalisation - ces trous et ces renflements des points de repère nécessaires à l'exécution du modèle que tout sculpteur classique supprime - quand par ailleurs les traits, les visages, les volumes se fondent dans la masse, et le poudroiement du marbre, dont le ponçage a été arrêté juste avant qu'il puisse attraper des reflets. Toutes choses qui, avec les nombreuses griffures ajoutées aux défauts non dissimulés des blocs, se percevaient mal avant le grand nettoyage.

Comment dès lors ne pas voir dans ces marbres, plutôt que des inachevés (quelques-uns le sont, mais c'est évident, et le plus souvent cela a été dûment consigné dans les archives), l'ultime conquête de l'artiste : montrer la priorité de l'idée sur le faire, celle de l'ensemble sur le détail. Un beau pied de nez aux sculpteurs académiques. Et de refaire sans cesse le geste premier du modeler de corps, avec le « doigté de la main de Dieu », comme l'aurait dit Bernard Shaw, mais à propos des bronzes.

GENEVIEVE BREERETTE.

* Musée Rodin, jusqu'au 31 août. L'exposition réunit plusieurs inédits ainsi qu'un ensemble de marbres illégitimes. Catalogue : 220 F.

Hippolyte Bayard au Palais de Tokyo

Le chevalier de l'ombre

Un livre et une rétrospective rendent hommage au conquérant qui a inventé la photographie moderne, reproductible sur papier.

TORSE nu, doigts joints, tête inclinée, le cadavre de l'homme étendu sur un linge n'est visible qu'en flou. Oublié de l'histoire, Daguerre et Nicéphore n'ont partagé le gloire de l'invention. Hippolyte Bayard, après trois ans d'âpres recherches, s'est noyé par dépit. Qu'on se rassure pourtant. Ce portrait d'un machabé est une mise en scène, le seul moyen qu'il trouva l'infortuné inventeur pour cerner sa tristesse et sa rancœur devant l'ingratitude officielle.

File d'un jupe de paix, fier de pêche, Hippolyte naît en Picardie, à Brateuil, le 20 janvier 1801. Etudes sérieuses en province, monnaie à Paris et entrée comme fonctionnaire au ministère des finances tracent le parcours type d'un jeune homme aventureux, timide et pondéré. Peintre du dimanche, avec son ami Geoffroy qui sera pensionnaire au Français, il fréquente les milieux artistiques, admire les premiers œuvres de Daguerre fixées sur plaque argentique.

Le 20 janvier 1839, à trente-huit ans, en secret, Bayard se livre à tâtons à une série d'essais. Nommées « dessins photographés », les épreuves (négatives) qu'il réalise sur papier à lettre ordinaires précèdent de six mois les trouvailles du Londonien Fox Talbot. Requirant une pose de vingt minutes, un loup d'impression d'une heure environ,



Les moulins de Montmartre (1842)

elles produisent magiquement ces éblouissants et bouleversants résultats : des visages de la chambre noire, le motif né de la lumière est bien là, noir, net et défini, positivement imprimé sur le papier.

Sacré par Arago, l'impitoyable plébéien, nullement les lors des fêtes de charité, expose ses travaux en public. Ce sont des vues presque aériennes de la capitale, et des plans de figurines qu'il collectionne, saisis du toit de son ministère. La reconnaissance cependant est lointaine. Six cents francs lui sont royalement octroyés pour acquiescer un objet et une chambre convenable. Submergé par le

succès envahissant du daguerrétype, cet amateur dans l'âme, en profite pour accomplir dans l'ombre une œuvre personnelle. Dans des cadrages d'une modernité rare, assez surprenante, il happe les fameux moulins de Montmartre, comme l'Arc de triomphe en plein ciel, une tour, pense sa mélancolie par des autoportraits intimes, dans son jardin ou en studio, que complètent des natures mortes et des simili scènes de genre.

Membre fondateur de la Société française de photographie, en compagnie de Mestral, Le Gray, Le Secq et Mestral, il sillonne aussi la France pour la mission héliographique créée à son initiative. Fidèle à sa réputation, il perd la quasi-totalité des documents inestimables accumulés sur les trésors architecturaux de Seine-et-Oise et du Calvados. Sans interrompre ses expérimentations qu'il agrémenta de multiples expertises, il faut mettre encore à l'actif de ce boulimique accablé par le sort, la découverte de la diapositive (destinée à être vue par transparence), les premiers calotypes ainsi qu'un brevet concernant la photographie en relief.

Décoré en 1863 de la Légion d'honneur, qui, après tant de pertes et d'ignorance, rend hommage à son esprit hardi et à sa création, Bayard malade et retiré, réfugié à Nemours où il retrouve son vieil ami Geoffroy, meurt à quatre-vingt-six ans, conscient d'avoir été une figure-phare de la photographie française, un des protagonistes actifs de son âge d'or.

Espérons savants, Michel Frizot et Jean-Claude Gautrand ressuscitant la personnalité d'Hippolyte Bayard dans un magnifique album (1), au format carré, plaisant, instructif et richement illustré. Ce sont eux aussi, qui, à partir des fonds de la Société française de photographie, ont conçu l'exposition de quarante-trois tirages à l'albumine, réalisée par la Maison de la culture d'Amiens et accueillie au Palais de Tokyo (2) par la Mission du patrimoine. Par ses tons rouilles, violacées ou roses, au charme si particulier, elle fait bien revivre l'apport capital de ce Don Quichotte du négatif, héros de papier qui bataillait vaillamment toute sa vie, sans crainte d'affronter les moulins de l'oubli.

PATRICK ROEGERS.

(1) *Hippolyte Bayard*, naissance de l'image photographique, avec une étude de Jean-Claude Gautrand et un essai de Michel Frizot, éditions Trois Cailloux, Maison de la culture d'Amiens, 240 pages, une centaine de reproductions, 295 F.

(2) Hippolyte Bayard, exposition dans les salles du Patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris XVI^e, jusqu'au 31 mai, en compagnie de « Paul Nadar au Turbotas ».

70 mm, 8 pistes, VO, DOLBY STEREO ;
BAUMONT AMBASSADE - GRAND WESTAGE - ECUSSAL PANORAMA
35 mm VO, DOLBY STEREO ;
BAUMONT OPERA - CAUMONT LES HALLES - 14 JUILLET ODÉON - 14 JUILLET BASTILLE
14 JUILLET BEAUMONT - SAINT-MICHEL - LES MALLOTS
35 mm VF, DOLBY STEREO ;
BAUMONT OPERA - REX - WEPLER PATHE - GAMBETTA - FAUVETTE
BAUMONT ALESA - BAUMONT CONVENTION - MONTPARNASSE
PÉRIPHÉRIE ;
BAUMONT EURY - BAUMONT QUART BOULOGNE - PATHE CHAMPORY
BELLE-ÉPINE PATHE THIAIS - ANEL RUEIL - CIL SAINT-GERMAIN - A TEMPO LA DÉFENSE
FRANCOIS - CHARENT - ALPHABET ARISTIDE - VELVET - ARTS MAIRE
CAMEROUN PARTIR - ARTS CÉTEL - NOUVEAU - VERSAILLES - PARIS 12

un somptueux policier d'atmosphère, un brillant dialogue, des acteurs magnifiques. LE POINT.

MICKY ROURKE - ROBERT DE NIRO - LISA BONET



ALAN PARKER
ANGEL HEART
AUX PORTES DE L'ENFER

MARIO KASSAR - ANDREW VAINA - MICKY ROURKE
ALAN PARKER ANGEL HEART
LISA BONET - CHARLOTTE RAMPLING - TREVOR JONES - MICHAEL SEKESIN
FRANCOIS - CHARENT - ALPHABET ARISTIDE - VELVET - ARTS MAIRE
CAMEROUN PARTIR - ARTS CÉTEL - NOUVEAU - VERSAILLES - PARIS 12
ALAN PARKER - ALAN MARSHALL - ELLIOTT KASTNER - ALAN PARKER

Tournages

La fréquentation des salles de cinéma baisse régulièrement, mais le cinéma, par l'intermédiaire du petit écran, fait désormais partie de la vie quotidienne.

C'est la drogue douce des jours gris, l'invitation au voyage, à l'exotisme des paysages, à celui des temps passés — et parfois même à venir, — l'exotisme des plongées sans risques dans les bas-fonds de l'âme et des villes.

Barbet Schroeder s'est exilé à Los Angeles, le temps de tourner *Barfly*, avec Mickey Rourke et Faye Dunaway, un scénario de Bukowski : les bars sont des vrais bars, les poches sous les yeux sont authentiques, mais les cheveux de Mickey Rourke sont soigneusement salés par le maquilleur.

Comme ceux de Richard Berry dans la moiteur de Cayenne. Richard Berry qui tourne sur place, avec Anna Karina dans le second long métrage d'Alain Maline, *Cayenne Palace*, l'histoire d'un fils de bagnard à la recherche de son père. Et du passé.

Comme Tacchella à la recherche de sa jeunesse, tournant *Eden Palace* : cette fois, il s'agit d'un de ces cinéastes du samedi soir où les fans viennent se gorgés des yeux d'images, et rêver qu'un jour, à leur tour...

Le cinéma, c'est toujours l'usine à rêves. — C. G.

« Cayenne Palace » en Guyane



Richard Berry.

Ce dernier Mardi-Gras, tandis que déclinait la lueur saturée d'humidité d'une journée équatoriale, une petite armée de mercenaires, quarante hommes et femmes de diverses nationalités, Français et Guyanais mais aussi Belges et Hollandais, affilaient leurs armes à quelques mètres du port de Cayenne. Il s'agissait pour eux d'enlever le roi du Carnaval à l'affection délicate des siens.

Quarante contre dix mille : un metteur en scène, Alain Maline, qui tourne en Guyane son second long métrage, *Cayenne Palace*, depuis les premiers jours de février, une poignée de comédiens emmenés par Richard Berry, Xavier Deluc, Jean Yanne, Anna Karina et une jeune première en deuxième année du Conservatoire, Olivia Bruneau, secondés avec ferveur et abnégation par une équipe de « décos, machinos et autres électros » que n'a pas rebutés un salaire calculé sur le minimum syndical avec intéressement au succès — à cette heure hypothétique — de l'entreprise.

Quarante contre dix mille, venus de toute la Guyane, Blancs, Indiens, Brésiliens, Djukas, Bushis noirs, de tous âges, tailles, couleurs, travestis de rouges et d'ors, célébrant enfiévrés de la « diablance », dernière nuit de Vaval avant sa fin cruelle, le jour des Cendres.

Du premier dimanche après l'Épiphanie jusqu'au mercredi des Cendres, d'abord insidieusement puis plus ouvertement, le temps guyanais est suspendu, toute activité paraît subsidiaire en regard de la cour due à sa majesté Vaval.

C'est le moment que n'a pas vraiment choisi Alain Maline pour mener à bien son projet vieux de deux ans déjà. Pas vraiment, car, avec plus de chance et d'argent, il aurait pu entamer son tournage plus tôt. « Ce projet a émergé beaucoup de gens, confie sans aménager cet homme qui aura bientôt quarante ans. Le cinéma est un métier où l'on se réjouit quand les films des autres ne marchent pas. Un grand producteur parisien m'a même

demandé de continuer de jouer dans la cour des petits. J'ai eu du mal à trouver de l'argent, à bouclier mon casting. Si j'ai pu enfin me lancer dans l'aventure, c'est grâce à quelques vraies rencontres. La première a eu lieu avec Yves Cardoso, qui était jusqu'aux derniers législatifs directeur de la communication de la Société européenne de population (SEP). Cette entreprise construit les moteurs d'Ariane et exerce donc une partie de son activité en Guyane. Grâce à la loi sur le mécénat, signée auparavant par Jack Lang, la SEP a pris en charge le repérage du film l'an passé et m'a accordé près de 1 million de francs qui ont tout enclenché. »

Plus tard, Alain Maline a obtenu sur dossier l'aide du CNC aux jeunes producteurs : 200 000 francs. Cela n'était bien sûr pas suffisant pour commencer le tournage. Tout en continuant ses recherches de financement, il en profite pour aller au théâtre et rencontrer à l'automne le comé-

dien Richard Berry, qui joue à la porte Saint-Martin 8 29 d'Alain Page. « Il a accepté de travailler avec moi à la condition que le scénario soit revu par un homme de talent, Bruno Tardon. Ce qui a été fait. »

Quelques temps après, Alain Maline est présenté à Philippe Diaz, jeune producteur du film de Leon Carax, *Mauvais sang*, qui n'avait pas encore reçu le prix Dailly 86. Tous deux décident de s'associer à 50/50 pour *Cayenne Palace*. Alain Maline apporte le million de francs de la SEP, les 200 000 francs du CNC, ainsi que près de 800 000 francs d'argent propre escomptés sur son appartement de Paris et sa maison de campagne. Philippe Diaz mise pour sa part 2 millions de francs au titre de sa société, Plain Chant, et entraîne avec lui un producteur suisse, Georges Reynard, qui, pour 1,5 million de francs, entre dans la production en échange d'un à-valoir sur les ventes à l'étranger. Le tournage peut commencer, et, le 1^{er} février dernier, comédiens et

techniciens partent pour Cayenne. Le deva du film est fixé à 15 millions de francs. Tandis qu'Alain Maline tourne en pleine jungle les premières et stupéfiantes images du film, Philippe Diaz poursuit à Paris ses pourparlers avec des coproducteurs éventuels.

Les rushes envoyés de Cayenne l'aident considérablement. Avec eux, il échoue de convaincre René Bonnel, responsable du cinéma sur Canal Plus, qui décide d'acheter les droits télé et d'allouer à la production un à-valoir de 4 millions de francs. *Cayenne Palace*, jusqu'ici projet chimérique de jeunes turbulents, devient un vrai film. Le CNC, quelques jours plus tard, lui accorde son agrément — celui-ci permet aux producteurs d'escompter leurs traités auprès des bailleurs, — et Philippe Hellman, l'un des responsables d'UGC, seale contre l'avis des siens, après six mois de discussions, accepte de distribuer le film, et accorde un à-valoir de 2 millions de francs sur les recettes en salle.

« Quand nous sommes arrivés en Guyane, raconte Alain Maline, seule la première semaine de tournage était financée. Comédiens et techniciens ont tous accepté de travailler jour et nuit et d'oublier les dimanches. Après trois semaines de tournage dans la forêt amazonienne, trois semaines de vie collective sans aucune intimité, de couchage dans des hamacs, de bouffe imaginée avec les produits de la jungle, nous nous sommes retrouvés dans un restaurant de Cayenne et tout le monde a dansé et chanté autour et sur les tables... »

Cayenne Palace est une aventure en même temps qu'un film d'aventures. « Le spectateur explique Alain Maline, a envie d'aventure vraie. Pour le saisir, il fallait la vivre nous-mêmes. C'est ce que nous avons fait. Bien sûr, j'aurais aimé avoir plus de confort, de crédits, ne serait-ce que pour mieux payer

les gens. Mais j'aimerais que tous ceux qui travaillent avec moi soient toujours associés à la production. »

« Le scénario de Tardon est assez hyperréaliste et suit une ligne droite. Noël (Richard Berry) quitte Paris pour retrouver son père, ancien bagnard qu'il croyait mort, quand il apprend par son demi-frère Mathieu (Xavier Deluc) qu'il est vivant. Le thème des deux frères est sublime. L'enquête de Noël ne relève ni de la justice ni de celle d'un filic. Il essaie d'assembler les pièces d'un puzzle et, plus il avance, plus le film devient mystique, plus il s'éloigne du rationnel. Cette distance permet de faire partager les doutes et le côté dérisoire d'un personnage qui parvient à se moquer de lui-même. Mathieu est un être beaucoup plus simple, qui vit sa vie, ses amours, au premier degré. Il a pourtant la tête dans les étoiles, et vit dans un monde d'enfants, presque féminin. Noël, c'est le soleil, Mathieu la lune. Au milieu, il y a une fille, Alice (Olivia Bruneau) qui court après l'un et tombe sur l'autre, ironie du destin. »

Des fies du bague à Cayenne, du fleuve Maroni au cœur de la touffeur équatoriale de la jungle, ils rencontreront les plus purs représentants de ce qu'on pourrait presque appeler la « race guyanaise », chercheurs d'or, soudeurs, truands, mais aussi hommes et femmes de toutes couleurs qui font l'exceptionnelle variété humaine de ce département français d'Amérique. Parmi eux, « L'Équateur » (Jean Yanne) qui, dit Alain Maline, « l'introduit dans la rêve des deux frères, exerce une emprise presque totalitaire sur ces âmes. Il est un peu la métaphore du metteur en scène qui débarrasse dans son film, comme le fait très bien Maurice Pialat. Il a lu Rousseau et pris le contre-pied de sa philosophie. Il joue sur les faiblesses des autres, tire les ficelles, c'est un manipulateur, dont l'arme essentielle est l'humour. »

Ils rencontreront aussi Lola, interprétée par Anna Karina, méconnaissable dans ses minijupes sexy, coiffée d'une perruque noire, la patronne du *Cayenne Palace*. « Lola, reprend Alain Maline, est l'illustration parfaite des traits personnels que l'on peut trouver en Guyane, traits de ces gens qui sont là, tous, en raison d'un échec, professionnel ou personnel. Elle a été comédienne, elle rêvait bien sûr d'être une star. Elle a suivi un type qui l'a larguée. Elle a bâti l'hôtel avec son cul. »

Cayenne Palace est d'abord un film sur le rapport amoureux, dit, pour conclure, le metteur en scène. Quelle exigence a-t-on quand on est amoureux ? C'est aussi un film qui voudrait être zen, dans le sens où il décrit la marche d'un homme vers la pureté. La quête de Noël est intime, la but qu'il doit atteindre est en lui. »

OLIVIER SCHMITT.

« Eden Palace » à Paris

JEAN-CHARLES TACHELLA appartient à cette génération écargénnaire qui a moins aimé le cinéma que la suivante, celle de la nouvelle vague ; mais demeure pourtant le plus cinéphile de nos metteurs en scène. Tard venu à la réalisation, il naît au cinéma à la Libération quand, âgé de vingt ans, il apporte son enthousiasme à la rédaction de l'*Écran français*, grand hebdomadaire issu de la Résistance. Aux côtés des Nino Frank, Bazin, Brunius, Leenhardt, les jeunes Tacchella et Théron — l'actuel patron de *Paris-Match* — inventent la politique des auteurs et s'enflamment pour les vrais novateurs, français et plus encore américains, Alfred Hitchcock, Preston Sturges, Orson Welles.

On vit ensuite Tacchella écrire des scénarios pour les Moguy, Ciampi, Astruc ou Christian-Jaque, sans toujours les signer. Laborieuses années de menuiserie à la commande et de lectures sans fin sur le cinéma et le théâtre : la bibliothèque personnelle du cinéaste sur le spectacle vaut celle de l'IDHEC. Notre homme engrange les sujets pour parvenir à ses fins, la mise en scène. Six longs métrages en treize ans, comédies douces-amères pécées de petits faits et de notations fines, dont *Cousin cousine* (1975), un succès mondial.

Dans les studios Eclair d'Épinal, ceux de René Clair et de la *Kermesse héroïque*, Jean-Charles Tacchella tourne *Eden Palace*, son œuvre la plus autobiographique, qui met en scène de jeunes fous de cinéma dans le Paris de 1948. Comme toujours, le réalisateur a écrit seul le scénario, une histoire si séduisante qu'il est question que son auteur en fasse un roman. Après Deville et Pialat, Erato-Film assure la production ce film d'une douzaine de millions. Tacchella retrouvant pour l'occasion Daniel Toscani de Plan-



Jean-Charles Tacchella.

tier, producteur de *Cousin cousine* et du *Pays bleu*.

Voix off : « Nino (hommage de l'auteur à Nino Frank) passait ses journées dans les salles de cinéma. Il était arrivé cinq mois plus tôt parce qu'à Paris on voit plus de films qu'ailleurs. » Comme Tacchella, venu de Cherbourg. Dans l'entrepôt d'Épinal, on a construit la chambre de Nino, semée de revues, d'affiches, de livres et de photos : Ida Lupino, Harry Langdon, Lauren Bacall. C'est là que le rejoint un jour Barbara (Comme Stawczyk et pour Prévert), quand la vie

l'emporte un temps sur le cinéma. Animer un ciné-club, écrire des livres, des scénarios, voir des films à la première Cinémathèque de l'avenue de Messine ou au mythique Festival du film maudit de Biarritz, en tournant enfin comme metteur en scène ou comme acteur : c'est cette passion que Tacchella demande à Simon de La Brosse (*Désordre*), à Ana-Gisel Glass (remarquable chez Doillon et Assayas), et à Thierry Frémont de faire vivre.

Thierry Frémont est Nino. Il vient de finir le Conservatoire et sa présence est requise à chaque jour de tournage. Chevelure

rouse et drue, silhouette ramassée, à la fois timide et fiévreux, il est le héros de *Noces barbares*, de Marion Hansel, d'après Yann Queffelec. Les trois comédiens ont vingt ans, et les références que le metteur en scène leur fait citer, *Laura* et *Le Port de l'angoisse*, Duvivier et Griffith, leur sont parfois lointaines. Tacchella a trouvé les décors naturels qui donnent crédit à cette reconstitution d'une époque rarement présentée au cinéma : salles de quartier ou de banlieue intactes et mal chauffées où des figurants vêtus de canadiennes et de chaussons à semelle compensée semblent affectivement retrouver le bon vieux ciné du samedi soir.

C'est un film sur les films, contrairement aux *Ensorcelés* ou à la *Nuit américaine*, qui évoquaient un tournage. Un seul extrait ici, de Stroheim dans *La Danse de mort*, et aucune grandiloquence. Tacchella a imaginé une scène où ses personnages volent des copies délaissées dans un entrepôt : la fiction ne vaut-elle pas mieux que la vie ? Il fait froid au studio, à dessin, car on manœuvrait de charbon après la guerre. Le metteur en scène filme parfois en longues séquences, lui qui au montage coupe et découpe en plans innombrables : serait-ce l'image de sa propre jeunesse qui le rend captif de ses interprètes ? Le léger accent d'Ana-Gisel Glass tout à coup fatale qui demande du feu à un Simon de La Brosse parodiant Bogart ? Le jeu, un instant, s'est troublé, un charme imprévisible et durable s'est répandu sur le plateau. Bien que le metteur en scène ait dit « coupez ! », le silence demeure, aucun geste ne s'esquisse.

« Je ne peux pas imaginer qu'un jour on fera encore des films et que je ne serai plus là pour les voir », avoue Nino.

OLIVIER BARROT.

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
MARBRES DE RODIN
Collection du Musée
Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h 45
DU 8 AVRIL AU 31 AOUT

GALERIE DINA VIERNY
36, rue Jacob - 75006 PARIS - 42-60-23-18
40 ans de galerie - 1947-1987
MAILLOL
Peintures - Dessins - Sculptures
Jusqu'au 13 juin

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS
11, quai Malacoin (6^e) - 42-60-34-57
MATISSE
le rythme et la ligne
avec la participation exceptionnelle de la Bibliothèque nationale
Conçu et réalisé par Jacqueline et Maurice GUILLAUD
Tij. de 10 h à 19 h - Nocturne mercredi jusqu'à 22 h - Du 25 février au 10 mai

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
56, RUE DE RICHELIEU, PARIS (2^e) 47-43-61-10
REMBRANDT
La figuration humaine
Tous les jours, de 10 à 19 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures
DU 22 JANVIER AU 3 MAI

150

سكنا في الامم

Tournages

« Barfly » à Los Angeles

LOS ANGELES, downtown. Les bas-fonds, une sous-culture, une culture. A la recherche du scotch perdu. Un code à part, un autre univers, celui de Barfly (« pilier de bar »), dont le tournage s'achève cette semaine dans la cité des Anges, et celui de l'écrivain Charles Bukowsky, mis en mots par l'auteur, en scène par Barbet Schroeder, en images par Robbie Muller.

Sur la feuille quotidienne de service, on met en exergue la maxime ou la phrase du jour. Toujours de Bukowsky, jamais tirée du scénario, toujours attribuée à « Henry Chinaski », le nom du personnage incarné par Mickey Rourke, un écrivain pauvre intrigué par Wanda, femme splendide et déchu : Faye Dunaway.

« Je me suis réveillé ce matin avec une de mes plus belles gueules de bois » (Henry Chinaski).

Fin de journée, au coin de Washington Boulevard et de Main Street, presque en face des anciens studios de la MGM. Autour, des roulettes pour les acteurs, un camion cantine pour pause café, la circulation des années 80. Vous franchissez la lourde tenture noire qui masque les ouvertures d'un bistrot de quartier au bord du sordide. D'entrée, une étrange sensation de temps suspendu. Vous savez que déjà, dans les années 40, ce bar avait la même touche, et les clients la même tronche. Un détail ou deux qui clochent un peu — le luxe-box, trop moderne — et vous rendez palpables les strates du temps.

Mickey Rourke est au bout du bar, les poings sur le comptoir. Des clostres, des croûtes, des plaies mal refermées aux articulations. Il y a deux jours, ils ont tourné une scène de bagarre dans une allée, Mickey Rourke y est allé à fond. De loin, il vous lance un sourire forcé. Séquelle de la bagarre ? Non, je me suis cassé la dent de devant pour le rôle. Exprès. Une tête de cloche, un teint de papier mâché marbré à l'eau-de-vie, mal rasé, tee-shirt cradique (foural par Milena Canonero, oscarisée pour le Barry Lyndon de Stanley Kubrick), cheveux gras (par les soins du coiffeur), la voix trépidante à la Bukowsky.

Mickey Rourke part, le corps en S, les jambes écartées, le menton en avant. « C'est comme ça qu'il marche, ça veux-tu que j'y fasse, dit-il. Il boit comme un trou, il est toujours en équilibre instable, il a donc toujours les jambes écartées. Et comme il fréquente des quartiers pas possibles, il a toujours la menton en avant. Comme un bouledogue. Féroce. Pour pas qu'on vienne l'emmerder. »

« Les gens avec qui je vivais et que je retrouvais dans les bars, chuchote Bukowsky, n'étaient pas du genre à vous raconter leur vie. Pas de : « J'étais dans les « marines », j'ai vu de mes yeux vu mon meilleur copain se faire descendre... Ou de : Ma mère ne m'a jamais aimé. Jamais ce genre de conneries. Vous pouvez rester assis dans un bar pendant vingt minutes, pas un bruit, pas un mot ; puis tout d'un coup, quelqu'un relevait la tête : On dirait que l'oiseau bleu vole dans notre direction. Ce qui ne veut rien dire mais ça vous donne un bon feeling. Et on commençait à rigoler. C'était bizarre. On disait des choses très simples, mais derrière, ça voulait dire : Qu'est-ce qu'on peut faire ? La vie est foue, c'est un bûton de merde, mais on est là, faut faire avec. »

Il y a près de dix ans que Barbet Schroeder et Bukowsky se connaissent, plus de dix ans que Barbet connaît ses œuvres et l'admire. « J'ai été le traqueur dans son court de l'époque, à East Hollywood, dit Barbet Schroeder. Je rêvais de faire un film dans son esprit — et pour-quoi pas avec lui ? On a choisi ensemble l'idée qui pouvait lui convenir le mieux. » Bukowsky est plus disert sur le sujet : « Un soir, le téléphone sonne chez moi. Ma femme était là, on buvait pas mal. Non : elle buvait pas mal, moi je buvais beaucoup ; le téléphone sonne, je décroche. « Allô ? » Et j'entends une voix avec un accent français, qui me

superbe Wanda. Connait-elle Bukowsky ? Non. Il lui passe quelques lignes, alerte Barbet par téléphone. Barbet consulte Bukowsky qui manque en avoir une attaque, et prend l'avis le lendemain. Faye Dunaway accepte.

« Nos voisins ne se plaignaient jamais qu'on se bagarre. Mais ils ne supportaient pas qu'on chante. »

Mickey Rourke est en sang. Faye Dunaway vient de lui donner un grand coup sur la tête. Dispute habituelle. Nous sommes au Bry-

crète. Son ébriété et la folie dans son regard donneraient à penser qu'elle est une grande affaire au lit — et elle l'est. Elle ne recherche ni les hommes ni le sexe, elle est à la poursuite de l'alcool. Elle porte des vêtements du temps de sa splendeur, ils sont donc un peu démodés. Les chaussures, en particulier, sont de luxe. Elle a du style même quand elle est ivre. Faye Dunaway.

La vraie Wanda s'appelait Jane. « Mais quand on s'appelle Wanda, on est presque obligé de boire, commente Bukowsky. Pré-voir parfait pour une sorte de déesse en détresse. »



Charles Bukowsky et Mickey Rourke.

dit : « Je m'appelle Barbet Schroeder et je voudrais que vous écriviez un scénario pour moi. Je lui dit : « Fuck you ! » et je racroche. Re-téléphone, même accent. « Ne racrochez pas ! C'est sérieux, je suis metteur en scène et producteur, j'ai lu tous vos bouquins, je les adore, je voudrais que vous écriviez un scénario pour moi. » Je lui réponds : « Je n'aime pas le cinéma, j'ai écrit pas de scénarios, j'en ai rien à foutre. » Je vais pour racrocher quand j'entends : « 20 000 dollars. Dans combien de temps vous pouvez arriver ? »

« Ça pourrait être pire ; je pourrais être en Chine à trimer dans une rizière. »

A-t-il finalement trouvé un plaisir quelconque à écrire son scénario ? « J'aime mieux m'asseoir et écrire un truc qui sorte de moi. Pas qu'on me dise de le faire. Mais une fois que je me suis lancé, ça a roulé, j'ai pas eu de problème. Je ne dirais pas excellent, mais j'irais jusqu'à presque excellent. » Pourquoi ? « Presque excellent », c'est pas mal, non ? C'est quand même mieux que « presque de la merde ». Non ? »

C'était il y a huit ans. Depuis, Barbet Schroeder essaie de monter le film. En vain. Il va tourner Tricheurs avec Bulle Ogier, puis revient à Los Angeles. Rien. Il persiste, et se consacre au projet ces trois dernières années. Rien. « Personne n'en voulait. C'est un donner. La condamnation à mort. Film déprimant. J'avais beau expliquer que c'était un film drôle, où les gens allaient rire d'un bout à l'autre, on ne voulait pas me croire. Aujourd'hui, quand les gens voient les rushes on vient sur le tournage, ils commencent à comprendre. »

Mickey Rourke rencontre Barbet à Los Angeles. Le projet lui plaît, le bonhomme aussi. Estime réciproque. Scotch et sympathie. Par Barbet, il rencontre Bukowsky, reconnaît en lui un frère dans la folie, s'emballe, donne la nuit même son accord. Dans les cinq premières minutes des vingt-quatre heures qui suivent, la Cannon accepte de financer le projet. Mickey Rourke part pour Londres tourner un film, retrouve son ami le photographe Terry O'Neill et sa femme... aye Dunaway. Relair. Elle ferait une

Comment approche-t-on un personnage décrit comme « une sorte de déesse en détresse » ? Faye Dunaway sourit. « Ce n'est pas vraiment suffisant pour démarrer. C'est ce que Henry, le personnage de Mickey Rourke, dit de cette femme. C'est ainsi qu'il la perçoit. Autrement, on aborde ce personnage... comme tous les autres. On s'interroge, on interroge, on cherche et on trouve. Je suis allée dans les bistrot mal famés de la 9^e Avenue à New York, c'est exactement notre film ! On y allait, on y travaillait, on discutait avec tout le monde, il y avait des bagarres... Et même une femme qui ressemblait à Wanda, étrangement... Plus âgée, mais la même fragilité, les mêmes blessures intérieures... Famille riche, du style. Une sorte de déesse en détresse... »

Théâtre de la Bastille 43 57 42 14

UNE ANNEE SANS ETE

UN PEU DE TEMPS A L'ETAT PUR

CATHERINE ANNE 20 mars / 18 avril

ANNE TORRES 24 mars / 11 avril

Prolongation exceptionnelle jusqu'au 10 mai

AUBERVILLIERS GROUPE TSE

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD MARIVAUX

Mise en scène : Alfredo ARIAS

THEATRE DE LA COMMUNE

Location : 48.34.67 et FNAC

Complet jusqu'au 11 avril

Magazine et de polars. Elle était aussi catholique fervente et dormait toujours avec un rosaire sous son oreiller. J'ai apporté le mien, je l'ai glissé sous l'oreiller. Ce sont des touches, des détails qui naissent de la collaboration, d'une certaine liberté — et sécurité — dans l'échange. C'est peut-être ça qui fait un bon film : on est toujours au service d'un auteur et d'un metteur en scène. Puis ça devient une chose vivante qui évolue avec le travail. »

Compte-t-elle, dès la fin du tournage, s'offrir une cuite de quatre jours pour se détacher du personnage ? Elle rit. « Une cuite, je ne sais pas, mais je resterais certainement au lit pendant au moins quatre jours. Ou plus. »

« Pendant ce temps-là, les fauchés, les paumés et les imbéciles continuent de s'amasser autour de moi. »

La Fayette Park, au pied de l'hôtel. Il fait soleil, l'équipe déjeune sur la pelouse. Sur un banc, une clocharde fait du tchitchi. Bukowsky observe attentivement la façade du Bryson. C'est sa première visite sur ce lieu de tournage.

« Ça ressemble à l'endroit où j'ai vécu avec Jane... Wanda, je n'en suis pas sûr. Ce serait étrange... Non, ce devait être un autre hôtel, un peu plus bas, de l'autre côté de MacArthur Park. Ils se rassemblent tous. Jane et moi, on s'installait sur ces pelouses, avec nos gueules de bois, à nous demander où nous allions pouvoir trouver notre prochain verre. »

Il entre pour la première fois dans le hall du Bryson, s'arrête, demande à voir où se trouve l'ascenseur principal. Il le reconnaît. « C'est bien ici. »

Au deuxième étage, il découvre que la petite chambre du coin — celle du tournage — porte le numéro 359 et s'immobilise, interdit : c'était, dans l'hôtel de MacArthur Park, le numéro de la chambre qu'il partageait avec Jane. Ici, il habitait au sixième étage. Là, un jour qu'il était accablé à sa fenêtre, il a vu passer, la tête la première, un homme qui venait de se jeter du neuvième étage. « Il avait mis son plus beau costume et ses souliers vernis... Je ne crois pas qu'il m'ait vu. Il avait les yeux dans le vague. Il attendait que ça passe. »

HENRI BEHAR.

THÉÂTRE DE LA HUCHETTE

IONESCO

30^e année

19 h 30 et 20 h 30

ERIK SATIE

21 h 30

Tél. 43-26-38-99

8 avril - 16 mai

Donald Judd

Sculptures

Galerie Maeght Lelong

13, rue de Téhéran, Paris 8^e

8 avril - 16 mai

Roni Horn

Dessins

Galerie Maeght Lelong

14, rue de Téhéran, Paris 8^e

Le Monde

sur minitel

CINEMA

3615 TAPÉZ LE MONDE

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

PARLEZ-VOUS FRANÇAIS ? Galerie de la BPI. Jusqu'au 11 mai.

HANS HOLLEIN. Rétrospective d'architecture des années 1950 à nos jours. CCL. Jusqu'au 8 juin.

OSCAR NIEMEYER. Sculpture de lumière, Couplé 34, Grand Foyer. Entrée libre. Jusqu'au 27 avril.

STUNO TOTEM ET MUSEO-SIGN. CCL. Mezzanine Nord. Jusqu'au 18 mai.

ALFRED KERN. L'œuvre d'art de la sculpture. Petit Foyer. Jusqu'au 13 avril.

MIS VAN DER BOEK ET SES DISCIPLES 1886-1969. CCL. Entrée libre. Jusqu'au 15 juin.

DESSINS AUTRICHIENS DANS LES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.

Musées

LUMIÈRES DU NORD. La peinture flamande (1655-1905). Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-45-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mai.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies au relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-09-24). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

COSTUME-COUTURE. Jusqu'au 15 juin : TERRA MOTUS, Naples. Incarnation de terre. Entrée place Clemenceau. Jusqu'au 11 mai : TANTIS, L'ère des pharaons. Entrée avenue Winston-Churchill. Jusqu'au 20 juillet. Galeries nationales du Grand Palais (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. le samedi : 18 F.

BRÉSIL ARTS POPULAIRES. Grand Palais. Entrée : place Clemenceau. Jusqu'au 18 mai.

DESSINS FRANÇAIS DU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE DE WATTEAU À LENOYNE. Musée du Louvre. Pavillon de Flore (42-40-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 1^{er} juin.

SUBLEVÉS (1699-1749). Musée du Louvre, 18, rue de Vaugirard (42-54-25-53). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 avril.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La vie de bobine : L'ouverture de l'Opéra. La carrière de l'architecte au dix-neuvième siècle : L'industrie Thonet : Les journalistes au dix-neuvième siècle : Stars et monstres sacrés : Autour d'une sculpture de Maillol. Musée d'Orsay, 1, rue de Beethoven (42-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h 30 à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 25 F.

DOMELA. Sculpture-cinéma des d'arbres. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mai.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 avril.

DAN GRAHAM, SOL LEWITT, VLADIMIR SKODA. ARC Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 avril.

JAN SAUDEK. Photographies 1953-1960. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 10 mai.

LE MOUVEMENT. Présenté par le CNP. Jusqu'au 16 mai ; HIPPOLYTE BAYARD. Naissance du Flange photographique : Paul Nadar au Verbe. Jusqu'au 31 mai. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-32-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

L'ARCHÉ DE NOÉ. Jusqu'au 3 mai.

GIUSEPPE PENONE ; DAVID TREMBLETT. Galerie Liliane et Michel Durand-Dessert, 3, rue des Flaminiotes (42-77-63-60). Jusqu'au 18 avril.

DONALD JUDD. Sculptures ; BONE BONE. Dessins. Galerie Magali Lelong, 13-14, rue de Téhéran. Jusqu'au 16 mai.

PARIS-TOKYO 1958. Galerie Ciel Lefebvre, 30, rue Mazarine (43-26-50-67). Du 10 avril au 7 mai.

HERVE ET RICHARD EN ROSA. Galerie Lango-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 2 mai.

BRUNO SCHMIDT. Dessins et sculptures ; DESSINS (J. Arribas) ; R. Federle ; R. Wiesner. Galerie C. Cartwright, 36, rue des Archives (48-04-85-86). Jusqu'au 2 mai.

GILLES AILLAUD. Galerie de France, 32, rue de la Verrerie (42-74-35-03) ; Galerie Agnès B., 6, rue du Four (43-53-43-40). Jusqu'au 30 avril.

ALANTAR. 1, rue des Francs-Bourgeois (42-72-18-15). Jusqu'au 18 avril.

RAZANE. Magali Lelong, 36, avenue Montaigne (45-62-28-18). Jusqu'au 15 mai.

ERIC DALBES. Galerie Montaigne, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 2 au 26 avril.

BERNARD. Galerie Franka Berni Baudin, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 9 mai.

LARRY BELL. Galerie Gilbert-Brownstone et Cie, 1, rue Saint-Gilles (42-78-37-27). Jusqu'au 18 avril.

JEAN-PAUL CHAMBAIS. Œuvre de la Mésopotamie. Galerie Krieger-Raymond, 30, rue Mazarine (43-52-33-37). Jusqu'au 31 mai.

CIESLEWICZ. Pas de nouvelles, bonnes nouvelles. Galerie Jean Briancet, 23, rue de Valenciennes (43-26-85-51). Jusqu'au 25 avril.

ENZO CUCCHI. L'œuvre verte. Sculptures. Galerie Crouzet-Humouet, 5, rue de la Harpe (48-67-60-81). Jusqu'au 13 mai.

HELENE DELPRAT. Galerie Adrien Margit, 42-46, rue de la Harpe (45-48-45-15). Du 9 avril au 8 mai.

BERNADETTE DELBRIEL. Galerie Kallier, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 12 mai.

ROEL D'HAES. Sculptures et dessins. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 18 avril.

Centres culturels

MATISSE. Le rythme et la ligne. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). Tous les jours de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 mai.

ISTANBUL LUMIÈRES SUR LA VILLE. Musée d'art et d'histoire turques. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, Chapelle des Petits-Augustins, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Sauf mardi et le 20 avril, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 mai.

RAFAEL CANOGAR. Rétrospective 1949-1967. Paris Art Center, 36, rue Falguière (45-22-39-47). Jusqu'au 30 avril.

WEEGEE. New-York 1935-1969. Espace photographique de Paris, 4 à 8, Grande-Galerie (42-86-87-89). Jusqu'au 16 mai.

PREMIERS TEMPS CHRÉTIENS EN GAULE MÉRIDIONALE. III^e-VIII^e siècles. Pavillon des Arts. Les Halles. Terrasse Rambert. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 juin.

LANDAIS ET FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE QUIMPER. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 avril.

MIRIAM CABIN. Centre culturel suisse. Salle des architectes, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-30). Jusqu'au 26 avril.

PACHA. Centre Walloon-Bruxelles, 7, rue de Venise (42-71-26-16). Jusqu'au 8 juin.

RÉALITÉ ET FANTASME DANS LA PEINTURE NAPOLEONNE DU XVIII^e AU XIX^e SIÈCLE. Institut culturel italien, 30, rue de Valenciennes (42-22-12-78). Sauf le dimanche, de 9 h 30 à 13 h et de 15 h 30 à 19 h ; le samedi de 9 h 30 à 13 h. Jusqu'au 30 avril.

COUVERTURE DE PREMIÈRE. HALL du CNAP, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). Sauf samedi et dimanche, de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 24 avril.

ABSTRACTIONS AU ROYAUME DES DES KUBA. Fondation Dapros, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 16 mai.

L'ARTISTE ET SON DESSIN. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril.

R.E. GILLET. Rétrospective. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 avril.

LES JOYAUX DES RUES. Rétrospective des peintures familiales françaises. Bibliothèque Forney, Hôtel de Sens, 1, rue de la Harpe (42-78-14-60). Du mardi au samedi, de 13 h à 20 h. Du 10 avril au 23 mai.

Galeries

GEORGES POMPIDOU. Un homme de culture. Artcurial, 9, avenue Maignan (42-99-16-16). Jusqu'au 30 avril.

CARTE BLANCHE À ANNE DAGBERT. « Narrative mon amour ». Galerie Brocroy-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Jusqu'au 18 avril.

PAYSAGES CONTEMPORAINS

Galerie Jay Brachot, 35, rue Godefroid (43-54-72-00). Jusqu'au 2 mai.

CORPS ÉTRANGERS. Buses Nappes, Gaillo Poullet, Niala Tournet. Galerie Yvon Lanchet, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 22 avril.

HOMMAGE À MAILLOL. Galerie D-Vierly, 36, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'au 16 mai.

BYUNSOO CHOI ; CLÉMENT ROSENTHAL. Galerie Laif-Stahle, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 25 avril.

CLAUDE NERI ; EDOUARD BOU-BAI. Complicité de la photographie, 56, rue de Fimbourg-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 26 avril.

GIUSEPPE PENONE ; DAVID TREMBLETT. Galerie Liliane et Michel Durand-Dessert, 3, rue des Flaminiotes (42-77-63-60). Jusqu'au 18 avril.

DONALD JUDD. Sculptures ; BONE BONE. Dessins. Galerie Magali Lelong, 13-14, rue de Téhéran. Jusqu'au 16 mai.

PARIS-TOKYO 1958. Galerie Ciel Lefebvre, 30, rue Mazarine (43-26-50-67). Du 10 avril au 7 mai.

HERVE ET RICHARD EN ROSA. Galerie Lango-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 2 mai.

BRUNO SCHMIDT. Dessins et sculptures ; DESSINS (J. Arribas) ; R. Federle ; R. Wiesner. Galerie C. Cartwright, 36, rue des Archives (48-04-85-86). Jusqu'au 2 mai.

GILLES AILLAUD. Galerie de France, 32, rue de la Verrerie (42-74-35-03) ; Galerie Agnès B., 6, rue du Four (43-53-43-40). Jusqu'au 30 avril.

ALANTAR. 1, rue des Francs-Bourgeois (42-72-18-15). Jusqu'au 18 avril.

RAZANE. Magali Lelong, 36, avenue Montaigne (45-62-28-18). Jusqu'au 15 mai.

ERIC DALBES. Galerie Montaigne, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 2 au 26 avril.

BERNARD. Galerie Franka Berni Baudin, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 9 mai.

LARRY BELL. Galerie Gilbert-Brownstone et Cie, 1, rue Saint-Gilles (42-78-37-27). Jusqu'au 18 avril.

JEAN-PAUL CHAMBAIS. Œuvre de la Mésopotamie. Galerie Krieger-Raymond, 30, rue Mazarine (43-52-33-37). Jusqu'au 31 mai.

CIESLEWICZ. Pas de nouvelles, bonnes nouvelles. Galerie Jean Briancet, 23, rue de Valenciennes (43-26-85-51). Jusqu'au 25 avril.

ENZO CUCCHI. L'œuvre verte. Sculptures. Galerie Crouzet-Humouet, 5, rue de la Harpe (48-67-60-81). Jusqu'au 13 mai.

HELENE DELPRAT. Galerie Adrien Margit, 42-46, rue de la Harpe (45-48-45-15). Du 9 avril au 8 mai.

BERNADETTE DELBRIEL. Galerie Kallier, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 12 mai.

ROEL D'HAES. Sculptures et dessins. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 18 avril.

DUVILLIER. Galerie 1950-Alan.

28, rue Mazarine (40-46-00-49). Jusqu'au 19 avril.

DE FOREST. Galerie Durrant-Speyer, 6, rue L.-Caillet (43-54-78-41). Jusqu'au 16 mai.

ANNE GRAMAIN. Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 16 mai.

HADIZADEH. Galerie C. Corne, 14, rue Châteauneuf (43-54-57-67). Jusqu'au 18 avril.

JACQUES HEROLD. Galerie Patrice-Trigault, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 30 avril.

JUERGEN KLAUKE. Galerie Bunt, 40, rue Quincampois (42-77-38-87). Jusqu'au 9 mai.

MICHELLE KNOBLAUCH. Galerie Bunt, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 18 avril.

THOMAS KOVACHEVICH. Galerie Faridat Cadet, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 30 avril.

RICCARDO LICATA. Galerie Carli, 51, rue de la Harpe (47-00-19-28). Jusqu'au 2 mai.

URS LUTHE. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (42-26-92-20). Jusqu'au 18 avril.

TAKASHI NARAHARA. Galerie D-Road, 196, boulevard Saint-Germain. Jusqu'au 21 avril.

DENIS OPPENHEIM. Galerie Yves Lambert, 5, rue Gravier-Saint-Louis (42-71-04-05). Jusqu'au 22 avril.

ERIC ORR. Galerie Georges Lavoisier, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 18 avril.

MELIE OZZANI. Peintures et sculptures. Galerie l'Art-et-le-Prix, 33, rue de Clugny (43-74-35-86). Jusqu'au 25 avril.

VERA PAGAVA. Galerie Darlat, 22, rue de Seine (43-61-20-63). Jusqu'au 19 avril.

JEAN-LUC PALANT. Galerie M. Pucard, 3, rue Jacques-Caillet (40-46-03-08). Jusqu'au 2 mai.

MALGORZATA PASZKO. Galerie Claire-Burris, 30-32, rue de la Harpe (43-55-36-90). Jusqu'au 19 avril.

GIUSEPPE PENONE. Galerie Liliane et Michel Durand-Dessert, 3, rue des Flaminiotes (42-77-63-60). Jusqu'au 18 avril.

EDOUARD PIGNON. Aquarelles, rétrospective. Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 28 avril.

SOUJAGES. Essai-œuvre. L'Image-Graphique, Artcurial, 9, avenue Maignan. Jusqu'au 25 avril.

GILLES PLAZI. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 7 mai.

JACQUES POLI. Galerie du Roi-de-Sicile, 20, rue de la Harpe (40-72-07-27). Jusqu'au 25 avril.

REZVAN. Œuvres abstraites de 1947 à 1952. Galerie Caillet, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 19 avril.

FRANÇOIS ROUAN. Galerie Daniel Templeau, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 22 avril.

SAINT CROIX. Bâillies, assemblages. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 22 avril.

HENRI SPAETI. Galerie Nicole Ferry.

57, quai des Grands-Augustins (46-33-52-45). Du 10 avril au 16 mai.

DAVID TREMBLETT. Galerie L. et M. Durand-Dessert, 3, rue des Flaminiotes (42-77-63-60). Jusqu'au 18 avril.

RICHARD TEMPER. Galerie G-Ballin, 47, rue de la Harpe (47-00-32-10). Jusqu'au 18 avril.

CHISLAINE VAPPÉREAU. Baudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 16 mai.

En région parisienne

CORREIL-ESSONNES. Michel Gérard. Centre d'art contemporain Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). Jusqu'au 27 avril.

LA DÉFENSE. Muséum intermédiaire. Studio 6, 143, passage Henri-Segault. La Défense 6 (Jusqu'au 12 mai).

IVRY-SUR-SEINE. (F. Bourne d'art). Centre d'art contemporain, 93, avenue G.-Gautier (46-79-15-71). Jusqu'au 24 mai.

JOUY-EN-JOSES. Shirley Joffe. Fondation Carlier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Jusqu'au 3 mai. La fête et les jeux au temps de Joffe. Musée Occidentaux, château de Montbailly. Jusqu'au 2 juillet.

MARLY-LE-ROI. J. Malher. Gravures et aquarelles. Galerie d'Estampes « Aux peintures gravées », 30, Grande-Rue (39-56-47-92). Jusqu'au 19 avril ; Dénouement à Peter Pélissier. Institut national d'éducation populaire. Val Flory, rue Paul-Leprieux (39-58-49-11). Jusqu'au 22 avril.

MONTREUIL. Théophrast. Alexandre Sarrailh. Rétrospective 1885-1921. Centre des Expositions, vélodrome de St-Denis. Jusqu'au 31 mai.

PONTOISE. Véra Pagava. Musée Trévis-Delacour, 4, rue Lemaître (place de l'Église-de-la-Vierge) (30-76-03-60). Jusqu'au 19 avril.

SAINT-DENIS. Dupuyre. Musée d'art et d'histoire, 22, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). Jusqu'au 28 avril.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Pierre de la Roche. Centre de la France, Centre et les derniers Romains. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Jusqu'au 1^{er} juin.

VITRY-SUR-SEINE. Haden. Œuvre de 1985 à 1986. Galerie municipale, 59, rue Guy-Médard (46-82-80-00). Jusqu'au 19 avril.

SEVRES. Pénitence de Sévres au XIX^e siècle. Musée national de céramique, place de la Manufacture (45-34-99-05). Jusqu'au 31 août.

En province

ANTHÈSE. Jean-Michel Maistre. Châtaigniers Grimaldi, musée Pissarro. Jusqu'au 10 mai.

BORDEAUX. Robert Combes. Collection du CAPC Musée. Œuvre d'œuvres de quatre artistes. Entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 26 avril.

CAEN. Les gravures de Vassile au XVIII^e siècle dans la collection Rissol. Musée des Beaux-Arts, dans l'annexe du château. Jusqu'au 24 avril.

CAULIS. Rétrospective. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 20, rue Richelieu (21-91-99-00). Jusqu'au 5 mai ; Dr. Ann d'Art Contemporain, galerie de l'Association-Pois, 13, boulevard Gambetta (21-96-27-40).

CHAMBERY. Turin 1968-1967 : Arts poveri. L'art pauvre dans les collections publiques françaises. Musée d'art et d'histoire. Jusqu'au 11 mai.

DIÉPPE. Jacques Deschamps. Château-Musée, rue des Châteaux (35-64-19-76).

DIJON. Le rituel en Bourgogne, miroir du quotidien. Musée des Beaux-Arts, palais des Beaux-Arts, place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11). Jusqu'au 4 mai.

DUNKERQUE. Œuvres de J.-L. Peilvre. Musée d'art contemporain, avenue des Balais (22-59-21-65). Jusqu'au 26 avril.

GRAVELINES. Jean-Emile Laboureur. Musée du Dessin et de l'Estampe, arsenal de Gravelines (28-23-08-13). Jusqu'au 31 mai.

LILLE. Hommes de terre. Quarante verrières françaises contemporaines. Musée de l'Hôpital-Comte. Jusqu'au 27 avril.

LYON. Olivier Mosset. Œuvre Noma, Des Fleurs. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-Eduard-Herriot (78-30-50-66). Jusqu'au 4 mai ; Huit artistes hongrois. ELAC (78-42-27-39). Jusqu'au 26 avril.

MARSEILLE. La nouvelle peinture abstraite dans la collection Ludwig. Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-54-77-75). Jusqu'au 26 avril ; Soliman Indigo. Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité (91-90-81-92), tous les jours de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

MARCO-EN-BARGEUL. 5000 ans d'art chinois. Fondation Septentrion (20-46-26-37). Jusqu'au 31 mai.

NANTES. L'œuvre, figure, mythe, légende : art grec. Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau (40-74-53-24). Jusqu'au 18 mai.

NICE. André Bauchant. Musée international d'art natif. Château Saint-Etienne. Jusqu'au 30 avril.

NIMES. Ferns Garcia Sevilla. Musée des beaux-arts, rue Cist-Foule (66-67-38-21). Jusqu'au 25 avril.

RENNES. Dessins français du XIX^e siècle. Collection Fodor du Musée historique d'Amsterdam. Jusqu'au 27 avril ; Vladimir Slonov. Sculptures. La Crée, Halle d'art contemporain, place Honoré-Commaure (99-78-18-20). Jusqu'au 25 avril.

ROCHEFORT. Mariette Casco. Musée départemental d'art contemporain, château (55-77-43-81). Jusqu'au 15 juin.

STRASBOURG. De l'origine de la peinture. Musée d'art moderne, ancienne douane, 1, rue de Vieux-Marché-aux-Poissons (88-32-46-07). Jusqu'au 31 mai ; Maintenant : S. Bocher, G. Collin-Talbot, etc. Palais Rohan. Jusqu'au 31 mai.

TOULON. Match Nice-Marseille, 11 artistes exposés contre 11 artistes muséifiés. Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc (94-93-15-54). Du 10 avril au 28 juin.

VILLEFRANCHE-SUR-SAONE. Gérard Pascal. Centre d'arts plastiques, 12, rue du Musée (74-68-33-70). Jusqu'au 9 mai.

VILLENEUVE-D'ASCQ. Eugène Doderot. Musée d'art moderne, allée du Musée (30-05-42-46). Jusqu'au 10 mai.

VILLEURBANNE. Gordon Marten. Clark. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 10 mai.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE	
ARMAND 6, rue Beaujolais, 1 ^{er} (Palais-Royal)	F. sam. midi et dim.	Dans une ambiance et belle cave vintée du XIX ^e s., la mer live ses trésoirs : poissons fins, tartes, her, homard, Gilette. Menu 120 F. Accueil : 1 h de matin. Accueil : 1 h de matin. Tél. 42-60-05-11.	
DARROUM 42-96-83-76	F. mardi	Spécialités MAROCAINES, TAGINES, COUSCOUS, MÉCHOUL. Cadre typique et raffiné. Déj. d'affaires et dînars. Accueil jusqu'à 23 h.	
AU PETIT RICHEL 47-70-48-48/47-70-46-50	F. dim.	Son étonnant menu à 100 F s.a.c. Vin de Loire. Décor 1880. Salon de 6 à 50 personnes. Déjeuners, dînars, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.	
TY COZ 48-78-42-95	F. dim., jeudi	TY COZ À LYON (1 ^{er}), 15, rue Royale. Fermé dimanche et lundi. 78-73-36-29. MEMES SPÉCIALITÉS DE POISSONS, CRÊPES, GALETTE. J. 23 h.	
CRACOVIA 43-70-36-72	M. Nant	Spécialités polonaises et slaves. Ouvert tous les soirs sauf dimanche. Ambiance avec musiciens.	
CLOSERIE SARLADAISE 31, av. Philippe-Auguste, 1 ^{er}	Ti les jours		SPÉCIALITÉS DU PÉRIGORD Déjeuners d'affaires - Dînars - Salons pour groupes
94, bd Diderot, 12 ^e	43-46-88-07		
RIVE GAUCHE			
TIEMKO 46-33-12-12	TLJ	Nouveau décor. Cuisine traditionnelle : spécialités porc Strasbourg de Letzine, canard « OGRODNIAK », chachlych sapon « Tatars ». MENU 90-130 F et carte, grand choix de VODKAS. Dînars aux chandelles. Musiciens. 19 h à 2 h de matin.	
LE JOCKEY 46-34-23-00		Déjeuner, dîner. Tous les jours jusqu'à 2 h du matin. Foie gras. Poisson. Huîtres toute l'année. Plats traditionnels. PARKING en sous-sol (sortie rue de Chevreuse).	
127, bd du Montparnasse, 6 ^e			
LE SYBARITE 42-22-21-56	F. sam. midi et dim.	CUISINE DE FEMME. DÉJEUNERS D'AFFAIRES et DINERS AUX CHANDELLES. Spécialités françaises traditionnelles. 150 F s.a.c. env. le sam. soir.	
6, rue du Sabot, 6 ^e		Toujours au MENU PARLEMENTAIRE à 95 F s.a.c. et un dîner MENU exceptionnel à 170 F. Vin et service compris. Parking devant le restaurant : face au 2 ^e r. rue Faber.	
CHEZ FRANÇOISE 47-05-49-03	F. dim. soir et lundi		
Adopter des invalides, 7 ^e			
RAVI 70, r. de Verneuil, 7 ^e	42-61-17-28	Cadres luxueux. Salles climatisées. Le seul restaurant italien du France étoilé au Bottin gourmand 1987. 7 jours sur 7, vous invite au voyage.	
et 314, rue de la Cité-Nivert, 15 ^e	45-31-58-09	Spécialité de coq au vin et de canard en confit de canard. Service jusqu'à 23 h. Ouvert dimanche. Fermé lundi.	
RESTAURANT THOUVENEL 47-05-49-75			
79, rue Saint-Dominique, 7 ^e			
LE SIRTARI 1/43-22-24-74		TAVERNE AVEC ORCHESTRE GREC. Spécialités et ambiance grecques. Réceptions, Banquets, Repas d'affaires. Fermé le dimanche.	
69, boulevard Vaugirard, 19 ^e			

SOUPERS APRÈS MINUIT

CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES »

12, place de Clugny 48-74-89-64 - Accueil jusqu'à 1 h du matin
GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUT L'ANNÉE
DANS CE RESTAURANT VOUS A TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA MER
L'UNE DES MEILLEURES BOULLABAISSES DE PARIS.

LES RESTAURANTS DE LA NUIT

OUVERTS MÊME LE JOUR

AU PIED DE COCHON

6, rue Coustière - 42-51-11-75
LE FAMILIA RESTAURANT DES GALLES.
Un monument pontacé de la vie nocturne parisienne.
Huîtres et fruits de mer toute l'année.

LE GRAND CAFÉ CAPUCINES

bd des Capucines - 47-42-75-77
LE RESTAURANT DE LA MER DE L'YVERA.
La fraîcheur du poisson. La finesse des cuisines.
Magnifique bœuf d'huîtres.
Décor époustouflant Belle Époque.

LA MAISON D'ALSACE

39, Champs-Élysées - 43-59-44-74
L'AMBIANCE GASTRONOMIQUE ALSAÏQUE.
Vous y dégusterez des fruits de mer
de toute première fraîcheur.
La brasserie du Tour-Paris.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
idéales à 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

V.O. : TRIOMPHE • STUDIO DE LA HARPE

HANNAH ET SES SOEURS

3 OSCARS

MILLIEU SCÉNARIO
MILLIEU RÉGIE
MILLIEU MONTAGE
MILLIEU MONTAGE
MILLIEU MONTAGE
MILLIEU MONTAGE

VO-VF : TRIOMPHE (8^e)
VO : 14 JUILLET PARNASSE (8^e)

LENA

L'ÉPOUVANTAIL

par Jean de la Harpe, STÉPHANIE
avec Christiane OBERGARTNER
et Michel GONZALEZ

GRAND PRIX FESTIVAL
JEUNE PUBLIC
DE LYON

42-81-26-20

MUSIQUE

LUNDI 13 AVRIL
Eglise Saint - Germain - l'Auxerrois
20 h 30 : Ensemble G. Binchois

Atkins, 20 h 30 : M. Freni, P. Molin
(Puccini, Tchaikowski, Gluck...)
Eglise Sainte-Clothilde, 20 h : **Amsterdam**
Baroque Orchestra, dir. : T. Koopman
(Bach)
Salle Godefrid-Piepel, 20 h 30 : T. Nicola
(Bach, Haydn, Beethoven)

MARDI 14 AVRIL
Auditorium des Halles, 20 h 30 : **Ensemble**
orchestral de Paris (Debussy, Ravel,
Mendelssohn)
Claf des Arts, 21 h : N. Henricz, Yuki
Hasegawa (R. Rabbitt, Yung Wing Son)
Noire-Dame de Paris, 19 h : Ph. Leiferl
(Dupre)

Jazz, pop, rock, folk
(Voir aussi les événements locaux)

AIRC, Petit Auditorium (47-23-61-27), 19 h

BAISER SAË (42-33-37-71), 21 h : J

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-65-05), 21 h : D. Doris.

CHAPELLE DES LOURDES (43-28-79) : 13 h 20 : Wask's ; New Cabaret ; les 10, 11 & 22 h : Mafia.

CITHEA (43-97-99-26), le 9 & 9 à 19 heures : Les 10 et 11 : S. Kessal ; 20 h : Duell ; les 11 & 20 h : DK Heavy ; la 16 & 19 h : 30 : Dirteez + Les Hyouyans.

DUPONT (43-84-72-00), 30 h 30 : Le F. Kockelzer ; le 10 : S. Kessal ; H. Bourde ; les 11 : Les Cabales.

ECCALIBRE (48-04-74-92), les 8, 10, 20 & 23 : Les 10 et 11 : S. Kessal ; J.J. Mahjane ; le 10 : Tremplin ; la 11 : J.J. Daran ; les 13 : R. Bayoune.

GALERIE DE NESLE (43-25-11-20) : 30 A. Parra, dem. le 11.

GRANDS BOULEVARD, les 10, 11 & 23 : Les Parvues.

GREENE STRETCH (48-87-00-20), les 8, 9, 10, 11 : Quel ne doit douter Band.

KISS (48-87-89-64), 22 h : les 8 : C.T. Teyssie ; le 9 : Why Nue ; le 10 : Ana ; les Paris-Shanghai ; les 13 : No Louange + Pels ; le 14 : Story Underground ; 23 h 30, les 8, 9, 10, 11 : Police Musicland Area.

LA LOUISIANE (42-36-58-98), mar., mer. : De Pressac Jazz Group ; je G. Leroux, vend. : Carotzenes Comedians ; samedi : Les 10 et 11 : Les

MÉCÈNE (42-77-40-25), le 13 à 22 h
Toucouleur Jazz Orchestre

MÉRIDIEN (47-58-12-30), 22 h.
G. Badial (dern. le 10); les 13,
B. Doguet.

NEW MORNING (43-51-54-1), 21 h.
le 13 : Kirk Lighter, Tr. le 9 : Bann
Badault; le 9 : L. Corvel, L. Subv
nien; le 10 : L. Youla.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE
(43-51-56-70), 22 h : mar., jeu., G. N
chard; ven. : Accordée Perdis; m
L. Saut.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL
(43-56-29-29), 21 h, mer. : Wat
Seven + Osa; jeu., dim. : Syd
Rocheet + J. Doudele Quint; v
J.-P. Chiffault Chivart; sam. : G
J. Curoff Jazz Band; lun. : Kangoo
Jung Orchestra; mar. : O. France Q
uet.

PETIT OPORTUN (43-56-01-36), 21
h : 23 h : G. Boet, A. Romano.

LA PRINTE (43-56-26-15), 21 h 15
9 : Alliance Jazz les 10, 11 : Quar
J.-P. Adam; les 13, 14 : Jazz Lim.

SLOW CLUB (43-53-84-30), 21 h
M. Peres, D. Dipiazza, R. Perri.
SUNSET (43-61-46-60), dim. 23
C. Jefferson.

THEATRE (43-36-01-01), dim., 1
22 h : S. Pesta.

TROITOTES DE BUENOS AIRES
(43-35-58-37), dim., 21 h : 22 h + v
mar. : Mosconi, Curstin, Beytelman.

ZÉNITH (43-40-60-00), 20 h, le 10 :
tenders, Silencers.

Willette — espace nord

Musée Paul de Toulon

JACQUES WEBER

**MONT
RISTO**
ALEXANDRE DUMAS
LOCATION OUVERTE
9 30 80 - FNAC - AGENCES
FNAC
refour Européen du Théâtre

Pin Rouge
femmes, femmes...
ÉTOURDISSANT !
rench cancan
on n'a jamais
fait mieux
issant, champagne et revue 495 F
mpagne et revue 340 F
e contre
PLACE BLANCHE
19 ET AGENCES

la grande halle - la Villette - espace nord

Métro Palais de Paris

JACQUES WEBER

DU 24 AVRIL
AU 7 MAI

Après le triomphe
de la création à Nice,
10 représentations
exceptionnelles

**MONTE
CRISTO**

ALEXANDRE DUMAS

LOCATION OUVERTE
42 49 30 80 - FNAC - AGENCES

la grande halle • Fondation FNAC
• Weber Productions • Carrefour Européen du Théâtre



Bal du
Moulin Rouge
femmes, femmes, femmes...

ÉTOURDISSANT !
le french cancan
on n'a jamais
fait mieux

20h : dîner dansant, champagne et revue 495 F
22h et 0h : champagne et revue 340 F
Prix nois - Service compris
MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
Tél (1) 46 06 00 19 et AGENCES

Le Monde

SICOB

III. SUR LE TERRAIN

Dix villes sur le réseau

« **Q**UEL est le coût de fonctionnement de votre bureau municipal de tourisme, combien d'entrées annuelles réalisez-vous dans vos principaux monuments historiques, combien de dépliantes éditez-vous par an, comment les éditez-vous ? » Ainsi s'affiche sur l'écran du minitel la question posée par une ville de 34 000 habitants à ses correspondants télématiques, les autres collectivités locales adhérentes au Réseau villes moyennes (RVM).

Au terme d'une phase expérimentale de trois mois, l'Association des maires de France, initi-

brés de RVM bénéficient en outre d'une revue de presse, coproduite par la ville de Toulon et l'AMF, présentant les nouveaux textes réglementaires et les articles spécialisés.

L'ensemble de ces services, hébergés sur le serveur universitaire de Montpellier, le CNUSC, a nécessité un investissement de départ de l'ordre de 10 000 francs par ville pour la phase d'expérimentation. L'exploitation et les développements futurs reviendront en moyenne à 44 000 francs par ville adhérente, sous la forme d'un droit d'entrée de 18 000 francs, auxquels s'ajoute-

70 %, poursuit Bernard Lefranc, dans des délais de dix à quinze jours. Tout dépend de la complexité de la question, et surtout de sa formulation : un travail de rationalisation qui, petit à petit, permet d'engranger une multitude d'expériences.

Pour l'instant, la moisson se limite à ces échanges ponctuels sur la messagerie, où les informations sont ensuite archivées par thèmes et destinées à alimenter le fonds d'échanges sous forme de synthèse : ainsi les maires peuvent-ils déjà consulter des mini-dossiers sur les finances, les affaires sociales ou la bureaucratie. Sur de nombreux points d'actualité communale, l'expérience des autres est souvent précieuse : « Plus nous entrons dans un système de comptabilité analytique, plus nous avons besoin de savoir où nous nous situons par rapport au niveau national, bien avant la parution du guide de ratios, et il n'y a guère qu'un outil comme RVM qui nous permette d'obtenir des informations si rapidement et efficacement », commente Georges Lemoine, député, maire de Chartres.

Moins évidente, en revanche, la phase opérationnelle. Elle sollicite, en effet, de la part de chaque collectivité locale la production de plus gros dossiers à verser au fonds d'échanges, et nécessitera un effort plus soutenu de préparation, de recherche et de mise en forme des informations. Aussi bien, ce stockage de savoir exigera-t-il au sein des équipes municipales un minimum de sensibilisation et de redistribution des tâches.

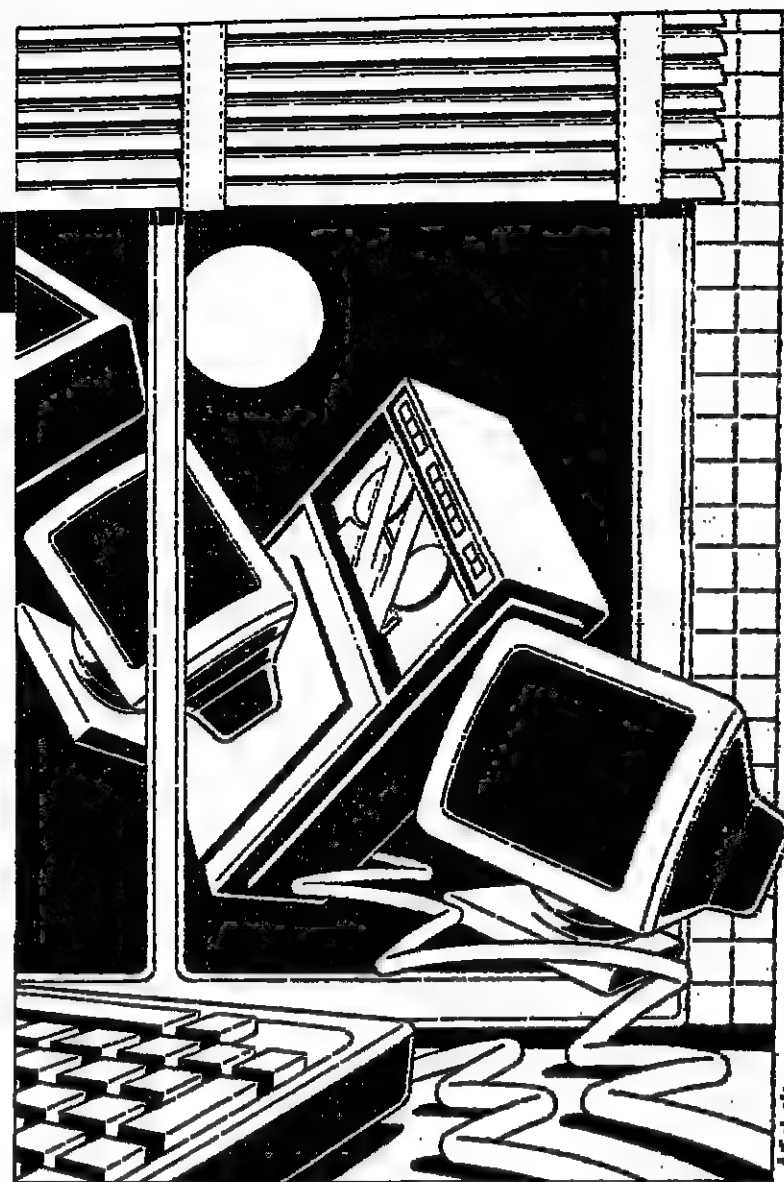
Déjà, l'efficacité de l'abonnement des communes à RVM est proportionnelle à l'implication du personnel, voire à la désignation ou à l'embauche d'un correspondant local chargé de gérer les flux d'information. D'où l'importance, comme toujours en télématique, d'une bonne animation du réseau. « Lorsque nous nous sommes rendus sur le terrain pour sensibiliser les agents, tout a bien marché ensuite ; ailleurs ce fut plus difficile », reconnaissent les responsables de l'Agence Futur simple. D'où, également, une grande prudence à l'égard de la montée en charge du réseau : les prévisions planifiaient à quarante villes d'ici à fin 1989, alors qu'il y a deux cent trente villes moyennes ; de fait, pour maîtriser des volumes d'échanges plus importants, sans que cela devienne un investissement en temps et personnel supérieur aux services rendus, il faudra créer des sous-réseaux affinitaires entre les villes.

Pour l'heure, les opérateurs ont, d'un commun accord, décidé de se lancer dans l'exploitation opérationnelle de RVM, constituant, dès le mois prochain, une association porteuse du réseau. En 1988, une vingtaine de villes devraient avoir rejoint RVM, qui proposera, d'ici là, de nouveaux services tels la connexion entre RVM et COMODOC, le fonds documentaire de l'AMF contenant près de quarante mille références. Nul doute que la vraie condition du succès de RVM soit celle que résume Georges Fontès, maire de Béziers : « Une ouverture et une sincérité dans l'information qui sache dépasser les clivages politiques au profit de la bonne gestion du quotidien de la commune. »

SAÛNE GRANDADAM
(Zellig.)

(1) Société centrale d'équipement du territoire (SCET, filiale de la Caisse des dépôts et consignations).

COMME hier la TSF ou la télévision, comme avant-hier le téléphone, l'informatique est aujourd'hui entrée de plain-pied dans la vie quotidienne. Non seulement pour le plaisir, mais pour le travail ; à Paris, mais aussi un peu partout en France. L'ordinateur est sur le terrain, dans les entreprises, les mairies ou les administrations, dans les ateliers ou les bureaux d'études.



Dix municipalités de 20 000 à 100 000 habitants

viennent d'expérimenter un réseau télématique qui leur permet d'échanger leur savoir-faire.

trice du projet, et le groupe des villes pilotes du nouveau réseau ont fait le point. Dix municipalités de 20 000 à 100 000 habitants, géographiquement dispersées, de Béziers à Epinal, de la région parisienne aux Alpes, toutes couleurs politiques confondues, ont pu tester la pertinence d'un service télématique d'échanges d'informations professionnelles et de savoir-faire, et vérifier les similitudes de leurs préoccupations, ou l'ingéniosité de leurs « recettes » respectives pour résoudre un problème. Mettre à profit un outil télématique pour désenclaver la ville et favoriser la solidarité intercommunale : un enjeu de communication que deux cent trente villes moyennes devraient, à terme, relever.

L'idée, certes, n'est pas neuve. De fait, le Réseau villes moyennes, s'il se défend de se « raccrocher à un système existant », marche largement sur les traces de son frère aîné, OREDIC, le service lancé en 1983 pour l'égide de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), avec le soutien des pouvoirs publics, et qui, après quelques tâtonnements, semble désormais avoir trouvé un bon rythme d'échanges entre ses vingt-quatre grandes villes adhérentes. Comme OREDIC, RVM est géré au plan opérationnel et animé par l'Agence télématique de la SCET (1), Futur simple.

De même, la structure du Réseau villes moyennes s'apparente à celle d'OREDIC, reposant sur une messagerie professionnelle enrichie d'un fonds d'échanges, sorte de banque de données personnalisée, constituée au fur et à mesure par chaque ville, qui met ainsi à la disposition de ses partenaires un dossier détaillé sur l'une de ses réalisations innovantes, un système de gestion spécifique ou son expérience dans un domaine nouveau : câblage, intervention économique, développement local... Les mem-

brés de RVM bénéficient en outre d'une revue de presse, coproduite par la ville de Toulon et l'AMF, présentant les nouveaux textes réglementaires et les articles spécialisés.

Cet investissement est jugé somme toute raisonnable au regard des services rendus, sous réserve d'une bonne intégration de l'outil télématique dans les rouages municipaux, et de sa complémentarité avec d'autres moyens de communication. « La messagerie, relève Francis Delattre, peut apparaître au premier abord comme une contrainte supplémentaire ou un gadget ; il appartient donc au maire d'œuvrer à montrer que mieux on l'utilise, plus elle sera rentable et remplira son rôle d'aide à la décision pour les élus. »

Un message bien reçu en apparence, comme en témoignent les échanges de questions/réponses qui ont transité par RVM d'un bout à l'autre de la France : sans surcharge de la messagerie — où trop de digressions peuvent rapidement signer l'échec de la communication — plus d'une centaine de thèmes ont été abordés au cours des trois mois de test, soit onze questions par ville, relatives à l'ensemble des activités de la gestion communale. « Précédemment, rapporte Bernard Lefranc, député, maire de Soissons, pour savoir comment mes homologues résolvaient tel problème, je téléphonais à deux ou trois d'entre eux, dans la région ; avec RVM je lance ma question à la cantonade et je touche immédiatement des communes sur tout le territoire, en réalisant une économie de temps et de téléphone... »

De l'informatisation de la bibliothèque à la gestion des cantines, des ratios financiers à l'emploi d'un journaliste, concision, technicité et souci d'efficacité ont presque toujours caractérisé le mode de communication entre municipalités. « Le taux de réponses à nos questions a été de

Ile de France port du ciel ?

LE conseil régional d'Ile-de-France vient d'examiner le rapport présenté par son président, Michel Giraud, préconisant de créer un téléport dans la région. Plusieurs métropoles françaises ont d'ailleurs le même projet.

Voici les explications qu'a données Michel Giraud.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'essor spectaculaire des communications, favorisé par la mise en place des satellites et le développement de l'électronique et de l'informatique, permet d'ouvrir de nouveaux horizons aux échanges économiques internationaux. Des services de plus en plus élaborés sont offerts aux entreprises, dont la compétitivité est étroitement liée à l'utilisation intensive de nouveaux outils de traitement et de transmission de l'information.

C'est pour cela qu'est né le concept de téléport. Il est difficile d'en donner une définition unique, tant les réalisations connues dans le monde sont diverses, chacune répondant aux particularités d'un environnement économique, politique et réglementaire particulier.

D'une manière générale, on peut définir un téléport comme une zone privilégiée de télécom-

munications qui offre à ses utilisateurs des services de qualité à des prix compétitifs par : des moyens de communication puissants faisant appel à des réseaux et des technologies complexes ; des services partagés de qualité, dans un

En projet en Ile de France : un téléport pour profiter à plein des progrès des communications, de l'électronique et de l'informatique.

secteur où l'utilisation des outils de traitement et de transmission de l'information est une constante quotidienne ; une fiabilité dans la continuité du service fourni aux entreprises ; des tarifs de transmission intéressants compte tenu de la concentration du trafic et de l'effet d'échelle.

Depuis son apparition au tout début des années 80 aux Etats-Unis, le concept de téléport a sus-

cité auprès des grandes métropoles mondiales un intérêt particulier qui a entraîné la multiplication des projets. On prévoit d'ici à 1990 la mise en service d'une cinquantaine de téléports, dont vingt sont aujourd'hui opérationnels ; 60 % sont localisés aux Etats-Unis.

L'un des exemples les plus connus est le téléport de New York, qui accompagne un programme immobilier d'entreprises. Conçu comme un service complémentaire offert aux entreprises, il est intégré dans une vaste opération d'aménagement.

En résumé, quatre éléments déterminants militent en faveur de la création d'un téléport : le trafic international de l'information ; la mondialisation de l'économie ; la concurrence sur les réseaux nationaux et internationaux ; la recherche d'économies sur les coûts de transmission, qui exige des solutions nouvelles ; l'effet d'échelle, qui permet en concentrant le trafic, un partage des équipements, notamment pour les PME-PMI, qui peuvent ainsi accéder à des services réservés aux plus grandes entreprises.

Marseille en cartes

ÉCHAUDEE par la mise au jour inattendue de la cité et du port antiques de Marseille lors qu'était projeté le Centre-Bourse, en 1974, la ville de Marseille a mis au point un outil informatique qui permet d'avoir d'un seul coup d'œil une vision claire des différents états du sous-sol.

Avec la création d'une carte informatisée du patrimoine archéologique et historique, Marseille fait figure de pionnière dans la mesure où dans la plupart des villes anciennes, la connaissance de l'état réel du sous-sol est très fragmentaire. (A titre d'exemple, on ne connaît que 50 % des canalisations installées depuis la première moitié du dix-neuvième siècle, à plus forte raison la superposition des vestiges et témoignages enterrés correspondant aux diverses périodes de développement d'une ville.)

C'est pour cette raison, explique Daniel Drocourt, directeur de l'Atelier du patrimoine de

Marseille, à qui l'on doit cette idée et sa réalisation, « que nous avons commencé à rassembler les données destinées à la création d'un atlas du patrimoine qui contiennent tous les renseignements nécessaires aux opérateurs d'urbanisme et d'aménagement sur la même carte, qui est une carte informatisée. »

Nous avons débuté en 1982 par une cartographie au 1/500^e du centre historique de Marseille avec mention spéciale des données archéologiques reportées sur le cadastre déjà informatisé de la ville par la société ICOREM (informatique communale pour la région méditerranéenne). Nous poursuivons actuellement le travail par une cartographie concernant la structure des bâtiments existants ou ayant disparu, de leurs caves ou de leurs témoins, ainsi que des réseaux d'eau, de gaz, de la nature géologique du sol, des divers travaux qui ont pu au cours du temps modifier le sous-sol, etc. D'un seul coup

d'œil on peut donc avoir une vision claire de l'impact d'un bâtiment au niveau du sol et des 15 ou 20 mètres des différents niveaux de son sous-sol.

Tous ces renseignements ont été puisés dans diverses archives communales et complétés par des enquêtes, l'Atelier du patrimoine ayant assuré la collationnement des diverses données historiques, archéologiques, géographiques et techniques d'un lieu donné. On peut même porter sur la carte informatisée des renseignements concernant le bruit ou la pollution particulière à l'endroit...

Actuellement, la carte informatisée recouvre 60 hectares du centre historique de Marseille et d'ici deux ans concernera 200 hectares, avec près de cent informations différentes couvrant une douzaine de disciplines qui vont de la topographie à la géologie en passant par la géographie ou l'archéologie du lieu.

JEAN CONTRUCCI.

PAO/ARCHIVAGE

Coût moyen ARCHIVAGE sur disque optique : environ 500 000 francs hors taxes

Chez MICRO CONCEPT

L'association du disque optique numérique avec le système PAO fournit complet : Zénith AT + Scanner + imprimante laser + logiciel

ramène votre budget archivage à :

150 000 francs hors taxes

(valable pendant la durée du SICOB et dans la limite des stocks disponibles)
STAND 2N2027 ou : 3, rue Laroche 75014. - Tél. : 43-21-47-10.

150 000 F

سكنا من الامم

Le Monde • Jeudi 9 avril 1987 21

en 1988

Jusqu'à maintenant, voilà de quoi
vous aviez l'air au moment de faire appel
à un S.A.V. informatique.

gicien

Quand on a besoin d'être assisté, l'isolement quelquefois peut peser très lourd. Pour vous libérer de votre solitude, le groupe Seti a inventé une nouvelle solution. Plus performante, plus souple, plus sûre, c'est la première distribution informatique à services complets ou à la carte.

SETI MAINTENANCE : c'est votre tranquillité à long terme. Sécurinfor, filiale spécialisée du groupe, assure la maintenance de vos matériels micro-ordinateurs et périphériques.

Tout le territoire est couvert. Et, grâce à une télémaintenance sur centre serveur, les délais d'intervention sont réduits au minimum.

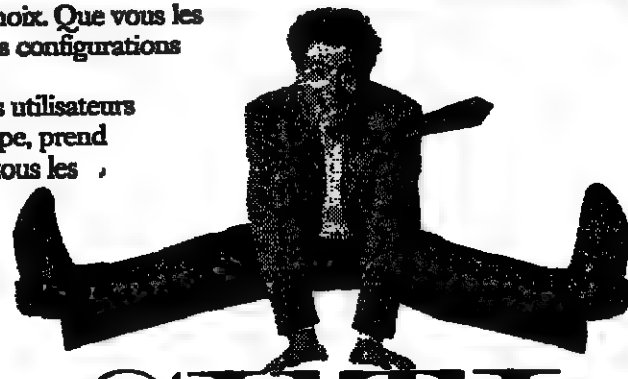
SETI DISTRIBUTION : c'est la sécurité apportée par des marques leaders. Terminaux Ampex. Imprimantes Fujitsu. Sauvegardes Cipher. Disques Miniscribe et Fujitsu. Communication Microtam, Noxel et Metavidéotex. Systèmes Bull, Compaq. Moniteur haute résolution TVM et ADL Xerus, société spécialisée du groupe, fournit aux PME, en location-vente, des solutions clé en main.

SETI CONSEIL : c'est la certitude à l'heure du choix. Que vous les trouviez chez Seti ou non, nous étudions les meilleures configurations pour votre cas.

SETI FORMATION : c'est la garantie d'avoir des utilisateurs rapidement opérationnels. Axel, autre société du groupe, prend en main chez vous ou dans ses locaux la formation à tous les niveaux.

SETI RECHERCHE : c'est la certitude de ne pas vous trouver dépassé. Noxel, société du groupe, est à la recherche constante de nouvelles solutions plus économiques et plus performantes. Elle peut expertiser pour vous tout système et tout matériel.

Choisir Seti, c'est choisir la première entreprise en réseau conçue pour répondre à l'ensemble des besoins du marché. En toute liberté.



SETI

Groupe Seti : 1, rue Michelet - 94200 Ivry-s/Seine
Tél. (1) 46 70 36 41 - Télécopieur : 45 21 09 28

Seti: la nouvelle liberté informatique.

Sicob Stand 4-K-4035

DÉFENSE

Un entretien avec M. Giraud

(Suite de la première page.)

La réalisation d'un marché commun de l'armement viendra après. Encore faut-il s'entendre sur le sens des mots. Quelle est la situation d'aujourd'hui ? On croit construire l'Europe en répartissant les tâches de conception et de fabrication d'un armement entre plusieurs États européens. Comme si un avion d'État américain qu'il la condition d'être construit dans différents ateliers implantés en Arizona, en Californie, en Ohio et au Massachusetts pour limiter la note énumération. Un avion de combat est européen s'il est anglais ; il l'est aussi s'il est français. Il faut seulement qu'il corresponde aux exigences des États-majors européens. Et ce sont eux — les clients — qui feront le marché commun de l'armement.

Si les États-majors des douze pays européens cherchaient à marquer leur identité en évitant soigneusement d'avoir les mêmes concepts, il n'y aurait pas de marché commun de l'armement. Si les Allemands veulent un hélicoptère antichar avec pilotage en tandem et une visionneuse dans le nez de l'appareil ; si les Français veulent un hélicoptère antichar avec pilotage côte à côte et une visionneuse de tête, eh bien il n'y aura pas d'hélicoptère européen. Ce sont les États-majors qui feront l'Europe des armements en fixant ensemble leurs exigences et en choisissant les meilleurs industriels susceptibles de les satisfaire. Resterait aux États de faciliter les coopérations que se proposent de retenir les industriels entre eux. Des progrès substantiels peuvent rapidement être faits dans cette voie.

Des armes antimissiles

Quelles garanties la France peut-elle donner à ses alliés dans le domaine de la « conversion » nucléaire de l'Europe et, en particulier, vis-à-vis de l'Allemagne fédérale pour ce qui concerne la doctrine d'emploi du missile préstratégique Hades dont, le cas échéant, de la bombe à neutrons dans les années 90 ?

Sur les bases définies par le général de Gaulle, la France a construit une défense dont la clé de voûte est la dissuasion nucléaire stratégique. Elle a par la suite complété son dispositif par un armement tactique — ou préstratégique — mis en œuvre tout en développant et en modernisant le premier échelon de son système dissuasif que constitue son armement conventionnel. L'ensemble de l'équipement résultant de ces choix est évidemment à l'échelle du pays. Il serait ridicule de considérer qu'il s'agit de la France pour assurer la couverture de tel ou tel autre État européen ou partie de l'Europe.

Par contre, il est tout à fait imaginable de procéder ensemble à certaines évaluations de situation et à organiser les systèmes de défense pour que leur efficacité globale soit supérieure à la somme de chacun d'eux. Il est parfaitement réaliste d'organiser d'abord en fonction d'objectifs précis des coordinations européennes régionales ou partielles. Prenons, par exemple, la France et la Grande-Bretagne : elles sont les deux seules puissances nucléaires européennes et peuvent certainement accroître leur efficacité au prix d'une concertation ou d'une coopération dont le niveau peut s'accroître progressivement. On pourrait prendre aussi l'exemple de la Méditerranée occidentale.

Les intérêts de la France, de l'Italie et de l'Espagne trouveraient leur compte dans l'organisation de leur coopération. Quant à la France et à la République fédérale d'Allemagne, elles ont un immense domaine à exploiter : celui d'une évaluation conjointe des conditions d'interventions et d'opérations auxquelles elles pourraient procéder sur le théâtre Centre-Europe. La France et la République fédérale d'Allemagne ont une responsabilité capitale

dans la défense de l'Europe. Leur alliance est une nécessité ; pour devenir une réalité profonde, au point de pouvoir associer leur destin européen, il va falloir déchirer quelques voiles et exorciser leur histoire.

Etes-vous partisan de la construction, par l'Europe, d'un système de défense contre les missiles tactiques soviétiques ATBM et considérez-vous son architecture comme complémentaire de l'organisation SDI d'un bouclier spatial antimissiles telle qu'elle a été imaginée par les stratégies du président Reagan ?

« Imaginé » est le bon mot. On est encore au stade des recherches. Les États-Unis ne dépensent sur le SDI que 1 % de leur budget militaire.

L'espace constitue cependant un domaine de développement pour les technologies de défense de demain qui méritent attention. Les options françaises, telles qu'elles apparaissent dans la loi de programme, sont cohérentes avec les choix fondamentaux de notre politique de défense : permanence de notre système de dissuasion nucléaire et capacité à maîtriser les crises. Elles consistent donc à disposer de moyens spatiaux — satellites et infrastructures associées — permettant d'observer et d'écouter depuis



l'espace et de communiquer via l'espace ; par ailleurs, nous devons nous préparer à disposer de moyens permettant de protéger nos forces nucléaires contre les menaces éventuelles venant de l'espace, à partir d'armes antimissiles notamment.

Les programmes correspondant à ces objectifs sont lancés ; il s'agit du satellite d'observation et de surveillance baptisé Hélic et d'un système de télécommunications spatial (Syracuse 2) destiné à prendre la suite au début des années 90 de Syracuse 1, déjà en service.

Pour le reste, nous nous bornerons à travailler sur la perfectionnement des défenses antiaériennes et antimissiles et sur certaines technologies d'avenir.

Plusieurs années de « stagnation »

Vous avez indiqué, sans davantage de détails, à la commission de la défense de l'Assemblée nationale, que la programmation militaire était sous-tendue par un modèle d'armes dimensionné par sa capacité de choc ou de destruction, et non par le niveau de ses effectifs. Quel est, plus précisément, ce modèle d'armes ?

La loi de programmation d'équipement militaire telle qu'elle est présentée aujourd'hui à l'Assemblée nationale n'est pas dimensionnée par référence à un niveau d'effectifs. Il s'agit de raisonner en fonction d'une capacité visée de choc et de destruction. Nous ne sommes plus en 1914 où la quantité des hommes — plusieurs millions — déterminait la puissance du feu et l'ampleur des contre-offensives ; époque où existaient déjà des technologies avancées comme celle de l'aviation mais elles étaient tellement rudimentaires qu'au cours de la

Grande Guerre, près de 50 000 appareils ont été construits en France ! La quantité était le facteur déterminant. Aujourd'hui, quel que soit le conflit auquel nous aurions à faire face, les techniciens de la guerre seraient dix fois moins nombreux et les avions dont nous disposerions ne dépasseraient pas 5 000.

En 1914, il fallait un régiment de 3 000 hommes pour tenir un front de 1 kilomètre ; aujourd'hui, trois fois moins d'hommes tiennent un ligne de front triple grâce à un armement infiniment plus performant : le fusil d'aujourd'hui lance des grenades à 300 mètres et le Milan neutralise un char jusqu'à 2 000 mètres. Des mouvements de troupes peuvent se faire sur plusieurs centaines de kilomètres en une seule journée.

C'est la maîtrise de l'électronique, de l'infrarouge, du laser, de l'automatique, de l'informatique qui fera la force de nos armées. C'est alors que ces technologies seront servies par des personnels bien entraînés, disciplinés, entreprenants et décidés à tout sacrifier, comme hier, pour le service du pays. Ce qui vient de se passer au Tchad est à cet égard tout à fait indicatif. Quelques milliers d'hommes bien entraînés, mobiles, déterminés disposant d'un armement limité mais d'élaborés et d'appliqués une politique générale du personnel civil et militaire de la défense. Le poste est donc important, et personnel. Il y a eu, en 1986, une estimation que M. Giraud écartait des responsabilités l'ancien collaborateur de M. Hernu.

Le modèle d'armes est celui qui est caractérisé par les armements mentionnés dans la loi de programme, avec pour certains la caractérisation des missions à assurer, pour d'autres, les repères chiffres significatifs.

Aucune des programmations précédentes, depuis un quart de siècle, n'a été menée à terme. Quelles assurances avez-vous, aujourd'hui, que votre projet sera exécuté et ne croquera pas que les perspectives économiques (croissance du PIB de 2,5 % par an) sur lesquelles il est fondé sont ou deviendront irréalisables ?

Pourquoi le croiriez-vous ? Je vous fais observer que nous programmions sur cinq ans. La loi que nous allons présenter est relative à l'équipement dont nos forces armées disposeront en l'an 2000. Il n'est pas possible aujourd'hui de compter sur un niveau technologique des systèmes d'armes en cause d'imaginer des inflexions ou des variations successives portant sur les caractéristiques, les performances, les séries de ces matériels. La valeur intrinsèque de notre défense serait alors en cause. Il faut en fait une année d'effort soutenu pendant près de dix ans pour disposer d'un armement nouveau. Pour être en situation de compétitivité par rapport à l'adversaire, il faut éviter les retards, les tergiversations et tout relâchement de l'effort d'investissement. C'est bien la raison pour laquelle il était urgent que la France redresse vigilement la situation après une stagnation de plusieurs années du budget d'équipement de nos armées.

Des dispositions techniques ont été prises pour que l'effort budgétaire ne soit pas freiné au premier prétexte venu : les crédits inscrits dans la loi sont exprimés en volume et en francs 1986 pour éviter toute spéculation sur le taux d'inflation des prochaines années ; chacune des années de la loi de programmation est individualisée, ce qui permettra le contrôle annuel de sa bonne exécution ; l'effort principal (une croissance de 12 %) est en début de loi tandis qu'il est régulier (6 %) par la suite.

Mais il serait vain de nier que la poursuite de l'effort dépendra de la volonté politique des gouvernants.

Propos recueillis par JACQUES ISNARD.

(1) Produit intérieur brut marchand.

Ancien collaborateur de M. Hernu

M. Cailleteau donne sa démission de directeur de la fonction militaire

Le directeur de la fonction militaire et des relations sociales au ministère de la défense, M. François Cailleteau, vient d'adresser une lettre de démission à M. André Giraud. Il lui demande de pouvoir réintégrer son corps d'origine, le contrôle général des armées au sein du ministère.

Ancien directeur adjoint du cabinet civil et militaire du ministre de la défense, M. Charles Hernu, entre 1981 et 1983, M. Cailleteau avait été nommé, en octobre 1983, au poste de directeur des affaires juridiques au ministère de la défense. En mai 1986, le nouveau ministre de la défense, M. Giraud, réorganise l'administration centrale : après la suppression des fonctions de secrétaire général des armées, détenues par M. François Bernard, ancien directeur du cabinet civil et militaire de M. Hernu, il crée une direction de la fonction militaire et des relations sociales. C'est cette direction que M. Giraud choisit de confier à M. Cailleteau.

Officiellement, la direction de la fonction militaire et des relations sociales est chargée, selon des directives du ministre de la défense et en liaison avec la délégation générale pour l'armement et les États-majors, d'élaborer et d'appliquer une politique générale du personnel civil et militaire de la défense. Le poste est donc important, et personnel. Il y a eu, en 1986, une estimation que M. Giraud écartait des responsabilités l'ancien collaborateur de M. Hernu.

En termes d'une année de travail avec le cabinet de M. Giraud, il semble que M. Cailleteau, en donnant sa démission, ait tiré les conséquences des difficultés rencontrées dans ses relations avec le ministre et ses proches conseillers.

À la direction de la fonction militaire et des relations sociales, on estime en effet que M. Giraud prête une attention insuffisante aux problèmes du personnel dans les armées, du fait de la priorité donnée à l'équipement des forces. M. Cailleteau lui-même n'a pas été invité comme il aurait dû l'être à des réunions de travail sur des sujets concernant très étroitement ses fonctions, par exemple, des séances avec le cabinet du ministre sur le profil de carrière des personnels travaillant pour la défense.

Seul le général Imbot...

De même, la direction de la fonction militaire a attiré, à plusieurs reprises mais en vain, l'attention de M. Giraud sur le malaise croissant des cadres d'active qui ne trouvent pas d'emploi après avoir dû quitter l'uniforme à un âge où ils ont encore charge de famille.

C'est notamment le cas des sous-officiers, et plus spécialement des sous-officiers de l'armée de l'air, pour lesquels les limites d'âge réglementaires pour leur retour à la vie civile se situent dans des tranches d'âge jeunes. La possibilité d'une deuxième carrière leur était offerte en compensation de nombreuses contraintes de l'activité militaire.

Aujourd'hui, la crise de l'emploi ne facilite pas leur reclassement.

La démission de M. Cailleteau a ceci de particulier qu'elle émane d'un haut fonctionnaire de quarante-neuf ans qui est, en quelque sorte, le dernier « survivant », au ministère de la défense, d'une expérience de collaboration instaurée depuis un an entre des responsables de l'ancienne équipe réunie autour de M. Hernu et le cabinet de M. Giraud. Dès son arrivée au ministère de la défense, M. Giraud s'est séparé de deux anciens collaborateurs de ses prédécesseurs, l'ingénieur général Emile Blanc, alors délégué général pour l'armement, et M. Bernard, l'ancien secrétaire général des armées au ministère.

Plus récemment, le ministre de la défense a nommé un nouveau directeur général de la gendarmerie nationale (Le Monde des 27 mars et 1^{er} avril), après avoir décidé de se séparer du détenteur du poste, M. Olivier Ransard-Peyron, qui avait été conseiller technique au cabinet civil et militaire de M. Hernu.

M. Cailleteau était le dernier haut fonctionnaire issu de l'équipe de M. Hernu à avoir conservé son poste, à l'exception cependant du général René Imbot, nommé par M. Paul Quilès aux fonctions de directeur général de la sécurité extérieure (les services secrets français). Le cas du général Imbot demeure unique : il est vraisemblable, en effet, que l'ancien « patron » de la DGSE gardera ses responsabilités au moins jusqu'aux élections présidentielles de 1988, du fait de la volonté du chef de l'État de le maintenir à la tête de ce service.

J. L.

L'assassinat à Paris d'un avocat d'origine algérienne

(Suite de la première page.)

Les enquêteurs n'excluent, néanmoins, aucune hypothèse, notamment un règlement de comptes d'ordre privé, en rapport avec ses activités d'avocat. Ce mercredi matin, les enquêteurs de la brigade criminelle procédaient à la perquisition de son cabinet parisien.

« Un travail des services spéciaux algériens, véritable police politique du régime ». L'accusation est grave, mais M. Alt Ahmed, un des chefs historiques de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, l'assume en toute conscience. Comme il nous l'a déclaré ce mercredi 8 avril, M. Alt Ahmed, qui était un de ses amis très proches jusqu'à sa mort, était membre du FFS (Front des forces socialistes) créé par M. Alt Ahmed en 1963, après son exclusion du FLN, était un opposant particulièrement gênant pour le régime algérien.

« Depuis quelque temps, affirme M. Alt Ahmed, nous craignons les réactions d'Alger. Tous les faux-semblants démocratiques, comme la création d'une section d'Amnesty International, d'une troisième Ligue des droits de l'homme, font partie d'un scénario », nous a encore déclaré M. Alt Ahmed, avant d'ajouter : « Les services algériens peuvent tout se permettre. C'est le terrorisme d'État. »

Une chose est sûre en tout cas, depuis trois semaines, M. Mecili était l'objet de menaces téléphoniques qu'il avait prises suffisamment au sérieux pour démenter. Il y a dix jours, M. Mecili, qui avait quitté l'Algérie en 1966, trois mois avant l'évasion de prison de M. Alt Ahmed, était, depuis, installé en France, dont il a la nationalité, et se consacrait à la défense de tous les opposants algériens. C'est lui qui avait notamment défendu les treize Algériens, membres du Mouvement démocratique algérien de l'ancien président Ben Bella, menacés d'expulsion en octobre 1986.

Cette intention avait été interprétée comme une « bonne manière » faite à l'Algérie par la France pour « remercier » Alger de son rôle d'intermédiaire dans l'affaire des otages français détenus au Liban. Depuis, Paris a interdit à deux reprises le journal de l'ancien président Ben Bella, Al Badil, et les opposants algériens se sont vu rappeler à l'obligation de réserve. Plusieurs meetings ont aussi été interdits, et tout se passe comme si Paris

musclait systématiquement toute opposition au régime du président Chadli.

M. Mecili était le principal animateur de *Libre Algérie*, le journal du Front des forces socialistes de M. Alt Ahmed. La carrière de ce militant de la première heure peut ainsi justifier, selon M. Alt Ahmed, l'hypothèse d'un assassinat par les services algériens.

M. Mecili, qui s'était engagé à seize ans dans l'ALN, avait été, de 1958 à 1962, membre des services de renseignements algériens. Il en avait démissionné à l'indépendance avec toute une équipe de Kabyles, n'étant pas d'accord,

selon M. Alt Ahmed, sur le rôle de « noyautage intérieur » dévolu à ces services. En 1963, il avait cependant réintégré la sécurité militaire, mais il fut arrêté en compagnie de M. Alt Ahmed, le 17 octobre 1964. Il avait été libéré après le coup d'État de 1965, selon son ami, sur l'intercession de MM. Talab Ibrahim, actuel ministre des affaires étrangères, et Alt Chellal, actuel ambassadeur d'Algérie en Tunisie.

M. Mecili gardait, à Paris, des contacts avec tout le monde, y compris avec les autorités algériennes, dont il recevait des émissions.

Après la mort d'une voyageuse en gare d'Evry

Des avocats demandent l'inculpation de deux contrôleurs de la SNCF

Devant la presse, mardi 7 avril, les avocats de la famille de Viviane Borderie, morte le 23 mars en gare d'Evry-Courcouronnes (Seine-et-Marne), ont précisé les motifs pour lesquels ils avaient demandé, le matin même, l'inculpation des deux contrôleurs de la SNCF mêlés au drame. C'est au juge d'instruction d'Evry, M. Emile Cabré, que M. Georges Paul Langevin pour les parents de la victime, M. Francis Terquem pour SOS-Racisme, M. Denis Thellac et M. Grégoire Rincourt pour le veuf et ses enfants, ont adressé leur requête, après examen du dossier.

Viviane Borderie, quarante-deux ans, une infirmière antillaise, mère de trois enfants, était intervenue dans une altercation opposant dans le train deux contrôleurs à M. Lingbong Likila, étudiante et fille du secrétaire d'État adjoint à la défense nationale et à la sécurité du territoire, montée en première classe avec un billet de seconde. Selon quatre témoignages — ceux de M. Lingbong et de trois jeunes gens, MM. Thierry Megnoux, Laurent Lorenzini et Mammal Saint-Lary — cités par les avocats, les contrôleurs ont empêché Viviane Borderie de descendre en gare de Grigny, où elle devait retrouver ses enfants. Selon les avocats, les contrôleurs pou-

vaient, en conséquence, être inculpés de « crime d'arrestation sur un faux ordre de l'autorité publique et d'illégalité de séquestration de moins de cinq ans ». Selon certains témoignages, l'un des contrôleurs aurait eu « un rôle actif » dans la chute de Viviane Borderie. Il pourrait être inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Enfin, dernier motif d'inculpation, pour les avocats : « délit de non-assistance à personne en danger », car « contrairement aux allégations de la SNCF, les deux contrôleurs étaient très proches de M. Borderie au moment de l'accident ».

Pour sa part, M. Emile Cabré envisage une reconstitution des faits, dimanche 26 avril, ont annoncé les avocats. Dès le 1^{er} avril, la SNCF avait diffusé auprès de son personnel une note interne mentionnant un procès-verbal pour voyage en situation irrégulière dont Viviane Borderie aurait été l'objet. « Nous ne pouvons laisser cracher sur Viviane Borderie après qu'elle ait été jetée du train », a protesté M. Francis Terquem, expliquant ainsi la démarche des avocats auprès du juge Cabré.

D. R.

Islande pour les Amoureux de la Nature.

— séjour à la ferme — pêche — ornithologie — randonnées à cheval — géologie — trekking — en voyages individuels — en groupes.

Ce n'est qu'un aperçu du programme que vous propose l'Islande pour vos prochaines vacances. — cocher la formule choisie.

Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR 8, bd des Capucines 75002 Paris. ☎ (1) 47 42 52 26

ICELANDAIR Vols directs de Paris

Le Monde

sur minitel

JOUEZ

Gagnez « les Grandes Plumes »

3615 TAPEZ LEMONDE puis LU.

هك زان لامل

سكنا في المرحله

Société

JUSTICE

Un tribunal de Paris

Le docteur Demarquet condamné pour violation du secret médical

Le docteur Jean-Maurice Demarquet a été condamné, mardi 7 avril, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, à 5 000 francs d'amende pour avoir pas respecté le secret médical dans une interview au journal *le Monde* - le 15 octobre 1985 - vis-à-vis de Hubert Lambert et de son légataire universel, M. Jean-Marie Le Pen. M. Demarquet avait promis de verser 10 000 francs de dommages-intérêts à M. Le Pen, président du Front national, qui s'était porté partie civile.

M. Le Pen, légataire universel d'Hubert Lambert, décédé le 24 septembre 1976, avait estimé, le 17 mars dernier, lors d'une première audience, que le docteur Demarquet avait trahi, envers Hubert Lambert et lui-même, le serment d'Hippocrate. Lors d'une seconde audience, le 23 mars, le docteur Demarquet avait nié avoir jamais été ni le médecin d'Hubert Lambert ni celui de M. Le Pen.

De son côté, M. Le Pen avait affirmé, à l'audience du 17 mars, que M. Demarquet « ne connaissait pas suffisamment Hubert Lambert pour venir le voir en qualité d'ami ».

Dans son jugement rendu mardi, le tribunal a estimé que le docteur Demarquet n'avait pu être tenu informé, comme il l'a été durant plusieurs années, des résultats d'analyses « que parce qu'il était considéré comme le médecin auquel il devait être fait part du bilan de santé ».

Pour ce qui concerne Hubert Lambert, le tribunal a « remarqué qu'en cours de l'enquête avec le journaliste du *Monde*, Alain Rollet, le docteur Demarquet avait posé pour principe qu'il avait été le médecin d'Hubert Lambert » et que, dès lors, il n'avait pu « tenir certains propos sans violer le secret médical ».

L'enquête sur la mort de Malik Ousseki

Un deuxième policier est inculpé

Quatre mois après la mort de Malik Ousseki, M. Philippe Jeannin, le juge d'instruction chargé du dossier concernant la mort du jeune étudiant passé à tabac par des policiers, a inculpé, mardi 7 avril, un

Il est des informations judiciaires particulièrement sensibles où, par crainte de faux pas, les juges d'instruction, au risque de se voir reprocher leur lenteur, décident d'avancer avec une souplesse prudente. C'est, peut-on dire sans exagérer d'être démenti, la tactique adoptée par M. Philippe Jeannin. Le coffre provoqué par la mort de Malik Ousseki, que les propos récents de M. Pandrion au *Monde* ne pouvaient pas, en soi, ouvrir, apparemment d'avancer sur la piste des faits. Ainsi, quatre mois après, un policier dont les explications, depuis longtemps, semblaient peu convaincantes et cadraient mal avec les témoignages connus, le brigadier-chef Schmitt, quarante ans, vient d'être inculpé de complicité et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, par agression de la force publique dans l'exercice de ses fonctions.

Que disait ce policier ? L'arrêt homologué Saint-Michel, à la tête de l'acte de la police, vers 1 heure du matin, de déployer son groupe de dix-huit motos en direction de la rue Racine où une mini-barricade avait été dressée. Arrivé au croisement de la rue

Monseigneur-le-Prince, ce policier, sur sa moto, était, s'il est exact, assis sur un pavé en pleine poitrine. Déséquilibré, sa moto dérapa. Le brigadier, groggy, ne sait, dès lors, ce qui l'entraîne vers le 20, rue Monseigneur-le-Prince, pas plus qu'il ne s'explique comment il perd son arme administrative, ni comment l'un de ses subordonnés, le gardien Giorgio, la retrouve dans la main de M. Paul Bayzeau, ce fonctionnaire du ministère des finances qui avait tenté de protéger Malik Ousseki en le laissant pénétrer dans l'entrée de son immeuble. Le brigadier-chef avait déclaré être « toujours resté sur le pas de la porte », ne croyait pas avoir « physiquement participé à l'acte » et n'avait jamais vu Malik Ousseki. Un certificat médical de vingt jours d'incapacité de travail est là pour témoigner du choc qu'il avait subi. Sans rapport apparent avec la mort de Malik Ousseki, ce poli-

ciériste devait, par la suite, être suspendu par son administration pour avoir omis de signaler la perte de son arme administrative.

Longuement gardé à vue, du 17 décembre à 9 heures au 18 décembre à 18 heures, le brigadier-chef Schmitt avait été remis en liberté. Des trois policiers dont l'enquête a déterminé qu'ils s'étaient trouvés 20, rue Monseigneur-le-Prince, le brigadier-chef Schmitt, les gardiens Giorgio et Garcia, seul ce dernier, pour avoir reconnu avoir frappé Malik Ousseki, était inculpé le 27 janvier. Et les autres, se demandait-on depuis ? Pouvait-on se satisfaire de trois de mémoire comme seule explication ? Ce n'était, bien évidemment, pas l'avis de la famille Ousseki représentée par M^{me} Georges Kiejman et Bernard Dertouze. Sans doute fallait-il consolider le dossier pour parvenir à une autre incrimination. Curieusement, ce sont des membres des forces de l'ordre qui sont venus à la rescousse de la partie civile.

Le coup de grâce

Les gendarmes d'abord : ceux de l'escadron de gendarmes mobiles de Chartres, dirigés par le major André Bessonier qui était chargé de bloquer le carrefour des rues Racine et Monseigneur-le-Prince. La situation n'était guère tendue puisqu'il venait de recevoir l'ordre de « décrocher » lorsque les gendarmes ont vu arriver les motos du PVM. Nombre de ces gendarmes ont vu tomber le moto du brigadier-chef Schmitt. « Je n'ai pas vu qu'il ait reçu un projectile », dit l'un. « Il ne paraissait pas blessé et s'est relevé aussitôt », dit l'autre. « S'il avait reçu un coup, j'aurais vu un projectile de cette taille », poursuit un troisième. A quel alors est due cette chute ? « A une mauvaise manœuvre », « à un arrêt trop brusque », « à sa précipitation à poursuivre des manifestants ».

Des policiers du PVM qui suivaient immédiatement, à 5-10 mètres le

derrière, de son supérieur le commissaire Duruisseau et de M. Paul Bayzeau - ont dû finir par convaincre le juge d'instruction que la mémoire du policier était par trop sélective.

bragadier-chef Schmitt apportent des témoignages comparables. Il s'agit du gardien Musser qui conduisait la moto, et du gardien Fernandez en selle derrière lui. Rien à leurs yeux n'expliquait que leur supérieur prit la décision de l'engager rue Monseigneur-le-Prince. Le gardien Fernandez ajoute : « J'ai vu la moto dériver. Je n'ai pas remarqué qu'il ait été atteint par un projectile ». Maladresse alors ? Un des responsables du PVM, en tout cas, ne félicitera pas le brigadier-chef dont c'est « la deuxième chute en deux jours ».

Malgré le coup de grâce est donné par le commissaire Jacques Duruisseau, le grand patron du PVM. Il ne fait pas de quartier. Le soir de la mort de Malik Ousseki, ses hommes, de vive voix ou dans leur rapport, ne signalaient ni incident « tel que poursuite d'un manifestant dans un immeuble ou coups portés à un manifestant ».

D'ailleurs, le commissaire Duruisseau apprendra la mort de Malik Ousseki qu'à 3 h 15 du matin. A ce moment, il n'imagine pas un seul instant, dit-il, que ses hommes puissent être pen ou prou mêlés à l'affaire. Il lui faudra attendre le lendemain et la cérémonie de remise de jouets destinés aux enfants des fonctionnaires de son unité à l'occasion de Noël pour avoir connaissance d'une rumeur : ses cours d'une opération récente, une de ses hommes aurait égaré son arme.

Il contacte les policiers de l'inspection générale des services (IGS). Déroulé d'informations mais soupçonneux, sur sa demande, par l'IGS. Le 8 décembre, il apprend que le gardien Giorgio a « récupéré », dans des circonstances mal définies, l'arme du brigadier-chef Schmitt. Quand Giorgio apprend qu'il devra déposer devant l'IGS, il est gêné et ne veut pas s'y rendre sans Schmitt. Pour le commissaire Duruisseau, le meuble recel corps. Il ne parviendra à joindre le brigadier-chef à son domicile que le 9 décembre et se rendra directement chez lui. Schmitt reconnaît alors avoir perdu son arme. Mais « groggy, en état de choc », il continue d'affirmer ne rien pouvoir se rappeler.

Au cours de ses auditions, le commissaire Duruisseau rappelle au juge d'instruction que au moment où son subordonné a pris l'initiative d'intervenir rue Racine, il n'était « plus question de renseignements, mais de procéder à des interpellations d'individus ne livrant à des délits sur la voie publique ». Peut-on raisonnablement ranger Malik Ousseki dans cette catégorie ? De même, le commissaire rappelle-t-il, s'il en était besoin, qu'il est absolument impératif de signaler la perte d'une arme ou cours d'une intervention, d'autant plus si elle est récupérée par un tiers.

Quant à M. Paul Bayzeau, fermement, posément, il continue d'affirmer :

1) que trois policiers sont venus récupérer l'arme perdue dans l'entrée de son immeuble, après que Malik ait été frappé ;

2) que le propriétaire de l'arme est bien entré et ne s'est pas contenté de rester sur le pas de la porte ;

3) qu'il a, lui-même, été frappé par ces trois policiers ;

4) que jamais Malik Ousseki n'a fait ni un geste d'agression ni un geste de défense. Tout cela s'est passé très vite : soixante-dix secondes au maximum.

Ces éléments en main, le juge d'instruction a donc décidé une nouvelle inculpation.

AGATHE LOGEART.

SPORTS

Football : Coupe de France

PSG et Saint-Etienne éliminés

Le Racing-Club de Strasbourg et le FC-Martignes, clubs de seconde division, ont créé la surprise, mardi 7 avril, en éliminant respectivement le Paris-Saint-Germain, champion de France en titre, et l'AS-Saint-Etienne, lors des seizièmes de finale retour de la Coupe de France de football.

*TOURS (D. 2) bat La Roche (D. 2) 3-1 (0-0)
*STRASBOURG (D. 2) b. Paris-SG (D. 1) 1-0 (0-0)
*BREIST (D. 1) b. UCLV Vannes (D. 4) 3-0 (1-1)
*LAVAL (D. 1) b. Rennes (D. 1) 5-3 (1-1)
*PERIGUEUX (D. 4) b. Lohon (DH) 3-0 (1-3)
*LENS (D. 1) b. Roubaix (D. 3) 2-1 (0-0)
*Thion (D. 2) et Ailla (D. 2) 0-0 (0-1)
*Monsie (D. 1) b. "Nico" (D. 1) 3-0 (2-0)
*AUXERRE (D. 1) b. Baume-les-Dames (DH) 5-0 (5-0)
*LYON (D. 2) b. Angers (D. 2) 3-2 (3-2)
*REIMS (D. 2) b. Mulhouse (D. 2) 1-0 (2-0)
*MARTIGUES (D. 2) b. Saint-Etienne (D. 1) 2-0 (0-1)
*Caen (D. 2) et TOULOUSE (D. 1) 1-1 (0-1)
*Caen (D. 2) et MARSEILLE (D. 1) 0-0 (0-1)
*Bastia (D. 2) et LILLE (D. 1) 0-0 (1-2)

Le score entre parenthèses est celui du match aller. Les équipes qualifiées sont en capitales. Le match Bordeaux (D. 1) - Gueypen (D. 2) aura lieu le 14 ou le 15 avril.

RELIGIONS

● RECTIFICATIF. - Des erreurs de transmission se sont glissées dans l'article sur le judaïsme libéral (*le Monde* du 8 avril). Celui-ci est né à la synagogue de la rue Copernic, il y a quatre-vingts ans et non vingt ans. Par ailleurs, il faut distinguer entre le « ber-mitsvah » pour les garçons et le « bat-mitsvah » pour les filles.

En Avril, en Savoie, la neige épouse le soleil.

Venez à la noce.

Un mariage à ne pas manquer.

Chaud le soleil, ardente la neige : super les pistes.

Plus longs les jours : terrible la bronzette.

Plus bleu le ciel : attention les yeux.

En Savoie-Haute-Savoie, le printemps, c'est ce que l'on a inventé de mieux pour vraiment profiter de la neige.

En Savoie-Haute-Savoie, il y a encore des places à prendre au soleil.

Téléphonez sans perdre une seconde à votre station préférée, sinon elle ne vous attendra pas pour faire la fête.

Comité Régional du Tourisme Savoie Mt Blanc - Associations touristiques départementales

Savoie Haute Savoie

Tous les Sports d'hiver au Printemps

Sciences

Le super-ordinateur Cray-2 en service pour la Météorologie nationale

Mieux prévoir le temps du week-end

Le 7 avril à 7 h 05, la Météorologie nationale a « sorti » sa première prévision pour les quatre-vingt-seize heures à venir, grâce au Cray-2, le plus puissant ordinateur du monde, dont elle partage l'usage avec les neuf autres membres du Centre de calcul vectoriel pour la recherche (CCVR) et qui est installé dans l'école polytechnique, à Palaiseau. Elle est la seule service météorologique européen à disposer d'un Cray-2.

Depuis 1985, le CCVR — et donc la Météorologie nationale — disposait d'un Cray-1. Mais les performances du Cray-2 sont très supérieures à celles de son prédécesseur.

Le Cray-1 a la forme d'une colonne creuse haute de 2 mètres et d'un diamètre de 1,70 mètre environ, ce qui est déjà très petit pour un super-ordinateur. Il peut faire 50 millions d'opérations par seconde et emmagasine dans sa mémoire 1 million de mots de huit octets. Il prévoit le temps vingt-quatre heures à l'avance en 120 milliards d'opérations et en quarante minutes. Pour une prévision à quatre-vingt-seize heures, il a besoin de 480 milliards d'opérations et de deux heures et quarante minutes.

Le Cray-2 a toujours la forme d'une colonne creuse. Mais celle-ci n'est haute que de 1,40 mètre et son diamètre ne dépasse pas cette même dimension (1,1). Il peut faire 1,2 milliard d'opérations par seconde et emmagasine dans sa mémoire 256 millions de mots de huit octets. Il prévoit le temps vingt-quatre heures à l'avance en 120 milliards d'opérations et en 4 minutes. Pour la prévision à quatre-vingt-seize heures, il fait les 480 milliards d'opérations en seize minutes.

Les prévisions météorologiques sont fondées sur les lois de la thermodynamique. L'atmosphère est divisée régulièrement en « boîtes » à

trois dimensions. Dans les deux sens horizontaux, chaque boîte a environ 100 kilomètres de côté. Dans le sens vertical, il y a empilement de quinze boîtes sur une vingtaine de kilomètres de hauteur. A partir des quelques 30 000 mesures (température, pression, humidité, vitesse et direction du vent) faites chaque jour à la même heure sur le réseau météorologique mondial qui lui est très inégalement réparti, on attribue pour chaque « boîte » une valeur à chacun des paramètres. Puis on calcule, en fonction des lois de la thermodynamique, l'évolution de l'atmosphère toutes les vingt-deux minutes pour chaque des « boîtes » et ce, pour les quatre-vingt-seize heures à venir. C'est le modèle Émeraude (2).

Il y a aussi le modèle Périodot qui utilise des « boîtes » de 35 kilomètres de côté, toujours empilées par quinze. Mais celui-ci ne sert que pour affiner les prévisions concernant le territoire français.

Avec les performances de calcul de Cray-2, on étend à l'ensemble du globe le modèle Émeraude qui, sur le Cray-1, était limité à l'hémisphère nord. Quant au modèle Périodot, son domaine de travail, qui ne couvrait que la France et ses abords immédiats, va être étendu à une bonne partie de l'Atlantique oriental, de la Méditerranée et de l'Europe occidentale. Ainsi, les prévisions « affinées » se feront à l'échelle de quarante-huit heures au lieu de vingt-quatre heures.

Enfin, pour le modèle Périodot, Cray-1 ne marchait que pour les observations faites à 2 heures du matin (heure française, soit 0 heure temps universel). Alors que Cray-2 travaille aussi à partir des observations de la nuit et en plus sur celles effectuées à 12 heures (temps universel).

Pour le premier jour de Cray-2, les installations de l'avenue Rapp de la Météorologie nationale ont reçu dans les premières heures du 7 avril les observations faites à 2 heures (heure de Paris) dans les quelque trois mille stations du réseau mondial, par trois mille navires et par les satellites. A 4 h 50, toutes ces données étaient transmises par fil au Cray-2 de Palaiseau. A 7 h 05, celui-ci avait calculé, selon les modèles Émeraude et Périodot, l'évolution de l'atmosphère, respectivement pour

les quatre-vingt-seize et les trente-six heures à venir et envoyait ses résultats avenue Rapp. A 7 h 15, tous les résultats étaient transformés en cartes et en graphiques et ils étaient arrivés, à 7 h 20, dans les cent cinquante stations de la Météorologie nationale réparties dans toute la France.

Ces premières performances, déjà intéressantes, ne sont pas les seuls avantages obtenus par la mise en service de Cray-2. Le nouveau super-ordinateur va en effet être utilisé pour la recherche pendant la moitié du temps attribué à la Météorologie nationale. Il permettra, notamment, de comparer les prévisions aux situations réelles qui se sont établies après ces prévisions et d'améliorer, ainsi, sans cesse, la connaissance de l'atmosphère et de l'évolution de celle-ci.

Mais il ne faut pas oublier que les prévisions météorologiques, même affines de plus en plus, même utilisant des ordinateurs de plus en plus puissants, ne seront jamais ponctuelles, sauf à échéance d'une heure environ dans des cas très précis — des manifestations sportives par exemple. Mais il faut alors des observations, ponctuelles elles aussi, réparties spécialement dans le temps et l'espace pour la circonstance.

YVONNE REBEYROL.

(1) La taille d'un ordinateur est essentielle pour la rapidité des calculs. Bien que les signaux courent dans les câbles et les circuits à une vitesse voisine de la lumière (300 000 kilomètres à la seconde), la réduction des longueurs est un facteur capital. Cray-2 contient 150 kilomètres de câbles. Avec les tout premiers ordinateurs des années 50, il aurait fallu probablement deux mois pour établir une prévision à quatre jours. Depuis que la Météorologie nationale a été en mesure d'utiliser les prévisions numériques au début des années 70, sa puissance de calcul a été multipliée par trois tous les cinq ans (la puissance de Cray-2 représente plus que le triple de celle de Cray-1) et dans le même temps, à qualité égale, les prévisions ont gagné un jour tous les cinq ans.

(2) Richardson, l'inventeur anglais de cette méthode de prévision météorologique, avait calculé à grand-peine en 1922 — donc avant les ordinateurs — qu'il aurait besoin de 64 000 mathématiciens travaillant pendant vingt-quatre heures pour établir une prévision à vingt-quatre heures.

CATASTROPHES

Soixante-trois corps ont été retirés de l'épave du « Herald-of-Free-Enterprise »

Commencées tôt dans la matinée du mardi 7 avril, les opérations de renflouement de l'épave du car-ferry *Herald-of-Free-Enterprise*, qui avait fait naufrage le 6 mars au large de Zeebrugge, se sont déroulées selon le calendrier fixé. Les conditions météorologiques étaient favorables.

En fin d'après-midi, le navire était redressé bien qu'encore rempli d'eau. Celle-ci sera pompée progressivement, et le ferry sera dans une quinzaine de jours remorqué vers Zeebrugge.

Employant, pour mener à bien ces opérations, une centaine d'hommes, les deux sociétés, de réputation mondiale, SMIT Tak (néerlandaise) et URS (belge) ont réussi un véritable exploit technique. Un grand chantier flottant avait été installé autour de l'épave, composé de grues immenses, de barges et de plateformes. Des pieux avaient été fichés au fond de la mer pour retenir les grues, et seize câbles d'acier très résistants soulevés au navire de 132 mètres pour le redresser.

Les opérations ont eu lieu de jour, non seulement pour profiter en début de matinée de la marée haute, mais aussi pour pouvoir récupérer des corps qui, éventuellement, auraient pu s'échapper du navire au fur et à mesure de sa remontée.

Selon les responsables de la compagnie Townsend Thoresen, propriétaire du navire, le naufrage avait causé la mort de 200 personnes (60 morts et 140 disparus, dont la majorité seraient restés prisonniers du ferry), 343 passagers et membres d'équipage avaient pu être sauvés.

Mardi, en début de soirée, les techniciens de SMIT et d'URS ont passé la main aux hommes-grenouilles de la Force navale belge, aidés par des plongeurs britanniques, pour une opération tout aussi délicate et difficile : le repérage des corps des victimes.

Mercredi matin, on apprenait que 63 corps avaient été extraits dans la nuit par les plongeurs, de la carcasse du *Herald-of-Free-Enterprise*. Les cadavres ont été acheminés vers la base navale de Zeebrugge pour y être, si possible, identifiés puis rendus à leur famille, une équipe de quelques deux cents spécialistes de l'identification des corps est sur place, formés aux techniques utilisées pour reconnaître les victimes d'incendie. La fouille minutieuse du navire se poursuivait ce mercredi. — (AFP).

Le Carnet du Monde

Naissances

— Sylvie, Jean et Bernard BENSEHILA, comblés par l'arrivée de

Jeanne,

née le 6 mars 1987.

Sylvie, Jean, Bernard Bensehila, 28, rue Neuve-Sainte-Catherine, 13007 Marseille.

— Etienne

et Marie-Yvonne GUYON

ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Margot,

filie de André et de Jean-Pierre Caron.

— M. Jean-Marie PERET et M^{me} Catherine Bellardie, Emmanuelle Peret, Bertrand Peret,

sont heureux de faire part de la naissance de

Anna-Laure,

Bordeaux, le 31 mars 1987.

Décès

— Le président, le bureau et le conseil d'administration de l'Association de science régionale de langue française ont la douleur de faire part du décès brutal de

M. Philippe AYDALOT, professeur à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, directeur du CEE, membre du bureau.

— Irène Jean et Angèle Bortin, Sylvie et Marc Bortin, Anne et Frédéric Krivine, Henri et Hélène Wittenberg, Michèle Stirling, ont l'immense tristesse d'annoncer la mort de

Victor BORTIN, le 3 avril 1987.

— Pierre Philip, Jacqueline et Bernard Philip, font part du décès de leur grand-mère et mère,

M^{me} Yvonne CASSAGNE, née Barthe, survenue le 25 mars 1987.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de Brétos, Saint-Anthès (Gers).

AICF, Quetta, Pakistan, 11, rue des Pénitents-Blancs, 31000 Toulouse, 1, quai Lissagary, 33000 Auch.

— M. et M^{me} Paul-Louis Charvet, Elise, Pierre et Guillaume, M. et M^{me} Didier Laval-Charvet, Grégoire et Aurand, M. Jean-Gabriel Charvet, ses enfants et petits-enfants, M. Jean Du Buit,

son beau-père, Le R.P. F. M. Du Buit, M^{me} Magdelaine Du Buit, ses beaux-frères et belles-sœurs, Annick et Jeanne, sa fidèle gouvernante,

Les familles Thépot, Milan, Garçon, Du Buit, Arène Henry, et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis CHARVET, un poète Erudit des Milleans, officier de la Légion d'honneur, ancien élève de l'École polytechnique, ancien directeur général d'Air France, ancien vice-président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, ancien président du Comptoir français des produits sidérurgiques, ancien membre du Conseil économique et social, ancien président de l'Union nationale inter-fédérale des œuvres privées, sanitaires et sociales, président des amis Robert-Garric, maître honoraire de La Chapelle-Blanche,

rappelé à Dieu le 6 avril, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 avril 1987, à 15 heures, en l'église de La Chapelle-Blanche (Savoie).

Une messe à son intention et à celle de son épouse

LYNNE DU BUIT, décédée le 21 janvier 1970, sera célébrée ultérieurement à Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

67, place Saint-Léger, 75000 Chambray, 15, rue Vézelay, 75008 Paris.

— Noël (Haute-Garonne), M^{me} Jean-Baptiste Doumeng, M. et M^{me} Jean-Louis Doumeng et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Doumeng et leurs enfants, M. et M^{me} Léon Andouber, Les familles Berges, Bortin, Trinquet, Bortin, Gélade, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Baptiste DOUMENG, agriculteur, membre du Parti communiste français, ancien résistant, lieutenant FFI, membre de l'ANACR,

membre du conseil économique et social de Midi-Pyrénées, administrateur de la Compagnie française d'assurance crédit (COFACE), président-fondateur du groupe coopératif UCASO,

président-fondateur de la compagnie Interagra, président de la SEAV Interagra, membre de l'Alliance internationale coopérative et président de son Bureau économique du comité agricole (BECA), administrateur de nombreuses sociétés coopératives agricoles, ancien conseiller général du canton de Carbone, ancien maire de la commune de Noël,

survenu en son domicile à Noël, des suites d'une cruelle maladie, le lundi 6 avril, dans sa soixante-huitième année.

L'exposition du cercueil aura lieu, vendredi 10 avril, à partir de 9 heures, en la salle Faurès à Noël, où des registres de condoléances seront mis à disposition.

Le levée du corps se fera le même jour, à 15 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Noël.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Noël (Haute-Garonne), L'Union des coopératives agricoles du Sud-Ouest, 14, rue Alexandre-Fourastier, à Toulouse, La compagnie Interagra, 152, avenue Malakoff, 75116 Paris, ont la tristesse de faire part du décès de leur président-fondateur,

M. Jean-Baptiste DOUMENG, survenu en son domicile à Noël des suites d'une cruelle maladie, le lundi 6 avril, dans sa soixante-huitième année.

L'exposition du cercueil aura lieu le vendredi 10 avril, à partir de 9 heures, en la salle Faurès à Noël, où des registres de condoléances seront mis à disposition.

Le levée du corps se fera le même jour, à 15 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Noël.

(Le Monde des 7 et 8 avril.)

— M^{me} Etienne Fréchet, née Chausse, et ses enfants, Philippe, Sylvie, Patrick, Olivier, Florence, David, ses petits-enfants, Nelly et Michael, font part du décès de

M. Etienne Samuel FRÉCHET, journaliste, pasteur, éditeur, survenu dans sa soixante et unième année, à Vichy, le 23 mars.

« Christ est ma vie et la mort m'est un gain », Philippiens 1, 21.

19, rue de la Pléiade, 93700 Belleville-sur-Aisne.

— Geneviève Gantier, André et Jacques Gantier, François, Marie-Laurence, Inès et Pierre-Yves Gantier, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur frère et oncle,

le Père Guy GAUTIER, survenu le 5 avril 1987, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 10 avril, à 10 h 15, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, 75007 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

46, rue Fabert, 75007 Paris.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne N.T. Toutes rubriques 89 F Abonnés (avec justificatif) 80 F Communications diverses 72 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de biseau). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le biseau de deux lignes.

VENTE A VERSAILLES

238 HUILES OU AQUARELLES

Provenant de l'Atelier de

MADELEINE ROUART

(1896 - 1986)

LE DIMANCHE 12 AVRIL 1987 A 14 HEURES

M^{me} BLACHE, commissaire-priseur, 5, rue Rameau 78000 Versailles — Tél. : (1) 39-50-55-06 +

(expos : vend. 10 et sam. 11 avril 1987, de 9 h-12 h et 14 h-18 h.)

— M^{me} Catherine Harlet, sa fille, M. et M^{me} Albert de Harverg, ses parents, Les docteurs Daniel et Solange de Harverg ont l'immense peine de faire part du décès de

M^{me} veuve André HARLET, née Reine de Harverg,

survenue le 4 avril 1987, dans sa cinquante-septième année.

Les obsèques ont lieu le mercredi 8 avril, à 15 heures, au cimetière nouveau d'Antony-sous-Bois où l'on se réunira.

24, avenue de Savigny, 93600 Antony-sous-Bois.

— Le président et les membres de l'Association centrale des officiers de réserve de l'armée de mer (ACORAM) ont le regret de faire part du décès de leur président d'honneur,

le contrôleur général de la marine, Guillaume LE NGOT.

Les obsèques ont lieu le mercredi 8 avril 1987, à 14 heures, à Saint-Louis des Invalides.

— M^{me} François Poulhan, M^{me} Odile Poulhan et ses enfants, M. et M^{me} Pierre Poulhan et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Monique POULHAN, directrice littéraire de Time-Life, survenue accidentellement le 28 mars 1987.

Les obsèques ont été célébrées le 1^{er} avril 1987, à Sainte-Bazille (Lot-et-Garonne).

59, rue Maurice-Berteaux, 78600 Le Mans-Le-Roi.

— La direction de l'école Blaise-Desbailly, 151 bis, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, a la tristesse de faire part du décès de son gérant,

M. Joseph SEZOR, le 7 avril 1987.

Erratum

— Dans l'avis de décès du professeur Philippe AYDALOT,

passé par le président, les enseignants et le personnel de l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne (voir nos éditions des 8 avril), il fallait lire : « La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame d'Antony, 1, rue Corot, 75016 Paris, le jeudi 9 avril, à 16 heures ».

Remerciements

— M. Simon Libeskind, son épouse, Et tous sa famille, profondément sensibles aux nombreux témoignages de sympathie et d'amitié reçus à l'occasion du décès de

M^{me} Simon LIBESKIND, née Théo Rapoport, survenue le 27 mars 1987, remercient chaleureusement toutes les personnes qui leur ont adressé ces messages qui les ont profondément touchés.

Anniversaires

— Il y a un an disparaissait le professeur André DAVIDOVITCH, directeur de recherches honoraires au CNRS, croix de guerre 1939-1945.

En sa mémoire, comme en celle de sa très chère épouse

Valentine, ceux qui les ont connus et aimés auront plaisir à se souvenir.

Communications diverses

— Cercle Bernard-Lazare, Alain Didier-Weil, psychanalyste, s'interroge sur « L'oubli d'oubli », jeudi 9 avril, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I, samedi 11 avril, à 14 heures, amphithéâtre Richelieu-Sorbonne, M. Jean-Claude Jaffret : « Parlement, gouvernement, commandement, l'armée de métier sous la III^e République (1871-1914) ».

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LA BIBLIOTHEQUE DES ARTS vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du livre de Blaise Cendrars publié à l'occasion du centenaire de la naissance du grand écrivain

Paris ma ville Illustrations en couleurs de Fernand Léger

le jeudi 9 avril 1987, de 17 h à 20 h Myriam Cendrars et Albert Mermoud (auteur de la préface) signeront le livre. 3, RUE CORNELIE, 75006 PARIS TEL. : 46-34-05-62

SCIENCE & MICRO

COMMENT CHOISIR VOTRE TABLEUR

AVRIL 87

Le Monde

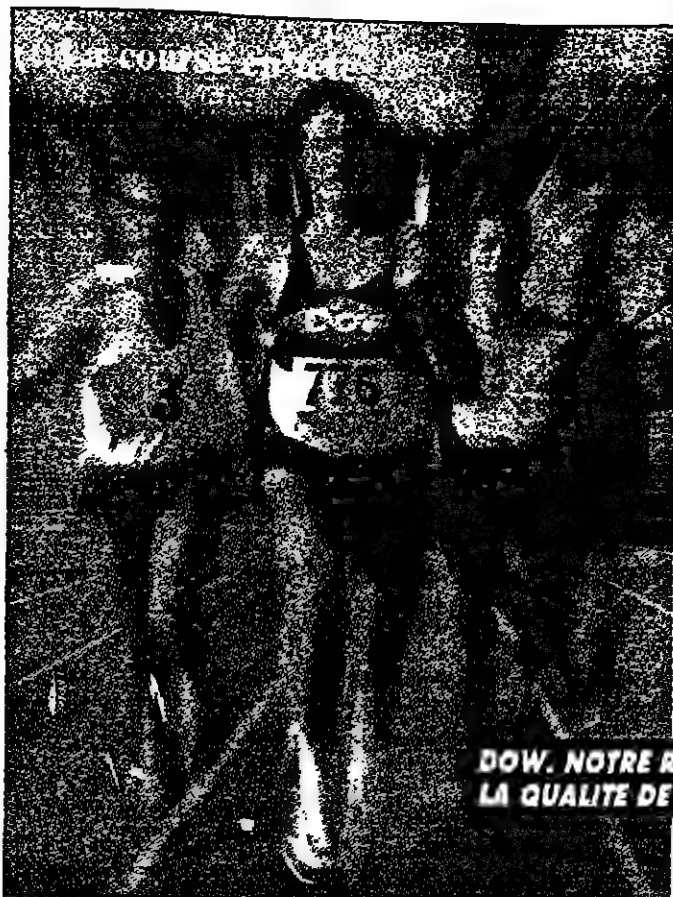
SUR MICROFILMS

« Le Monde » est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années. Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du « Monde » depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi ceux du « Monde diplomatique » et du « Monde de l'éducation » ? Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile. En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé. Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

ip Directeur Commercial
RESEARCH PUBLICATIONS
 P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre
 Tel: 0734-583247 Telex 8488338 NADL G

150

INTERNATIONAL



Gagnez avec Dow !

Dow Chemical is a large, diversified and successful international company. In Europe, Africa and the Middle East we operate 9 research and development centres, 31 manufacturing sites and 65 sales offices. The products we develop, manufacture and sell vary from basic chemicals to plastics, specialty and agricultural chemicals as well as pharmaceutical products.

At one of our European research and development centres based in Rheinmünster, near Baden-Baden, West-Germany, we have career opportunities for **Chemists/Chemical engineers with experience in coatings or electronics** to join our thermostat resins Research and Technical Service and Development groups. You will be responsible for the development of new thermostat resins systems and applications. Regular contact with Manufacturing, Research, Technical Service and Development, Sales and Marketing will provide an in depth overview of the thermostat resins business.

We require: - a degree in chemistry, chemical engineering or polymer technology - industrial experience in surface coatings preferably powder, automotive or can and coil coatings or in the electronics/electrical industries - fluency in English and preferably one other major European language - creative, dynamic personality - flexibility in location.

We offer: - career opportunities based on your performance - attractive employment conditions - a stimulating international working environment.

If you are looking for a challenging position, an excellent opportunity for career advancement and an attractive salary and benefits package, please send us your C.V. or call us for an application form.

DOW CHEMICAL RHEINWERK GMBH
Mr. R. - J. Wolf
Industriestraße 1
D - 7587 Rheinmünster
West-Germany
Tel. 0727/51 206



© trademark of The Dow Chemical Company

ESPAGNE

Notre Société, appartenant à un grand groupe français, assure la fabrication et la distribution de produits textiles haut de gamme.

Notre filiale espagnole (C.A. 800 millions de Pesetas) à Barcelone, recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Ce poste, très opérationnel, recouvre les missions suivantes :

• d'une part, l'élaboration, le suivi et le contrôle des budgets, la gestion de l'ensemble des activités administratives et financières ainsi que du système informatique,

• d'autre part, la gestion des approvisionnements France/Espagne et des achats, ainsi que la responsabilité du dépôt et de la logistique.

Ce poste s'adresse à un candidat de nationalité française ou espagnole, parfaitement bilingue, de formation HEC, ESSEC et ayant une expérience solide du contrôle de gestion et/ou de la gestion d'une PME.

La connaissance du catalan serait un plus.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 258/M à CURRICULUM "Atelier", 8, Passage Lathuille 75018 PARIS.



L'Agence Spatiale Européenne

proposé pour la Direction «Observation de la Terre et Microgravité»

• dans son Centre de Recherche et de Technologie spatiales (ESTEC), situé à Noordwijk (PAYS-BAS), un poste de

SCIENTIFIQUE/INGENIEUR

spécialiste de la microgravité qui sera chargé de superviser les activités de soutien aux utilisateurs au sein de la Division «Développement des charges utiles de microgravité».

• au Siège, situé à Paris (FRANCE), un poste de

PHYSICIEN/INGENIEUR

chargé d'études en microgravité au sein de l'Unité «Etudes futures» pour les analyses des impératifs de microgravité pour la Station spatiale (sciences des matériaux, des fluides, de la vie).

Les candidats à ces postes auront un diplôme universitaire dans le domaine des sciences des matériaux, des sciences des fluides ou des sciences de la vie, assorti d'une expérience des aspects spécifiques des nouvelles sciences de la microgravité acquise dans le contexte de la recherche ou de l'industrie. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée; une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Conditions d'emploi des Organisations internationales (prestations familiales, indemnité d'expatriation, bons systèmes de sécurité sociale et de pension, indemnité d'installation).

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être envoyées aux adresses suivantes:

- ESTEC, Division du Personnel, Keijzerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (Pays-Bas) (poste aux Pays-Bas);
- ESA-HQ, Département du Personnel, 8-10 rue Maria Nikis, 75738 Paris Cedex 15 (France) (poste en France).

esa

EUROPEAN SPACE AGENCY

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche

UN ASSISTANT DE ZONE - ASIE CONFIRME

Le candidat retenu aura :

- une bonne expérience bancaire (8 à 10 ans),
- une formation supérieure (ESSEC, Sup. de Co...),
- une pratique courante de la langue anglaise.

Il devra :

- définir, en liaison avec les implantations (Hong-Kong, Japon, Corée, Chine), une stratégie de pénétration de du marché,
- proposer une politique de développement,
- contrôler les implantations et coordonner les actions du groupe dans cette zone,
- analyser les risques pays, banques, entreprises,
- gérer et développer un réseau de correspondants.

Adressez votre lettre de candidature, C.V. et rémunération à Y. ALEXANDRE - 19 rue de Meudon 92130 ISSY LES MOULINEAUX, qui transmettra.

Lycée technique de Madrid recherche enseignants titulaires, primaires, secondaires. Adresser candidatures au : Lycée français de Madrid, Parque corda de Orgas, 28043 MADRID - ESPAGNE

Société du télescope Canada-France-Hawaii

recrute

INGENIEUR INFORMATICIEN

diplôme universitaire scientifique ou d'ingénieur spécialisé en informatique ou en automatisation des systèmes asservis. Minimum 5 ans d'expérience du contrôle d'instrumentation en temps réel et des mini-ordinateurs. Salaire : fonction des qualifications.

Lien de travail : Des d'Hawaii, U.S.A., au siège (800 m d'altitude) et à l'observatoire (4.200 m).

Adresser C.V. et 3 références professionnelles avant le 30 avril à : INGENIEUR EN CHEF C.F.H.C. CORP. P.O. BOX 1597 KAMUELA, HI 96743 U.S.A.

Cherche pour projet de développement en Afrique saharienne Ingénieur des eaux et forêts, comptable gestionnaire. Ecr. AMERCO, D 75 16 Montmartre.

CHEF SERVEUR et SERVEUSE restaurant japonais WAKABA LONDON, NW 5. Tél. : 01-586-7880.



Cherche d'URGENCE 3 MEDECINS

avec, si possible, expérience de terrain a) pour notre programme nutritionnel et curatif de Bolivie, au Bénin ;

UN MEDICIN Connaissance et expérience en réanimation.

b) pour notre centre de santé de Sagon, au Bénin, et pour notre programme de santé à Nouakchott, en Mauritanie ;

DEUX MEDECINS GENERALISTES Connaissances et expériences en obstétrique, pédiatrie et nutrition.

Les personnes intéressées par l'un ou l'autre de ces postes, disposées à s'engager pour une période de deux ans au moins, demanderont les notions explicatives et la formule de candidature à :

TERRE DES HOMMES Rue de Meudon 45 CH-1000 LAUSANNE 8.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Consultants pour l'international

SEMA-METRA CONSEIL

société du groupe SEMA

METRA, l'un des premiers groupes européens de conseil et de services en informatique, management et marketing, recherche :

1. Dans le cadre de missions de longue durée auprès d'administrations d'une grande métropole d'Afrique francophone :

- Un économiste industriel ayant environ 5 ans d'expérience, dont une partie en Afrique.

Il sera chargé d'études et de recommandations dans le domaine industriel. Disponibilité immédiate. (Réf. 73.01).

- Un macro économiste ayant une dizaine d'années d'expérience de la planification économique et de l'évaluation des projets, notamment dans les pays en voie de développement. (Réf. 73.02).

- Un agro économiste ayant environ 5 ans d'expérience, dont une partie dans

la gestion de projets de développement rural en Afrique. (Réf. 73.03).

- Un économiste généraliste ayant environ 5 ans d'expérience. Il est familiarisé avec la gestion de projets, soit dans le secteur de la construction et de l'urbanisme, soit dans celui des infrastructures et des transports. (Réf. 73.04).

2. Pour une grande entreprise d'Afrique francophone :

- Un spécialiste de la finance ayant environ 10 ans d'expérience dont une partie dans une direction financière.

Il aura une compétence en gestion de trésorerie. (Réf. 73.05).

3. Pour une mission d'environ deux mois en Amérique Centrale :

- Un expert en mécanique ayant une grande expérience professionnelle et apte à diagnostiquer des entreprises de mécanique générale, de chaudronnerie, de fonderie. Disponibilité

immédiate. (Réf. 73.06).

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo en indiquant la référence choisie à Florence Carot - SEMA-METRA CONSEIL - 70, rue Cortambert - 75116 Paris



Le Monde CADRES

La Société des Autoroutes Paris - Rhin - Rhône

recherche

UN CADRE CHARGÉ D'ÉTUDES ET DE DÉVELOPPEMENT DES MOYENS D'EXPLOITATION

POUR :

- la régulation du trafic,
- l'information des usagers,
- et l'amélioration des interventions d'urgence.

Poste à pourvoir à Direction d'Exploitation à DIJON.

FORMATION : Ingénieur ou équivalent enseignement supérieur.

QUALITÉS REQUISES :

- intérêt pour les techniques nouvelles (applications électroniques, informatiques et télécommunications),
- expérience en maîtrise d'œuvre et connaissance des marchés publics.

RÉMUNÉRATION : 160.000 F à 180.000 F annuel brut, selon compétences et expériences.

Adr. candidature et C.V. avec prêt et disponibilité Société des Autoroutes PARIS - RHIN - RHÔNE Direction de Personnel 36, r. du Docteur-Schmitt, 21850 SAINT-APOLLINAIRE

Revue spécialisée en AUDIO VIDÉO

recherche

COLLABORATEUR(TRICE)

doit rédiger avec CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES.

Emploi stable.

Réponse sous le n° 7041, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

INFORMATIS

TECHNIQUES DE PONTE INGENIEURS UNIX

Grande expérience UNIX pour développement du noyau du système.

INGENIEURS SYSTEMES.

Projets militaires en temps réel. Systèmes Gould/IMPX et VAX/VMS.

INGENIEURS RESEAUX

TRANSPAC-X25-SNA-OSA

INGENIEURS PROCESS

Expérience processus industrielle.

68000 METRA-SOLAR 28, rue Daubenton, 43-37-99-22.

Recherche CHEF D'EQUIPE

environ 30 ans. Formation BTS ou DUT. Expérience : Informatique, encadrement. Qualité : méthodologie, rigueur. Env. C.V., préférence à MIKROS, 56, bd Davout, 75020 Paris.

LAMIS INFORMATIQUE

recherche pour application temps réel

JEUNES INGENIEURS INFORMATIQUES

Connaissance langage C/UNIX. Entrée avec C.V. à LAMIS INFORMATIQUE, 3, rue de Louviers, 78100 St-Germain-en-Laye. Tél. : 30-61-61-61.

Communication

Le raz de marée de la télévision commerciale en Europe

« Le vent de la télévision commerciale, un des vents qui va du sud au nord, soufflera d'Italie sur toute l'Europe. » Cette prophétie de M. Silvio Berlusconi est aujourd'hui devenue une réalité. Il y a dix ans encore, la télévision européenne était constituée d'une addition de services publics gérant des monopoles nationaux. Seule exception au modèle, la Grande-Bretagne possédait, depuis les années 50, une chaîne privée qui jouissait cependant d'un monopole commercial. Mais, dès 1977, le séisme de la télévision privée secoua l'Italie, quatre ans plus tard, il touchait la France avec la création de la cinquième et de la sixième chaînes.

Ces dernières mois, le mouvement s'est accéléré et les derniers grands bastions sont tombés. Le gouvernement belge a accordé à RTL le monopole commercial de la télé-

vision francophone et décidé la création d'une chaîne privée en zone flamande. Les Länder de la République fédérale allemande viennent de se mettre d'accord pour répartir les ressources publicitaires entre service public et initiative privée, ce qui ouvre la voie à des réseaux hertziens commerciaux et aux télévisions par satellite. Le gouvernement espagnol présente cette semaine, devant les Cortes, un projet de loi autorisant la création de trois chaînes privées. Enfin, la France a privatisé sa première chaîne de télévision.

Au total, la télévision commerciale touchera, d'ici deux ans, quelque 90 millions de foyers sur les 118 millions qui, en Europe, possèdent un téléviseur. Face à ce raz de marée, les télévisions publiques subsistent certes, mais elles voient leurs ressources publicitaires plafonnées et la redevance, qui les nourrit,

remise en cause par la concurrence de chaînes gratuites. Faute d'une réforme profonde de leurs missions et de leur mode de financement, elles sont condamnées à perdre leur position dominante.

Comment expliquer ce brutal revirement des gouvernements européens qui, de gauche ou de droite, se montraient, il y a quelques années encore, les farouches défenseurs du monopole public? D'abord, par la pression des investisseurs publicitaires, qui ont réclamé l'ouverture de nouveaux espaces comme une nécessité économique. M. Berlusconi s'en est fait le chantre le plus accompli : « La télévision commerciale, explique-t-il, stimule l'ensemble de l'économie. On lui doit en grande partie les résultats positifs de l'économie italienne, la diminution de l'inflation, des heures de travail perdues à cause des grèves, la croissance du produit social brut. » Un plaidoyer que le gérant des télévisions publiques italiennes répète inlassablement depuis un an de Hambourg à Madrid en passant par Paris.

M. Berlusconi a d'autant moins de mal à convaincre ses interlocuteurs qu'il peut brandir à l'appui de sa démonstration la menace des satellites de télévision directe. A quoi bon préserver des monopoles publics, alors que, franchissant allégrement les frontières, des chaînes internationales pourront d'ici un an ou deux piller les réserves publicitaires nationales?

Ces discours, à croire M. Berlusconi, a été entendu et les principaux gouvernements ont ouvert leur marché presque simultanément. Première conséquence : l'Europe est devenue le champ de bataille des groupes de communication. Chacun poursuit le même objectif : profiter des ouvertures politiques pour pren-

dre pied sur le plus grand nombre de marchés. Le programme, matière première si coûteuse de la télévision, pourra ainsi trouver sa meilleure rentabilité.

M. Berlusconi a mené son offensive vers le nord, gagnant en France, reconquérant en Belgique, et négociant en Allemagne, tout en surveillant de près le marché espagnol. En face de lui, la Compagnie luxembourgeoise de télévision s'est implantée en Belgique, a conquis de justesse sa place en France et peut compter avec son allié Bertelsmann sur une bonne part du gâteau allemand. Havas tente d'exporter Canal Plus vers l'Espagne après avoir reconquis l'Italie. Robert Maxwell, qui n'a pas réussi à s'installer véritablement sur les ondes britanniques, vient de s'implanter en France comme partenaire de Bouygues sur TF 1. Restent encore M. Rupert Murdoch, pionnier de la télévision privée européenne avec Sky Channel, qui vient de prendre de sérieux contacts avec le gouvernement espagnol, et Hachette, qui pourrait chercher dans ce même pays une consolation à son échec sur TF 1.

Si l'on ajoute que M. Francis Bouygues et Robert Hérault, nouveaux venus sur le champ de bataille, n'ont pas encore abattu les cartes de leur stratégie européenne, il y a à l'évidence trop de prétendants pour un marché encore étroit. Certes, les États-Unis, avec un nombre équivalent de téléspectateurs font vivre une vingtaine de groupes de communication, qui se partagent réseaux nationaux et stations locales. Mais le marché américain bénéficie d'une unité de langue et de réglementation. Ce qui est loin d'être le cas en Europe.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Un concurrent pour « l'Equipe »

Un groupe de journalistes prépare un nouveau quotidien sportif

Leur démission de l'Equipe est désormais officielle : Patrick Blain et Jérôme Bureau, journalistes à l'Equipe Magazine, Gérard Ejnes et Didier Brans, deux des responsables du secteur football du quotidien sportif, ont choisi Sport. Ce nom de code cache le projet d'un nouveau quotidien dont le lancement est prévu en septembre. Un journal décidé à se faire une place au soleil des stades et des gymnases et à être le challenger de l'Equipe, aujourd'hui quadragénaire. De format tabloïd, riche d'une trentaine de pages, Sport a l'ambition d'atteindre une diffusion de 100 000 exemplaires en rythme de croisière (soit presque la moitié de la diffusion de son aîné, établie à 250 000 exemplaires en 1986) et de trouver 20 millions de francs de recettes publicitaires.

Avec un projet journalistique en rupture avec l'Equipe : « Le mode d'écriture, les rubriques, la hiérarchie des sports seront différents de ceux de l'Equipe », indique un journaliste. Un sport pourra être absent pendant un ou deux jours : ce sera l'actualité et l'événement qui dicteront au journal la place qu'il faut accorder à chaque sport. « A la fois « chic » et « populaire », le nouveau venu veut se préoccuper de l'audience réalisée par certains sports à la télévision — comme le football — et veut leur donner leur véritable importance, tâche que n'accomplirait pas aujourd'hui l'Equipe, selon eux.

Mais en toile de fond figuraient aussi l'envie de faire de ce nouveau journal « un magazine au quotidien » et le désir d'élargir le sport de commentaires, d'enquêtes et de reportages. Bref, de faire du sport « un sujet journalistique comme un autre ».

Les promoteurs de Sport tablent sur l'augmentation de la pratique sportive (il y a en France entre onze et quinze millions de licenciés) et sont persuadés qu'il y a une place en France, comme en Italie, pour plu-

sieurs quotidiens sportifs. Pour ce, cent dix salariés, dont soixante-dix journalistes (encore à recruter), vont s'atteler à la préparation du premier numéro.

Les initiateurs du projet, « qui y rêvent depuis dix ans et y travaillent depuis une douzaine de mois », M. Xavier Conture, qui s'est occupé de la publicité des magazines sportifs Sprint International et Jogging, et M. René Tézé, ancien directeur général du groupe de presse professionnelle Editat Goy et Points de vente, restent discrets sur le financement du titre. L'investissement serait de l'ordre de 70 millions de francs. Dans le tour de table « très éminent et hétéroclite » figureraient notamment la banque Paribas et les Maisons Bouygues.

Le lancement de Sport inquiète-t-il l'Equipe? Si certains responsables du quotidien du groupe Amaury « se réjouissent de la concurrence à venir », il n'en reste pas moins qu'ils ont chargé un cabinet d'études d'une enquête (coût : 2 millions de francs) sur le lectorat et le mode de la lecture de leur journal afin de le réorienter.

YVES-MARIE LASÉ.

En Espagne

Un projet de loi prévoit la création de trois chaînes privées

MADRID
de notre correspondant

Annulé et repoussé à maintes reprises depuis trois ans, le projet de loi autorisant la télévision privée en Espagne a finalement été envoyé par le gouvernement socialiste devant le Parlement le vendredi 3 avril.

C'est en mars 1984 que le président du gouvernement M. Felipe Gonzalez s'était pour la première fois engagé à mettre fin au monopole public de la télévision, une promesse qui ne figurait pas dans le programme électoral initial des socialistes, et qui ne faisait pas l'unanimité, apparemment, au sein même du parti. Après de multiples avatars, le projet de loi n'avait pas pu être discuté à cause de la dissolution des Chambres, survenue en 1986.

Le nouveau texte, assez semblable au précédent, définit la télévision comme un service public propriété de l'Etat mais pouvant faire

l'objet de concessions. Trois chaînes privées pourront être créées, qui viendront donc s'ajouter aux deux canaux publics existants. Les concessions seront accordées, par concours public, pour une période de dix ans, renouvelable. La programmation à niveau national devra atteindre au moins quatre heures par jour et trente-deux heures par semaine, auxquelles pourront s'ajouter des émissions régionales.

Plusieurs mesures sont prévues pour éviter une concentration excessive du capital. Une même personne, physique ou juridique, ne peut détenir au sein d'un groupe concessionnaire plus de 25 % des actions. Ce pourcentage est ramené à 15 % dans le cas d'actionnaires qui possèdent par ailleurs 15 % au moins du capital d'une entreprise de presse. En outre, les actionnaires étrangers ne peuvent globalement détenir, au sein d'un groupe, concessionnaire, plus de 25 % du capital.

En ce qui concerne la programmation, 40 % au moins des émissions doivent être d'origine espagnole, et 10 % supplémentaires produites dans les pays de la CEE. En outre, 10 % au moins des émissions doivent être élaborées par le groupe concessionnaire lui-même. La publicité émise ne peut dépasser dix minutes par heure de programmation. Plusieurs conditions sont par ailleurs fixées pour garantir la « solvabilité » des concessionnaires : ils devront être exemptés de toute dette avec le fisc ou la Sécurité sociale, et leur capital devra atteindre au moins 1 milliard de pesetas (50 millions de francs).

Les principales entreprises de presse espagnoles figurent aujourd'hui parmi les candidats à la concession, et se sont regroupées à cette fin en une trentaine de consortiums. Il est loin d'être sûr toutefois qu'elles bénéficieront toutes de la solidité financière requise pour se lancer dans l'aventure audiovisuelle.

THÉRRY MALINAK.

Nouvelles règles pour les radios privées

Les règles de programmation des radios privées viennent d'être précisées par deux décisions de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) et un décret du ministère de la culture et de la communication. Ces textes ont été publiés au Journal officiel du 7 avril et complètent le dispositif précédemment défini des conditions d'émission (le Monde du 31 mars). Ils permettent, en outre, le lancement des appels d'offres pour la réattribution des fréquences. Celui concernant Paris et l'Île-de-France devrait paraître incessamment.

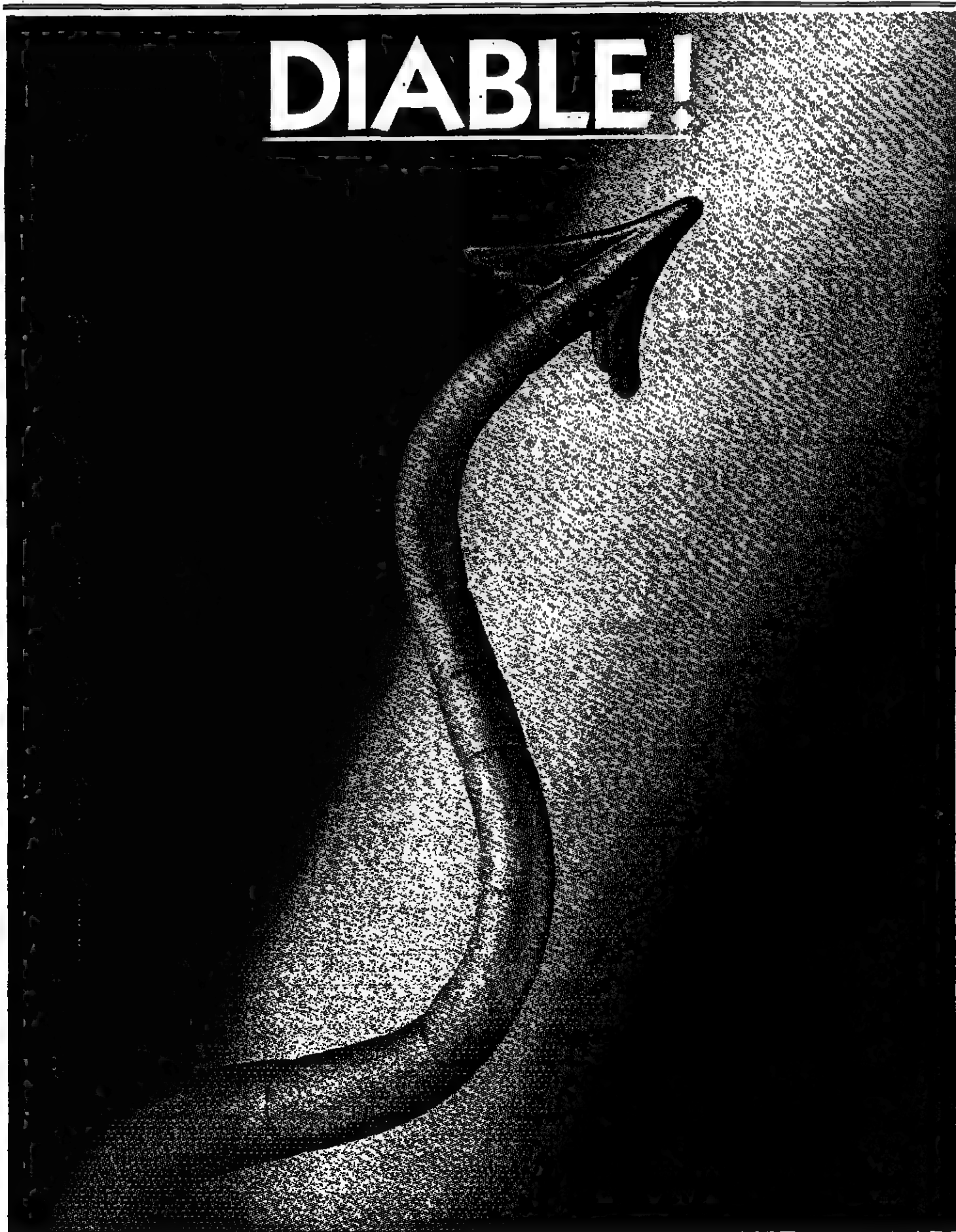
Dans ces décisions, la CNCL précise que les programmes diffusés « doit être d'un minimum quatre-vingt-quatre heures par semaine » (sauf dérogation) et respecter certaines règles déontologiques, notamment le « respect de la personne humaine », de l'ordre public et de la sécurité du pays. Les émissions diffusées doivent être, pour 20 % au minimum, composées de programmes propres, c'est-à-dire conçus par le personnel du titulaire de l'autorisation et composés par lui ou sous son contrôle.

Pour la publicité, le décret gouvernemental stipule que les messages, toujours diffusés en langue française, doivent être notamment conformes « aux exigences de vérité, de décence et de respect de la personne humaine » et « être conçus dans le respect des intérêts des consommateurs », sans « exploiter l'immaturité ou la crédulité » des enfants ou adolescents. Le parrainage par des entreprises publiques ou privées est autorisé, dès lors que la radio « conserve l'entière maîtrise » de la programmation des émissions concernées.

Challenge

L'avenir des jeunes s'inscrit en anglais.
L'apprendre, le pratiquer, le vivre en Grande-Bretagne, aux États-Unis.
GRANDE-BRETAGNE 2 ANS
Centres internationaux
Activités sportives à volonté
U.S.A. 12-15 ANS
Séjours familiaux
Séjours scolaires
34-36 South Street - Landing West - Buxton (Angleterre)
Tél. de France : composer le 19-44-503-767-678 - A Paris 43-42-48-84

DIABLE!



Economie

AGRICULTURE

Les prix des vins de Bordeaux s'orientent à la baisse

Lundi 6 avril 1987, le château Dubart-Milon Rothschild à Pauillac, quatrième cru classé du Médoc, a annoncé qu'il mettait en vente son millésime 1986 à 62 francs la bouteille, contre 75 francs en 1985, soit une diminution d'un peu plus de 17%. Cette annonce, très attendue car elle était la première vente de vin en primeur sur la récolte 1986, donne le signal d'une baisse générale des prix sur les vins de Bordeaux. Surtout, elle met un terme à la grande hausse de ces vins depuis le début de 1980, qui s'élevait entre 60% et 100% suivant les qualités et les crus.

Dès la fin de 1986, tout le monde, à Bordeaux, se demandait quelle serait l'issue de la partie de « bras de fer » engagée entre le négoce et les propriétaires de vignobles sur le niveau des prix des primes. Les négoceurs demandaient une baisse de 15% à 20%, sous la pression notamment de la grande maison américaine de distribution, mettant en avant la chute du dollar depuis deux ans, réclamaient un rabais de 30% à 40%, pas moins ! Les propriétaires étaient hésitants, certains d'entre eux, passablement incohérents, continuant, sur la lancée des années précédentes, à envisager une augmentation de 10% à 15%. Il semble, toutefois, que, dès le mois de janvier, un début de consensus était apparu pour s'accorder sur une baisse « raisonnable », compte tenu du contexte national et international.

Déjà, un premier avertissement avait été donné au mois de novembre 1986, à la vente annuelle des Hospices de Beaune, qui donne le ton à la campagne viticole en Bourgogne et avait été marquée par une chute des prix de 40%, confirmée la semaine dernière à la vente des Hospices de Nuits-Saint-Georges. Cette chute, il est vrai, faisait suite à une flambée du même ordre l'année précédente, ce qui ramène les tarifs au niveau de ceux de la campagne 1985-1986.

C'est ce que beaucoup souhaitent en Bordelais, région très favorisée par la nature ces dernières années : quatre millésimes prestigieux, 1981, 1982, 1983, 1985, sans oublier 1986, qui aurait été un très grand millésime si, par endroits, les rendements n'avaient été un peu poussés, avec

un tendance à faire « pisser la vigne » ça et là, notamment à Saint-Émilion.

Dans les semaines qui viennent, les propriétaires vont devoir fixer leur politique. Certains, comme Pierre Tari (château Giscours à Margaux) font déjà état d'une baisse de 15% à 20%; d'autres, comme Jean-Michel Cazez (château Lynch-Bages, à Pauillac) s'interrogent, car ils avaient maintenu, en 1985, les prix de 1984. Ce millésime fait problème : de qualité moyenne, « coincé » entre deux années prestigieuses, 1983 et 1985, décrit par les médias, il a été surpayé par les négociants, qui ne l'ont guère vendu, et à qui il « tient chaud ».

Cette situation abouit l'atmosphère, au point que, même bradés, les vins de 1984 trouvent difficilement preneurs, car trop chers. Il faudra attendre probablement une chute profonde sur ce millésime qui, comme le 1980, évolue assez favorablement et vaut mieux que sa réputation : avis aux amateurs, mais pas tout de suite.

En dehors des grands crus, qui ne représentent que 5% de la récolte, on devrait observer un tassement, mais moins important et souvent iné-

gal. Ainsi, selon la maison Yvon Mau, près de Langon, le millésime 1986 reviendrait de 15 francs la bouteille à 13 francs; le saint-émilion de 20 francs-24 francs à 18 francs-20 francs; le saint-estève, dont les prix ont doublé depuis deux ans, restant stables, à 30 francs-35 francs, prix hors taxes départ cellier. Quant au bordelais de masse, il céderait un peu de terrain, à 6000 francs le tonneau de 900 litres, contre 6500 francs en 1985, ce qui ramènerait son prix à la consommation aux environs de 14 francs, contre 15 francs.

On peut dire, enfin, que cette baisse aurait dû intervenir plus tôt, car la hausse encore observée en 1984-1985 s'inscrivait à contre-courant d'une désinflation générale, masquée par une hausse du dollar qui a pris fin en février 1985. Reste, néanmoins, l'inconnue de la récolte 1987. Si elle est mauvaise, on peut imaginer que les prix se maintiendront. Jusqu'à présent, tout va bien, le gel a été évité, mais restent la floraison, la formation du fruit, avec le risque de « coulure », la pluie en été, provoquant la terrible pourriture grise. Dans le vignoble, rien n'est jamais acquis !

FRANÇOIS RENARD.

La Commission européenne propose de légaliser les aides directes aux agriculteurs en difficulté

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La réforme de la politique agricole commune (PAC) — caractérisée par des baisses de prix auxquelles s'ajoute la limitation des garanties offertes par les organisations de marchés — est souvent difficilement supportable pour les exploitants. Pour les aider à franchir ce cap difficile, la Commission européenne propose l'instauration d'aides directes aux revenus.

Aujourd'hui, celles-ci sont théoriquement interdites. Mais, sous la pression des organisations paysannes, plusieurs pays membres, dont la France et l'Allemagne, y ont fait appel. Bruxelles, qui le plus souvent, ferme les yeux ou bien accorde des dérogations, entend aujourd'hui régulariser la situation en encadrant les aides octroyées par les pouvoirs publics nationaux. Mais comme les pays les moins riches de la CEE n'ont pas les moyens de consentir de tels compléments de

revenus, elles pourraient être partiellement prises en charge par le budget de la CEE en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Irlande et dans le sud de l'Italie. La Commission souhaite ainsi faire d'une pierre deux coups : rendre plus supportable l'inévitable réforme de la PAC et désamorcer la rébellion des pays périphériques. Ceux-ci font valoir, non sans raison, que l'extrême rigueur à laquelle est soumise leur agriculture ne constitue pas le meilleur moyen de faciliter leur intégration.

Deux types d'aides directes sont prévus. Les premières concernent les exploitations « moyennes » considérées comme économiquement viables, donc compétitives, mais qui, par exemple, éprouvent des difficultés passagères du fait de leur endettement. Pourrait bénéficier d'une telle aide dégressive, considérée ici comme une contribution à la modernisation, celles dont le revenu est inférieur à 125% du revenu moyen des exploitations de la région. C'est ce type d'aides qui, dans les régions les moins avancées de la

Communauté, pourrait bénéficier d'un concours budgétaire européen.

La deuxième catégorie d'aides a un caractère plus nettement social. Il s'agit de permettre à des petits agriculteurs, y compris à des agriculteurs à temps partiel, de s'en sortir et de continuer à exploiter malgré les rigueurs de l'époque. Elles seraient réservées aux exploitations dont le revenu est inférieur au revenu moyen des fermes de la région et devraient être prises en charge intégralement par les pouvoirs nationaux.

La Commission précise que les aides directes ne pourront être liées au volume de la production; il en ressort que des réductions de la TVA du type de celles accordées par la RFA après le feu vert du Conseil européen de Fontainebleau en 1984 ne devraient plus être autorisées.

Une facture en hausse

La Commission remet, par ailleurs, sur la table son projet de pré-traitement pour les agriculteurs de plus de cinquante-cinq ans qui s'engageraient à laisser leur ferme en jachère, ou en confierait l'exploitation à de jeunes agriculteurs. La France, hostile à toute formule risquant d'aboutir à une stérilisation permanente des terres, s'était opposée, le mois passé, à ce projet.

Le coût annuel du programme d'aides directes proposé aux Douze serait de l'ordre de 400 millions d'ECU (2,7 milliards de francs), somme relativement modeste par rapport aux dépenses de soutien des marchés : environ 25 milliards d'ECU (170 milliards de francs). En dépit des efforts accomplis, la facture agricole continue de croître.

La Commission devait annoncer, mercredi 8 avril, que le trois budgetaire en 1987 dépasserait 5 milliards d'ECU (35 milliards de francs). Sur ce total, 3,5 milliards d'ECU (24 milliards de francs) sont imputables aux dépenses agricoles. Pour éviter un débat que l'épuisement des ressources disponibles risquerait de rendre difficile, la Commission suggère de faire appel à une astuce comptable pour financer provisoirement ce déficit. Actuellement, le Fonds européen agricole comble chaque mois des avances aux États membres. Dorénavant, les dépenses de soutien seraient réglées à posteriori, c'est-à-dire deux mois après que les États aient effectivement déboursé l'argent.

En rendant public le mauvais état de la situation budgétaire de la CEE, la Commission fait pression sur les gouvernements pour qu'ils accélèrent l'examen de ses propositions sur le financement futur de la Communauté. On sait qu'elle préconise de relever sensiblement le volume des ressources affectées au budget européen.

PHILIPPE LEMAITRE.

Des pommes, des poires ou des kakis ?

« La véritable diversification, c'est la qualité » estime le président des producteurs de fruits

Moins bruyants parce que moins coincés par la crise que les éleveurs ou les céréaliers, les producteurs de fruits (1) sont néanmoins contraints d'entamer une sérieuse réflexion sur leur avenir : les arbres qu'ils plantent aujourd'hui entreront en production en 1992. Marché unique, diminution prévisible des soutiens européens, quand ils existent : il s'agit de ne pas se tromper d'investissements et d'être compétitifs.

Dans les années récentes, l'épouvantail espagnol n'a pas contribué à libérer les initiatives. Pourtant, si la balance commerciale de la France avec l'Espagne s'est améliorée en 1986, c'est plus avec les fruits et les légumes, que l'on ne s'attendait pas à vendre outre-Pyrénées, qu'avec les céréales sur lesquelles on comptait... M. Bois, président de la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF), homme plaidé et lucide, en tire la conclusion qu'« il n'y a pas de parti pris d'avance ». Message optimiste qui sera diffusé au congrès de la FNPF, les 14 et 15 avril, à Angers.

Les atouts sont aussi divers que les productions elles-mêmes. A tout seigneur tout honneur, la pomme, dont la France est devenue le premier exportateur mondial. La diversification des variétés, après le tout-Golden, est en bonne voie; elle atteint même, selon M. Bois, ses limites. La production d'abricot se consolide, celle de pêche se main-

tient (avec aussi une diversification entre pêche blanche, jaune et nectarine). En revanche, en volume celle de cerise diminue, sans doute parce qu'on a trop confondu cette culture avec l'économie de cerise.

Quant aux poires d'été, en fait la Guyot, c'est la chute libre causée par la concurrence espagnole sur le marché des primes et aussi, reconnaît M. Bois, par une certaine anarchie dans la commercialisation. A l'automne, la William arrive quand le marché est encore encombré de Guyot, d'où une pression à la baisse. S'y ajoute le ravage provoqué par le pyrale, un insecte secour, et par le feu bactérien aussi, contre lequel il n'y a pas encore de variété résistante. La baisse est telle que l'industrie des conserves et des alcools manque d'approvisionnement; ce qui est d'autant plus dommageable que ce fruit est le principal support de l'industrie de transformation en général. La relance nécessaire passe par la mise en place d'un financement adapté de vergers qui ne produisent que huit à dix ans après la plantation.

Le renouvellement du verger à pruneaux (prunes d'ente) se poursuit avec des essais hors d'Aquitaine, mais la concurrence sur le marché mondial des Etats-Unis et de l'Europe centrale se fait vive et les aides de Bruxelles diminuent.

La curiosité pour les cultures nouvelles est grande, chacun ayant à l'esprit l'exemple du kiwi qui, dit M. Bois, « se développe tout seul ». Le marché s'élargit et le prix baisse. A noter aussi qu'un producteur sur deux vient du secteur polyculture-élevage qui cherche, lui aussi, des issues de secours. Toutefois, l'exemple du kiwi montre que la maîtrise de la technique, l'organisation et la connaissance du marché sont indispensables, si l'on ne veut pas investir sur le vent qui passe...

A cette réserve près, des expériences intéressantes sont menées sur les kakis doux, les poires japonaises ou mishi et autres pêches plates. Un espoir aussi avec le raisin sans pépin, originaire de Californie. Il s'agit là de convaincre les producteurs de raisin de table de l'intérêt du consommateur pour ce nouveau produit; la tâche est difficile car beaucoup ont pris l'habitude, en cas de mévente, de vendre les surplus pour bénéficier de prix garantis, ce qui ne pousse guère l'innovation. Et la législation française ne fait pas encore la différence entre les types de raisin, soumettant toute nouvelle vigne, raisin sans pépin y compris, à des autorisations de plantation. Toutefois, cette culture démarre en Provence, dans le Languedoc, à Mo-

sis, mais l'Italie a pris un départ plus rapide.

La culture des petits fruits, dont 30% environ vont à l'industrie de transformation, explose, surtout pour le casia, dont la cueillette est maintenant mécanisée et qui, à ce titre, intéresse les exploitants de grandes cultures ravies de soustraire pour ce fruit une dizaine d'hectares de céréales ou de betteraves.

Séduisante idée

On pourrait aussi compter sur les châtaignes, les noix ou les noisettes, dont la disparition est liée à la « désertification » agricole. Mais c'est une autre histoire. Même si l'élevage du cochon coureur élevé aux châtaignes est une séduisante idée, même si l'on fait valoir que le châtaignier en question résiste mieux au feu et peut économiser quelques Canadair, il reste que le marché n'est pas suffisamment rémunérateur. Il appartient aux pouvoirs publics de savoir si en le soutenant, d'une manière ou d'une autre, ils contribuent au maintien du tissu rural ou non.

Au-delà du choix des espèces, des variétés, la véritable diversification réside, explique M. Bois, dans le relèvement de la qualité. A cette aune-là, les producteurs français sont mieux placés, estime-t-il, que les Espagnols, du fait de leur retard technologique, entraîné par un marché qui se satisfait de « l'ordinaire ».

Pour satisfaire cette exigence de qualité, la taille des exploitations est insuffisante. D'ailleurs, au cours des vingt dernières années, l'évolution des structures est assez lente : les exploitations de plus de 100 hectares ne sont pas plus nombreuses (mais ce ne sont pas les mêmes), les petites ont diminué, et les moyennes (de 20 à 50 hectares) ont augmenté.

En fait, ce qui explique la disparité entre les revenus des arboriculteurs, c'est leur conception de la gestion : ceux qui ont privilégié l'amont, l'ont rivié sur le prix de revient et donc sur les économies à réaliser (par exemple sur l'éclaircissage, la taille, le nombre de passages pour la cueillette, voire sur les salaires plus ou moins stimulants) réussissent plutôt moins bien que ceux qui ont compris que le prix s'établissait par l'aval, avec la qualité la meilleure. Autre source de disparité, la fiscalité, qui n'autorise pas la provision pour investissements (sauf jusqu'à un plafond de... 20 000 F) ou pour les calamités.

Interprofession à la carte

Un congrès d'Angers, il sera aussi question de l'avenir de l'ONIFLHOR (2), les producteurs de fruits (et de légumes aussi) étant les premiers à se battre lentement vers la sortie de cet Office, créé par la gauche. La possibilité leur en est donnée par la loi sur l'interprofession qui, par la loi sur l'interprofession que M. Guillaume a fait adopter. Lourd administrateur et lentateur, telles sont les critiques de la FNPF qui, avec les « légumiers », avait joué le jeu de l'Office sans arrière-pensées. Pour la gestion des crises qui demandent des décisions rapides, les professionnels sont mieux placés que les fonctionnaires, surtout le week-

end... explique M. Bois, qui surmonte difficilement le contrôle a priori du budget — y compris sur la part financée par les producteurs eux-mêmes — par des fonctionnaires des finances plutôt tatillons, qui font perdre à l'Office lui-même son autonomie.

La solution pour la FNPF passe par un partage des tâches : l'Office demeure, comme interlocuteur de la Commission européenne, pour l'application des mesures communautaires, et les professionnels, réunis en interprofession, s'occupent de tout le reste, orientation et gestion des marchés notamment. Mais, dans l'esprit de producteurs de fruits, l'interprofession elle-même doit être à géométrie variable : « Si l'on peut demander à un importateur de participer à la promotion des fruits, on ne va pas lui demander de défendre nos productions, alors que les négociants internationaux s'arbitrent sur notre dos ».

Le débat est à nouveau lancé : l'interprofession tant voulue par M. Guillaume, pourfendeur des offices quand il était syndicaliste, peut-elle fonctionner à la carte ?

JACQUES GRALL.

(1) Ils sont environ 110 000; 10% réalisent 60% de la production, dont la valeur totale s'élève à plus de 10 milliards de francs. Si l'on exclut les agrumes et les fruits tropicaux, la balance commerciale est déficitaire d'environ 400 millions de francs.

(2) Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

M. Carlo De Benedetti veut créer une holding industrielle en Espagne

M. De Benedetti, lors du bilan de son groupe présenté le 7 avril, successivement à Milan puis à Paris, a annoncé que CERUS, sa holding française (qui détient Valéo, Yves Saint Laurent...) procéderait prochainement à une augmentation de capital de 1 milliard de francs à laquelle ne souscriraient pas les actionnaires afin d'élargir l'accès au public. Après cette opération, CERUS disposera d'environ 3 milliards de liquidités, ce qui laisse présager une acquisition importante, mais M. De Benedetti s'est refusé à plus de précisions. Par ailleurs, M. De Benedetti a l'intention de créer en Espagne une holding à l'image de CERUS, dans laquelle cette dernière serait actionnaire aux côtés de la CIR (holding italienne du groupe) et qui prendrait des participations industrielles. Le groupe de M. De Benedetti réalise 500 millions de dollars de bénéfices et emploie 100 000 personnes.

Arrestation du chef cambiste de Volkswagen

L'ancien chef des opérations de change de Volkswagen, M. Burkhard Junger, âgé de trente-neuf ans, a été arrêté, ont annoncé les autorités ouest-allemandes, mardi 7 avril. Il est accusé d'avoir participé à des manœuvres qui ont coûté au géant automobile ouest-allemand 480 millions de marks (près de 1,8 milliard de francs).

M. Junger, qui avait été licencié de Volkswagen au début du mois de mars, est la première personne à être arrêtée à la suite de cette énorme escroquerie. Selon le porte-parole du parquet de Brunswick, chargé du dossier, cette arrestation a été opérée dimanche parce que la présomption que le cambiste cher-

chait à prendre la fuite s'était aggravée. — (AFP, AP.)

Unior : 1 173 nouvelles suppressions d'emplois

Unior-Aciars a annoncé le 7 avril, en comité central d'entreprise, 1 173 nouvelles suppressions d'emplois qu'il ajoutait aux 1 286 déjà décidées en octobre dernier. Unior-Aciars qui fabrique des produits plats (tôles) réduira ses effectifs de 13 156 salariés au 1^{er} janvier 1987 à 10 687 au 1^{er} janvier 1988. La direction explique ces mesures par une nécessaire accélération des gains de productivité pour rattraper les concurrents européens. La CGT estime qu'avec la sous-traitance les suppressions d'emplois atteindront 3 400 personnes.

Responsables d'industrie notez sur votre agenda 21 - 25 avril

INOVA 87

UN SALON - UN COLLOQUE
Cité des Sciences et de l'Industrie
Paris - Porte de la Villette

Exclusivement professionnel, INOVA 87 est un carrefour de services pour l'innovation et le développement technologique de votre entreprise. Formation, information, conseils vous sont réservés. Un rendez-vous indispensable à ne pas manquer. Ouvert de 9 h 00 à 18 h 30 - Entrée libre sur invitation.

INOVA 87, c'est aussi un colloque :
- le 21 avril : un vaste débat sur l'entreprise, l'innovation, l'état, organisé par l'ANVAR et INDUSTRIES ET TECHNIQUES
- le 22 avril : une journée de formation sur le management des ressources technologiques par l'ANVAR et EUREQUIP.

Programme des conférences, bulletin d'inscription au colloque, livrets au salon disponibles à l'ANVAR, rue Copernic 75006 Paris tél. 01-42.68.33.30 ou 01-42.68.33.31

Programme complet à partir du 14 avril Minitel 36-15 tapez LEMONDE INOVA

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
CERTIFICATS ACCEPTES ET RECONNUS DANS LE MONDE ENTIER
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
POUR TOUTES LES PERSONNES
Schepstraat 1/1 - 2018 Antwerpen
Tél. : 03/222.02.51 Belgique

150

سكينة

Economie

SOCIAL

Les cadres de l'UCI-FO lancent l'idée d'un bilan technique dans les entreprises par la voie contractuelle

Établir périodiquement un état de santé des techniques utilisées dans l'entreprise, telle est l'ambition de l'Union des cadres et ingénieurs de France (UCI-FO), qui, pour populariser sa revendication d'un outil nouveau, le « bilan technique », organise un colloque sur ce thème le 9 avril à Paris.

Pour M. Hubert Bouchet, secrétaire général de l'UCI-FO, qui a lancé l'idée du bilan technique il y a deux ans, « tout le monde tourne autour des nouvelles technologies, mais on ne sait pas comment s'y prendre. Il y a un vide. Il manque un instrument qui serait à l'usage des partenaires de l'entreprise ». A la différence du bilan social, il ne s'agit pas pour M. Bouchet, avec le bilan technique, d'imposer une nouvelle obligation aux entreprises : « Plutôt que d'obligation, expliquons-le, parlons d'une ardente incitation pour les entreprises de plus de dix salariés. On peut tout à fait ouvrir ainsi des espaces contractuels nouveaux ».

Le bilan technique devra être présenté — sans doute annuellement — au comité d'entreprise. Mais l'état des lieux, l'inventaire du parc des machines utilisées — et de leur vieillissement éventuel — sera nécessairement entrepris avec la participation des cadres, « dans le champ de leurs compétences ». Un contre-feu aux cercles de qualité ?

Apparemment simple à avancer, l'idée est plus difficile à réaliser. Le premier problème, évoqué par des chefs d'entreprise consultés, concerne le secret. Pour M. Pierre Algrin, conseiller financier du président de Thomson, apparaissent « des limites de confidentialité tout à fait particulières, plus strictes qu'en matière financière et comptable. Il y a des éléments qu'il serait très dangereux de fournir aux concurrents ».

D'ores et déjà, le code du travail a mis en place des verrous, avec l'article L.236-3 et surtout l'article L.432-7, qui indique que « les membres du comité d'entreprise et délégués syndicaux sont tenus au secret professionnel pour toutes les questions relatives aux procédés de fabrication ». Le bon sens des salariés est tel, commente M. Hubert Bouchet, qu'ils n'ont

pas mis sur la place publique des informations susceptibles de nuire leur emploi ».

Autre problème difficile, celui du choix des indicateurs. L'UCI-FO est encore, sur ce point, au stade de la réflexion, en sollicitant de nombreux avis. Elle ne semble pas s'orienter vers un modèle-type de bilan technique, reconnaissant que les indicateurs ne seront pas nécessairement les mêmes dans une grande entreprise ou dans une petite, dans une société de distribution ou chez un constructeur aéronautique. Ce bilan ne doit-il prendre en compte que « les composantes

matérielles de l'appareil de production de l'entreprise » (machines, technologies) ou « intégrer l'immatériel », c'est-à-dire « la matière grise, les compétences et les savoir-faire pratiques et intellectuels » ?

La voie la plus sage consistera sans doute à négocier les indicateurs du bilan technique entreprise par entreprise, avec éventuellement un « cadre » par branche. M. Bouchet note cependant que cela entraînera des « rectifications de frontières » avec le bilan social, dans la mesure où le nouvel outil comportera un volet formation et un état des qualifications du personnel. L'UCI revendique déjà cent heures de formation au minimum par an par ingénieur et par cadre.

M. Bouchet résume aussi par avance le procès qui pourrait lui être intenté — même au sein de sa propre confédération — de préparer ainsi les cadres et les syndicats à la cogestion. « Nous voulons dire notre mot sur la technique sans pour autant faire le boulot à la place des patrons. La bataille que nous engageons vise à obtenir plus de visibilité ».

Alors que certaines grandes entreprises ont déjà des dispositifs de surveillance de la technologie — « incomplets », selon M. Bouchet — et que l'administration du Trésor a amorcé le débat sur la technologie, l'UCI-FO veut mettre l'accent sur la PME où « faute de surveillance, la vulnérabilité est la plus grande ». Le vieillissement des technologies, affirme M. Bouchet, se répercute en emplois qui meurent. C'est pour cela que c'est une revendication syndicale.

MICHEL NOBLECOURT.

M. Seguin annonce un débat parlementaire sur la Sécurité sociale

SAINT-ETIENNE de notre envoyé spécial

A l'occasion de la rentrée de la vingt-sixième promotion du Centre national d'études supérieures de Sécurité sociale, ce mercredi 8 avril, M. Seguin, ministre des affaires sociales, a annoncé qu'un débat parlementaire, tant à l'Assemblée qu'au Sénat, aurait lieu dans la deuxième quinzaine de mai ou au début de juin, dans le cadre des états généraux de la Sécurité sociale, états généraux dont un conseil de cabinet extraordinaire doit arrêter l'organisation mardi prochain 14 avril.

Parmi les contraintes pesant sur la Sécurité sociale, M. Seguin a indiqué à la fois le chômage et la modification de l'emploi :

« La substitution de postes très qualifiés et en nombre plus restreint à une main-d'œuvre abondante ou, si l'on préfère, la relève plus ou moins partielle de l'homme par la machine ».

Parmi les solutions possibles sur lesquelles il faut, a-t-il dit le ministre, s'interroger, pointer figurent d'autres formes de financement de la Sécurité sociale, en faisant davantage appel à l'impôt, ou en envisageant une contribution assise sur l'ensemble des revenus.

L'UNEDIC accepte à titre expérimental les programmes d'insertion locale

Les partenaires sociaux gestionnaires de l'UNEDIC, réunis le 7 avril au siège du CNPF, ont finalement accepté que les chômeurs indemnisés par les allocations de fin de droits puissent participer à des PIL (programmes d'insertion locale). Mais ils ont assorti leur décision de plusieurs conditions. Leur engagement est « expérimental », vaut pour l'année 1987, et ne pourra concerner que 20 000 des 210 000 bénéficiaires potentiels. En outre, les PIL pourront être employés par les collectivités territoriales et non par des associations. Une raison à cela : le précédent des TUC fait craindre que ces activités ne se substituent au secteur concurrentiel et par conséquent à l'emploi normal (1).

Cette réponse, qui n'a pas fait l'unanimité, traduit le malaise des organisations syndicales et du patronat. Sollicités depuis l'été dernier par M. Philippe Séguin, qui réclamait un geste, ils s'étaient longtemps réfugiés derrière des arguments, apparemment dilatoires. Moins après, leur position d'attente devenait insupportable et ils ont choisi de s'exécuter symboliquement au moment où, impatient, le ministre des affaires sociales et de l'emploi faisait publier son décret permettant la création des PIL, au moins pour les 227 000 chômeurs indemnisés au titre de l'allocation de solidarité (le Monde du 7 avril).

Les partenaires ont trouvé une justification dans les perspectives financières du régime d'assurance-chômage. Si la trésorerie apparaît excédentaire en 1986 (de 763 millions) et devrait avoir un solde négatif en 1987 (de 863 millions), l'avenir est plutôt sombre. Les experts évaluent à 10 milliards, d'ici à 1989, le montant du déficit si le chômage progresse de 150 000 demandeurs d'emploi supplémentaires par an. Soucieux de ne pas aggraver la situation, les partenaires se sont

donc accordés pour reporter la discussion de fond aux négociations qui s'ouvriront à l'automne sur la future convention. En attendant, l'UNEDIC dépensera environ 850 francs par personne sur ce projet, soit près de 20 millions de francs.

Une réflexion sur le principe même semble inévitable. Faut-il à l'avenir, comme le pense la CFDT, que les partenaires sociaux deviennent des « acteurs » d'une lutte contre le chômage ou qu'ils demeurent des « gestionnaires » du régime d'assurance ? Tandis que la CFTC et la CGC constatent qu'un effort doit être fait pour les chômeurs de longue durée, la CGT juge sévèrement la tentative des PIL : « des TUC à peine améliorés pour les plus de vingt-cinq ans ». Quant à la Force ouvrière et au CNPF, mal à l'aise, ils ne souhaiteraient pas s'écarter du rôle dévolu à l'UNEDIC et se posent volontiers en défenseurs de son autonomie.

Après une longue attente, M. Seguin obtient partiellement satisfaction dans cette affaire. Des chômeurs de longue durée vont pouvoir retrouver une activité pendant six à douze mois, sans perdre leurs droits à l'indemnisation. Moyennant une somme forfaitaire de 750 francs supplémentaires, versée par l'employeur, ils pourront travailler de quatre-vingts à cent vingt heures par mois. Considérés comme des stagiaires en formation, ils ne seront plus comptabilisés parmi les demandeurs d'emploi.

ALAIN LEBEAUC.

(1) D'autres sujets figuraient à l'ordre du jour. Les partenaires ont assuré que la suppression du délai de carence n'entraînerait pas de transfert de charges vers l'Etat. Ils ont admis que les agents non titulaires des collectivités locales puissent bénéficier des prestations de l'UNEDIC. Ils ont refusé que des préretraités puissent devenir des enseignants bénévoles.

AFFAIRES

M. Gustave Grandin nouveau PDG d'Interagra

La compagnie Interagra, société holding du groupe de négoce fondé par Jean-Baptiste Doumeng, décédé dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 avril, sera présidée par M. Gustave Grandin, cinquante-huit ans. Il était jusqu'alors directeur général, bras droit de J.-B. D., chargé des questions financières.

Dans un communiqué, le groupe précise que Jean-Baptiste Doumeng avait réuni avec les membres des différents conseils d'administration des sociétés de son groupe « les problèmes de direction qui se poseraient après son décès, que sa parfaite connaissance de sa maladie lui avait fait pressentir ».

M. Michel Doumeng, trente-quatre ans, fils cadet du disparu, est nommé directeur général et conserve la présidence de la SCII (Société commerciale Interagra Iptrade International). Le fils aîné, Jean-Louis Doumeng, trente-six ans, présidera les sociétés SAEV Interagra de Toulouse et les Silos du Sud-Ouest.

Le Monde dossiers et documents

Hors-série

TRENTA ANS

DE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

L'histoire, les hommes, les institutions, les finances et la monnaie, la politique agricole commune, les relations et les liens industriels, les réseaux et les communications, la libre concurrence, la défense... avec cartes, tableaux et graphiques

Chaque semaine de journaux du 27 mars 1987 - 20 F.

ÉTRANGER

Malgré la hausse continue du yen

Les Etats-Unis maintiennent leurs menaces de représailles commerciales sur l'électronique japonaise

Les pressions qu'exercent les Etats-Unis sur le Japon en matière commerciale continuent de monter malgré la reprise de la hausse du yen par rapport au dollar (145,45 contre 8 avril). Les droits de douane que Washington a décidé d'appliquer à certains produits électroniques japonais, le 17 avril, seront rétroactifs au 27 mars et s'appliqueront pendant au moins trois mois, a précisé l'administration américaine, alors que des représentants des deux gouvernements s'entretenaient de ce problème à Washington.

Les discussions, qui doivent se poursuivre tout au long de la semaine, consistent en des échanges de vues, non en des négociations, a déclaré un porte-parole du représentant spécial du président Ronald Reagan pour le commerce, M. Clayton Yeutter.

La pression exercée par les Etats-Unis est suffisamment forte pour inciter les dirigeants japonais à une remise en cause — au moins officielle — de leur politique budgétaire.

Le patronat — Keidanren — a lancé en début de semaine un appel au gouvernement pour qu'il consacre des sommes importantes à la relance de l'activité économique intérieure et mette un terme aux querelles commerciales avec les Etats-Unis.

Le Keidanren propose également que le Japon abaisse les droits de douane sur les importations de tous les produits industriels « aussitôt que possible » et qu'il établisse un calendrier pour la suppression des droits sur les principaux produits agricoles afin de favoriser le libre-échange. « Nous devons agir immédiatement, nous n'avons rien d'autre à faire », a déclaré M. Saito, président du Keidanren, à l'issue d'une réunion extraordinaire des responsables de son organisation.

Cet appel semble avoir été entendu puisque les responsables du parti au pouvoir (PLD) et ceux du gouvernement envisagent un programme de dépenses de 5 000 milliards de yens — soit environ 35 milliards de dollars — pour accélérer l'activité économique. Ce programme porterait « à un niveau record » les dépenses de travaux publics prévues dans le budget 1987, qui s'applique depuis le 1^{er} avril. En outre, un budget supplémentaire serait préparé cet été, qui porterait sur 35 milliards de dollars.

FINANCES

L'Etat rembourse sa « vieille dette »

Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, a publié, mardi 7 avril, un communiqué indiquant que l'Etat allait procéder au remboursement de sa « vieille dette ». Il s'agit de sept rentes ou emprunts d'Etat émis avant 1950, dont l'encours est de 680 millions de francs, soit 0,13 % de l'encours total des emprunts d'Etat.

Ces titres — comme les rentes perpétuelles 3 % et 5 % — n'ont pas été dématérialisés. Ils sont, soigneusement, au rue de Rivoli, d'une gestion lourde et coûteuse pour l'Etat et présentent pour leurs porteurs, particulièrement pour les petites communes notamment, de grands inconvénients. En particulier, ils sont difficiles à négocier. Les modalités techniques de ce remboursement anticipé seront précisées dans les prochains jours.

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.
3615 TAPÉZ LE MONDE

DONATEC 386

UNE AVANCE INFERNALE.



Le démon de l'informatique a encore frappé. Voici le DONATEC 386. Sa vitesse? Démente! Elle vous fait aller 3 fois plus vite qu'avec un 286. Sa mémoire vive? Extensible jusqu'à 8 Mo. (Démoniaque). Une mémoire de masse qui peut atteindre 80 Mo (25 Ms). Que voulez-vous de plus? L'avoir tout de suite? C'est possible. Le DONATEC 386 est malin comme le diable. Laissez-vous tenter.

DONATEC le démon de l'informatique.

1500

Marchés financiers

Le Monde • Jeudi 9 avril 1987 • 31

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

8 AVRIL Cours relevés à 14 h 54

Règlement mensuel																	
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
121	ALP 1977	1557	1550	1557	+ 0,45	121	ALP 1977	1557	1550	1557	+ 0,45	121	ALP 1977	1557	1550	1557	+ 0,45
122	ALP 75	1415	1415	1415	0,00	122	ALP 75	1415	1415	1415	0,00	122	ALP 75	1415	1415	1415	0,00
123	ALP 76	1220	1218	1220	+ 0,16	123	ALP 76	1220	1218	1220	+ 0,16	123	ALP 76	1220	1218	1220	+ 0,16
124	ALP 77	1220	1218	1220	+ 0,16	124	ALP 77	1220	1218	1220	+ 0,16	124	ALP 77	1220	1218	1220	+ 0,16
125	ALP 78	1170	1170	1170	0,00	125	ALP 78	1170	1170	1170	0,00	125	ALP 78	1170	1170	1170	0,00
126	ALP 79	2130	2130	2130	0,00	126	ALP 79	2130	2130	2130	0,00	126	ALP 79	2130	2130	2130	0,00
127	ALP 80	2130	2130	2130	0,00	127	ALP 80	2130	2130	2130	0,00	127	ALP 80	2130	2130	2130	0,00
128	ALP 81	2130	2130	2130	0,00	128	ALP 81	2130	2130	2130	0,00	128	ALP 81	2130	2130	2130	0,00
129	ALP 82	2130	2130	2130	0,00	129	ALP 82	2130	2130	2130	0,00	129	ALP 82	2130	2130	2130	0,00
130	ALP 83	2130	2130	2130	0,00	130	ALP 83	2130	2130	2130	0,00	130	ALP 83	2130	2130	2130	0,00
131	ALP 84	2130	2130	2130	0,00	131	ALP 84	2130	2130	2130	0,00	131	ALP 84	2130	2130	2130	0,00
132	ALP 85	2130	2130	2130	0,00	132	ALP 85	2130	2130	2130	0,00	132	ALP 85	2130	2130	2130	0,00
133	ALP 86	2130	2130	2130	0,00	133	ALP 86	2130	2130	2130	0,00	133	ALP 86	2130	2130	2130	0,00
134	ALP 87	2130	2130	2130	0,00	134	ALP 87	2130	2130	2130	0,00	134	ALP 87	2130	2130	2130	0,00
135	ALP 88	2130	2130	2130	0,00	135	ALP 88	2130	2130	2130	0,00	135	ALP 88	2130	2130	2130	0,00
136	ALP 89	2130	2130	2130	0,00	136	ALP 89	2130	2130	2130	0,00	136	ALP 89	2130	2130	2130	0,00
137	ALP 90	2130	2130	2130	0,00	137	ALP 90	2130	2130	2130	0,00	137	ALP 90	2130	2130	2130	0,00
138	ALP 91	2130	2130	2130	0,00	138	ALP 91	2130	2130	2130	0,00	138	ALP 91	2130	2130	2130	0,00
139	ALP 92	2130	2130	2130	0,00	139	ALP 92	2130	2130	2130	0,00	139	ALP 92	2130	2130	2130	0,00
140	ALP 93	2130	2130	2130	0,00	140	ALP 93	2130	2130	2130	0,00	140	ALP 93	2130	2130	2130	0,00
141	ALP 94	2130	2130	2130	0,00	141	ALP 94	2130	2130	2130	0,00	141	ALP 94	2130	2130	2130	0,00
142	ALP 95	2130	2130	2130	0,00	142	ALP 95	2130	2130	2130	0,00	142	ALP 95	2130	2130	2130	0,00
143	ALP 96	2130	2130	2130	0,00	143	ALP 96	2130	2130	2130	0,00	143	ALP 96	2130	2130	2130	0,00
144	ALP 97	2130	2130	2130	0,00	144	ALP 97	2130	2130	2130	0,00	144	ALP 97	2130	2130	2130	0,00
145	ALP 98	2130	2130	2130	0,00	145	ALP 98	2130	2130	2130	0,00	145	ALP 98	2130	2130	2130	0,00
146	ALP 99	2130	2130	2130	0,00	146	ALP 99	2130	2130	2130	0,00	146	ALP 99	2130	2130	2130	0,00
147	ALP 00	2130	2130	2130	0,00	147	ALP 00	2130	2130	2130	0,00	147	ALP 00	2130	2130	2130	0,00
148	ALP 01	2130	2130	2130	0,00	148	ALP 01	2130	2130	2130	0,00	148	ALP 01	2130	2130	2130	0,00
149	ALP 02	2130	2130	2130	0,00	149	ALP 02	2130	2130	2130	0,00	149	ALP 02	2130	2130	2130	0,00
150	ALP 03	2130	2130	2130	0,00	150	ALP 03	2130	2130	2130	0,00	150	ALP 03	2130	2130	2130	0,00
151	ALP 04	2130	2130	2130	0,00	151	ALP 04	2130	2130	2130	0,00	151	ALP 04	2130	2130	2130	0,00
152	ALP 05	2130	2130	2130	0,00	152	ALP 05	2130	2130	2130	0,00	152	ALP 05	2130	2130	2130	0,00
153	ALP 06	2130	2130	2130	0,00	153	ALP 06	2130	2130	2130	0,00	153	ALP 06	2130	2130	2130	0,00
154	ALP 07	2130	2130	2130	0,00	154	ALP 07	2130	2130	2130	0,00	154	ALP 07	2130	2130	2130	0,00
155	ALP 08	2130	2130	2130	0,00	155	ALP 08	2130	2130	2130	0,00	155	ALP 08	2130	2130	2130	0,00
156	ALP 09	2130	2130	2130	0,00	156	ALP 09	2130	2130	2130	0,00	156	ALP 09	2130	2130	2130	0,00
157	ALP 10	2130	2130	2130	0,00	157	ALP 10	2130	2130	2130	0,00	157	ALP 10	2130	2130	2130	0,00
158	ALP 11	2130	2130	2130	0,00	158	ALP 11	2130	2130	2130	0,00	158	ALP 11	2130	2130	2130	0,00
159	ALP 12	2130	2130	2130	0,00	159	ALP 12	2130	2130	2130	0,00	159	ALP 12	2130	2130	2130	0,00
160	ALP 13	2130	2130	2130	0,00	160	ALP 13	2130	2130	2130	0,00	160	ALP 13	2130	2130	2130	0,00
161	ALP 14	2130	2130	2130	0,00	161	ALP 14	2130	2130	2130	0,00	161	ALP 14	2130	2130	2130	0,00
162	ALP 15	2130	2130	2130	0,00	162	ALP 15	2130	2130	2130	0,00	162	ALP 15	2130	2130	2130	0,00
163	ALP 16	2130	2130	2130	0,00	163	ALP 16	2130	2130	2130	0,00	163	ALP 16	2130	2130	2130	0,00
164	ALP 17	2130	2130	2130	0,00	164	ALP 17	2130	2130	2130	0,00	164	ALP 17	2130	2130	2130	0,00
165	ALP 18	2130	2130	2130	0,00	165	ALP 18	2130	2130	2130	0,00	165	ALP 18	2130	2130	2130	0,00
166	ALP 19	2130	2130	2130	0,00	166	ALP 19	2130	2130	2130	0,00	166	ALP 19	2130	2130	2130	0,00
167	ALP 20	2130	2130	2130	0,00	167	ALP 20	2130	2130	2130	0,00	167	ALP 20	2130	2130	2130	0,00
168	ALP 21	2130	2130	2130	0,00	168	ALP 21	2130	2130	2130	0,00	168	ALP 21	2130	2130	2130	0,00
169	ALP 22	2130	2130	2130	0,00	169	ALP 22	2130	2130	2130	0,00	169	ALP 22	2130	2130	2130	0,00
170	ALP 23	2130	2130	2130	0,00	170	ALP 23	2130	2130	2130	0,00	170	ALP 23	2130	2130	2130	0,00
171	ALP 24	2130	2130	2130	0,00	171	ALP 24	2130	2130	2130	0,00	171	ALP 24	2130	2130	2130	0,00
172	ALP 25	2130	2130	2130	0,00	172	ALP 25	2130	2130	2130	0,00	172	ALP 25	2130	2130	2130	0,00
173	ALP 26	2130	2130	2130	0,00	173	ALP 26	2130	2130	2130	0,00	173	ALP 26	2130	2130	2130	0,00
174	ALP 27	2130	2130	2130	0,00	174	ALP 27	2130	2130	2130	0,00	174	ALP 27	2130	2130	2130	0,00
175	ALP 28	2130	2130	2130	0,00	175	ALP 28	2130	2130	2130	0,00	175	ALP 28	2130	2130	2130	0,00
176	ALP 29	2130	2130	2130	0,00	176	ALP 29	2130	2130	2130	0,00	176	ALP 29	2130	2130	2130	0,00
177	ALP 30	2130	2130	2130	0,00	177	ALP 30	2130	2130	2130	0,00	177	ALP 30	2130	2130	2130	0,00
178	ALP 31	2130	2130	2130	0,00	178	ALP 31	2130	2130	2130	0,00	178	ALP 31	2130	2130	2130	0,00
179	ALP 32	2130	2130	2130	0,00	179	ALP 32	2130	2130	2130	0,00	179	ALP 32	2130	2130	2130	0,00
180	ALP 33	2130	2130	2130	0,00	180	ALP 33	2130	2130	2130	0,00	180	ALP 33	2130	2130	2130	0,00
181	ALP 34	2130	2130	2130	0,00	181	ALP 34	2130	2130	2130	0,00	181	ALP 34	2130	2130	2130	0,00
182	ALP 35	2130	2130	2130	0,00	182	ALP 35	2130	2130	2130	0,00	182	ALP 35	2130	2130	2130	0,00
183	ALP 36	2130	2130	2130	0,00	183	ALP 36	2130	2130	2130	0,00	183	ALP 36	2130	2130	2130	0,00
184	ALP 37	2130	2130	2130	0,00	184	ALP 37	2130	2130	2130	0,00	184	ALP 37	2130	2130	2130	0,00
185	ALP 38	2130	2130	2130	0,00	185	ALP 38	2130	2130	2130	0,00	185	ALP 38	2130	2130	2130	0,00
186	ALP 39	2130	2130	2130	0,00	186	ALP 39	2130	2130	2130	0,00	186	ALP 39	2130	2130	2130	0,00
187	ALP 40	2130	2130	2130	0,00	187	ALP 40	2130	2130	2130	0,00	187	ALP 40	2130	2130	2130	0,00
188	ALP 41	2130	2130	2130	0,00	188	ALP 41	2130	2130	2130	0,00	188	ALP 41				

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 L'« Irangate » et la lutte pour le pouvoir à Téhéran. 4 L'affaire d'espionnage de la fusée Ariane. 5 Le voyage du pape en Argentine. 9 La crise gouvernementale en Italie.	10-11 La majorité approuve la déclaration de M. Chirac à l'Assemblée nationale. 12 Les nouvelles prisons ne seront pas privées.	22 M. Giraud propose aux Européens de coordonner davantage leur défense. 24 L'ordinateur le plus puissant au service de la météorologie. DÉBATS 2 Sport.	13 Sculpture : les marbres du musée Rodin. 14-15 Tournage : Cayenne Palace, Eden Palace et Barfly. COMMUNICATION 27 Le raz de marée des télévisions commerciales en Europe.	28 La Commission européenne et les aides directes aux agriculteurs en difficulté. 29 L'UNEDIC et les programmes d'insertion locale. 30 L'Airbus A-340 aura des réacteurs CFM 56. 30-31 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Annonces classées 25-26 Carnet 24 Météorologie 19 Mots croisés 19 Expositions 16	● Neuf mois après les retombées de Tchernobyl. ● Affaire Châlier : confrontation générale. ● Programmes de cinéma Paris-Provence. Sports. Immobilier. Bourse. Télémarketing. Ciné. Loisirs. 36-15 Tapez LEMONDE

Des micros dans le béton...

M. Reagan envisage la destruction des bâtiments de la nouvelle ambassade américaine à Moscou

WASHINGTON
de notre correspondant

Li-hsiang, sur la colline, à l'ombre d'un long mur d'enceinte, dorment de lourds bâtiments de marbre blanc. De l'extérieur, ils sont laids et sordides, mais de l'intérieur, c'est l'enchantement.

Des toits, et de presque toutes les fenêtres aussi, la vue plonge directement sur les élégantes maisons de briques de Georgetown qui s'arrachent à la jungle, industrie et hauts fonctionnaires américains. Légèrement à l'ouest, c'est le Pentagone qui, pour n'être pas vraiment esthétique, n'en a pas moins son intérêt. A l'est, on reconnaît sans peine le département d'Etat, la Maison Blanche, puis, sur une autre colline, le Congrès.

Un tout petit peu plus d'attention, et l'on distingue même parfaitement, à l'angle, juste avant le bureau ovale, la fenêtre derrière laquelle travaille le conseiller du président des Etats-Unis.

La déclaration du président

Washington (UPI). — Dans une déclaration rendue publique, mardi 7 avril, le président Reagan exprime la « profonde préoccupation » que lui cause « la violation de la sécurité » de l'ambassade américaine à Moscou. « Bien que tous les faits ne soient pas encore connus, il est évident, il est clair que les conséquences en matière de sécurité sont étendues, et qu'une action rapide est nécessaire pour éviter des dommages supplémentaires à notre sécurité nationale ».

M. Reagan a ajouté : « Les Etats-Unis n'occuperont pas les nouveaux bâtiments de leur ambassade à Moscou tant que je ne serai pas certain que cette installation se fera dans un environnement sûr et rigoureux. De même, l'Union soviétique ne sera pas autorisée à occuper sa nouvelle mission à Washington tant que les deux pays ne pourront pas effectuer cette installation de façon simultanée ».

Après avoir dit qu'il avait demandé à ses collaborateurs, et notamment au secrétaire d'Etat, de lui faire rapport sur le sujet de cette affaire, le président Reagan a déclaré qu'il déciderait au vu de ces rapports si la sécurité de la nouvelle ambassade américaine à Moscou pouvait être assurée ou si « il serait nécessaire de la détruire et de la reconstruire ».

Le numéro du « Monde » daté 8 avril 1987 a été tiré à 472 062 exemplaires

pour les affaires de sécurité nationale. C'était évidemment un emplacement de rêve — surtout pour la nouvelle ambassade d'Union soviétique dont les antennes filiformes dressées perturbent en permanence les télévisions du voisinage et captent à tout va.

Tout y passe, dit-on, des simples communications téléphoniques de la capitale américaine aux échanges sur onde courte des services officiels. Le problème est si sérieux qu'il a fallu protéger plusieurs fenêtres pour les empêcher de laisser transparaître jusqu'à Moscou les vibrations des conversations d'Etat de Washington.

Incroyable ? Certes, mais plus encore le fait que cette grande orrille soviétique plantée au cœur même de Washington n'était jusqu'à présent que sujet de plaisanteries. On n'y croyait pas vraiment, on faisait en tout cas confiance aux contre-mesures des services américains, et il a fallu les dernières nouvelles de Moscou pour que plus personne n'ait envie de rire.

Une délégation de la Commission des affaires étrangères de la Chambre, en effet, constatant, le mardi 7 avril, que la mise en service des nouveaux locaux parallèlement bâtis pour l'ambassade américaine en Union soviétique ne serait pas possible « avant cinq ans au moins, si elle l'est jamais ».

La raison en est simple : alors que les Soviétiques avaient exigé que leurs nouveaux bâtiments de Washington soient construits à partir d'éléments fabriqués sur le futur site et sous leur surveillance, les Américains avaient, eux, accepté, en 1972, d'utiliser des modules préfabriqués par l'industrie soviétique.

Sans parler de multiples défauts de construction, des retards et du dépassement de devis de 90 à 190 millions de dollars, les Etats-Unis se retrouvent ainsi propriétaires de bâtiments littéralement truffés de micros coulés dans le béton, au milieu des armatures métalliques.

A première vue, il n'est donc pas possible de s'en débarrasser sans se débarrasser de l'ambassade, et les solutions envisageables pour contourner le problème reviennent — pré-

mier devis — à une trentaine de millions de dollars. A ce prix-là, la CIA pourra-t-elle au moins braguer ses antennes sur Moscou ? Elle pourra toujours essayer, mais c'est d'autres constructions, la future — ou ex-future — ambassade se dressant dans un creux de terrain.

Bref, les Américains se sentent floués et d'autant plus ridicules qu'ils avaient après juste auparavant que le bâtiment actuellement occupé par leurs diplomates n'est absolument plus fiable non plus. Les dépêches importantes sont confiées à la valise diplomatique ; on utilise plus volontiers le bon vieux stylo que les machines à écrire à la happe trop audible, et même la fameuse « bulle », la salle de réunion sans fenêtre, suspendue à l'intérieur d'une autre pièce comme un sous-marin dans l'eau et réputée inviolable, n'inspire plus confiance.

Malgré le « nettoyage » en profondeur de quelques pièces indispensables, la situation est d'ailleurs telle que, pour sa visite de la semaine prochaine, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, devrait arriver avec une sorte de camping-car permettant des communications sûres par satellite si l'on a bien compris. Ce serait du jamais vu, mais la cause de cette panique générale est, elle, aussi vieille que l'histoire de l'espionnage : l'homme.

Un jour de 1985, le sergent Clayton Lonetree, détaché par le corps des « marines » comme garde à l'ambassade de Moscou, reconnaît sur un quai de métro l'un des deux cents salariés soviétiques de la représentation américaine — par satellite si l'on a bien compris. Ce serait du jamais vu, mais la cause de cette panique générale est, elle, aussi vieille que l'histoire de l'espionnage : l'homme.

Le mystère « oncle Sacha »

Tout cela lui a été expliqué, mais le sergent a vingt-cinq ans, il est célibataire, et Violeta Seina est très belle. Il le reconnaît chez elle. Il se rend compte, secrètement bien sûr, qu'une fois lui est interdit et quand la liaison est établie, apparaît un « oncle Sacha » qui a suffisamment de moyens de pression pour que sa curiosité doive être assourdie.

De l'été 1985 au printemps de l'année dernière, le sergent Lonetree a été, à de nombreuses reprises, l'« oncle Sacha » et quelques-uns de ses amis passent de nuit dans la chancellerie — lorsqu'il est de garde avec le sergent Brady, vingt et un ans, dont Galysa, populaire cuisinière de l'ambassade, est officiellement tombée amoureuse. Quand Lonetree est envoyé à Vienne, en mars 1986, il est mis en contact avec des agents locaux et leur remet des plans jusqu'à ce jour de Noël dernier où — apparemment très déboussolé et convaincu que Violeta a été victime d'un chantage — il

va proposer à la CIA, mais sans donner de détails, de devenir agent double. Il faudra quatre mois aux services américains pour appréhender le rôle du sergent Brady, réaliser l'ampleur des dégâts à Moscou et lancer une enquête qui a déclenché une cascade de révélations sur la joyeuse vie des « marines » de Moscou — pas tous espions, mais tous rattachés à Washington.

Le drame de l'affaire est que, si l'on est sûr que le KGB a profité de l'occasion, on ne sait pas encore combien de secrets américains il n'a pas eu le temps de percer. D'ailleurs, l'homme, le porte-parole des affaires étrangères soviétiques a récemment ironisé sur les espions soviétiques qu'on ne cherche maintenant plus sous tous les lits, et la réputation du corps des « marines » a été aussi entamée à Washington que celle du département d'Etat.

En attendant les deux rapports qu'il veut de demander et qui lui permettront sous trois mois de décider du sort des bâtiments neufs de Moscou, M. Reagan a annoncé que les Soviétiques ne pourraient pas s'installer dans leur nouvelle ambassade avant que les Américains ne soient en état de prendre possession de la leur en toute sécurité.

BERNARD GUETTA.

Sur le vif

Merci papa !

Si on prenait un pari, là, aujourd'hui ? Il y a longtemps que je n'ai pas gagné une bouteille de whisky. Bon, alors, moi je prédic que sous peu, inévitablement, le radio, entre 7 et 9 heures du matin, terminée ! On ne l'écouterait plus qu'en bégayole. Regardez dans les pays anglosaxons, au Venezuela, au Brésil et ailleurs, c'est déjà le cas. Ici, ça va faire pareil. A peine levés, on allume d'un même mouvement l'électricité et la télé. Il y aura de l'info sur toutes les chaînes. Et on « zappera », comme on composait, en passant devant le ou les postes, aller-retour salle d'eau, salle de séjour avec arête-buffet devant le café-tière et le paquet de biscottes.

Moi, ça y est, c'est fait. Sauf que ça se passe au canard. A peine arrivée, je jette mon sac de gym dans mon trou à rats, j'attrape mon transisteur et mon paquet de journaux, et je fais faire un saut dans le bureau d'un live-terd. Lui, il a la télé, le soir. Et je reste là, jusqu'à la conférence des chefs, le transisteur vissé à l'oreille, un œil sur la presse, l'autre sur l'écran, à taper mes boutons image et son. Je navigue entre A 2 et Canal Plus, Roger Zabel et Dan Rattier, le présentateur vedette de la CBS. Son journal, celui de

la veille forcément, passe en clair, version originale sous-titrée, mais, grâce au décalage horaire, les nouvelles restent fraîches. Un régal.

Ce qu'il y a de plus marrant, c'est la pub. Un exemple, le fils Reagan, filmé, tout sourire, en avion, classe affaires : jusqu'ici, je n'étais que le fils de mon père, mais là, merci l'American Express, moi, c'est moi ! Et de brandir sa carte, à l'atterrissage, avant de s'engouffrer dans une cabine, de décrocher le téléphone : Permettez ? Et puis : A80 page !

Difficile d'imaginer l'un des fils Mitterrand dans ce rôle-là. Vous me direz : à l'inverse, on voit mal la fille de Ronaldie bombardée conseillère aux affaires latino-américaines à la Maison Blanche et son garçon élu, merci papa !, sénateur du Wisconsin et secrétaire général de la fédération locale du Parti républicain. D'accord, il a couru pour Playboy le dernier sommet à Genève, mais bon, question piston, c'est quand même moins criant. Et en plus, ça a fait hurler les comités aux Etats-Unis. De rien ! S'ils étaient à notre place, croyez-moi, ils hurleraient aussi. De colère !

CLAUDE SARRAUTE.

Confrontation dans l'affaire du Carrefour du développement

Les coïnculpés de M. Yves Châlier auraient confirmé plusieurs déclarations de l'ancien chef de cabinet

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé du dossier Carrefour du développement, a confronté dans son cabinet, mardi 7 avril, M. Yves Châlier, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, à plusieurs autres de ses coïnculpés. L'audition a duré près de quatre heures.

Outre M. Châlier étaient présents M. Victor Tito, ancien chef de la mission militaire française au Burundi, inculpé le 19 septembre 1986, ainsi que MM. Philippe Leroy, Christian Bieber et André Arnauld, trois transporteurs dont les services ont été utilisés par M. Châlier pour l'établissement de fausses factures qui permettaient de se procurer de l'argent liquide. M. Claude Lequin, ancien chargé de mission au Burundi, était également présent, entendu comme simple témoin.

Outre M. Châlier étaient présents M. Victor Tito, ancien chef de la mission militaire française au Burundi, inculpé le 19 septembre 1986, ainsi que MM. Philippe Leroy, Christian Bieber et André Arnauld, trois transporteurs dont les services ont été utilisés par M. Châlier pour l'établissement de fausses factures qui permettaient de se procurer de l'argent liquide. M. Claude Lequin, ancien chargé de mission au Burundi, était également présent, entendu comme simple témoin.

reconnu avoir fabriqué de fausses factures ou, au moins, en avoir eu connaissance. M. Tito, notamment, avait admis qu'étant le plus ancien en poste au ministère de la coopération il savait de longue date, même avant l'arrivée de M. Nucci au ministère, que certaines opérations étaient financées par un tel mécanisme.

M. Leroy, président-directeur général de la SOCOIRA, inculpé depuis le 16 septembre, avait réaffirmé avoir remis de l'argent liquide à M. Châlier, alors que M. Nucci était dans le bureau. M. Claude Lequin avait reconnu de même avoir été au courant de telles pratiques, dont l'existence a toujours été niée par M. Nucci.

La confrontation aurait également permis d'établir que MM. Nucci et Penne — ce dernier occupait les fonctions de conseiller pour les affaires africaines auprès de M. Mitterrand — avaient été mis au courant des problèmes de financement autour du sommet de Bujumbura. Après un article paru dans l'hebdomadaire le Point, l'Élysée aurait demandé des éclaircissements, et un rapport, préparé d'abord par M. Tito et ensuite écrit par M. Lequin, aurait été fourni à trois exemplaires : un à M. Nucci, un autre à M. Penne et un troisième à une personne indéterminée. Ce rapport, très complet, aurait été accompagné de pièces qui expliquaient le mécanisme d'utilisation des fausses factures. A l'occasion de la confrontation, M. Michau aurait d'ailleurs fait état de documents, retrouvés par la police, qui précisaient la destination d'une partie de

l'argent utilisé lors du sommet de Bujumbura.

MM. Bieber et Leroy auraient également confirmé l'une des affirmations de M. Châlier assurant, au début de l'affaire, que M. Henri Emmanuelli, à l'époque secrétaire d'Etat au budget, était également au courant des fausses factures. En 1985, M. Bieber dont la société, la TTCI, avait à plusieurs reprises défilé, moyennant une commission de 10 % à 20 %, des factures de complaisance avait été interpellé par les douanes. M. Châlier serait immédiatement entré en contact avec MM. Emmanuelli et Penne, ainsi qu'avec M. Saint-Geours, directeur de cabinet du ministre du budget. Quelques heures plus tard, M. Bieber était libéré. M. Châlier, selon ses déclarations, n'aurait à l'époque rien caché des raisons pour lesquelles la société de M. Bieber fonctionnait avec une comptabilité fantaisiste.

G. M.

Des éducateurs protestent au palais de justice de Paris. — Une cinquantaine de fonctionnaires de l'éducation surveillée de Paris ont manifesté pendant une demi-heure, mardi 7 avril après-midi, sur les marches du palais de justice pour les gendarmes. Les manifestants protestaient contre l'audit commandé par le garde des sceaux, qui prétendait supprimer l'incarcération des mineurs de moins de seize ans, en rétablissant des centres fermés (autrefois maisons de correction), des chantiers de jeunesse gérés par l'armée, en privilégiant l'exclusion et la répression au détriment de la rééducation et de la prévention... (le Monde du 14 février).

DANS
ORDI
UNE DISQUETTE GRATUITE
pour essayer Word Perfect sur
IBM-PC
chez votre marchand de journaux

(Publicité)
SÉJOURS LINGUISTIQUES
ANGLETERRE - IRLANDE - USA - ALLEMAGNE - ESPAGNE
● Séjours en famille. Cours quotidiens. Sports et loisirs. Encadrement sérieux.
● Options sportives : équitation, tennis, voile, planche à voile.
● Elèves des collèges et lycées (11-18 ans).
● Étudiants (19-21 ans).
● Toutes vacances scolaires : Noël, Pâques, juin, été, Toussaint, Noël.
DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE
ENIS
21, avenue du Bel-Air, 75012 PARIS
Tél. : 43-44-11-44
Bureau de Rhône-Alpes :
2, avenue du Général-Brunet, 69008 LYON
Tél. : 78-52-44-78

Banc d'essai complet :
LES NOUVEAUX MACINTOSH
Une certaine idée de la perfection.
AVRIL 87

DU 6 AU 11 AVRIL
LES AMATEURS D'APPLE FÊTENT LE PRINTEMPS
CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER
LES VONT SE PELER A LA CAMPAGNE.
Découvrez le Macintosh SE sans quitter la ville
INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
● 26, rue du Renard Paris 4 ● 42.72.26.26
● 64, av. du Prado Marseille 6 ● 91.37.25.03

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15 + LEMONDE
TAPIS PERSANS FAITS MAIN
exemplaire : Jochanaan Israh
154 x 134 = 3 500 F
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)
A C D E F G H

la Règle à Calcul
SICOB
STAND 5B 5027
"LA REGLE A CALCUL" AVEC HEWLETT-PACKARD
DEMONSTRATIONS : STATIONS DAO/CAO, PAO et de RESEAU sur HP VECTRA
Parc d'exposition de Paris Nord II, 95870 ROISSY-CHARENTON
CHARLES DE GAULLE
□ Invitation au Sicob sur demande
LA REGLE A CALCUL : 87, bd St-Germain - BP 300 - 75228 PARIS cedex 05 - Tél. : (1) 43.25.68.88 - Tél. : RAC 201 324.

کتابخانه